

2m11.2841.2

Université de Montréal

Le choix entre la natalité, le travail et l'éducation lors de la Révolution industrielle anglaise :
le rôle des femmes

par

Isabelle Drouin

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade ès arts (M.A.) en histoire

Août 2000

© Isabelle Drouin



D
7
V54
2001
N.006

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Le choix entre la natalité, le travail et l'éducation lors de la Révolution industrielle anglaise :
le rôle des femmes

par

Isabelle Drouin

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Louis Michel, président-rapporteur
Michael Huberman, directeur de recherche
Léonard Dudley, sciences économiques, membre du jury

Mémoire accepté le :.....30 novembre 2000.....

SOMMAIRE

Au début du 19^{ième} siècle, la Grande-Bretagne possède une main-d'œuvre multiple et diversifiée. Tant le monde agricole que celui des débuts de la Révolution industrielle demande l'utilisation de toutes les forces de travail. Les enfants, nombreux, oeuvrent notamment dans l'industrie textile au côté des femmes qui sont activement impliquées dans toutes les démarches de la production. Au tournant des années 1820, la situation va néanmoins changer alors qu'un retrait féminin massif survient dans le monde ouvrier. Les industries produisant draps et tissus délaissent leur emploi au profit de travailleurs masculins. Une entrave à leur présence s'élève indéniablement et, soutenue par une idéologie dite «domestique», les portes se ferment à leur embauche. De nombreuses femmes doivent ainsi, elles qui avaient été actives depuis de nombreuses générations, quitter leur emploi rémunéré.

Dans l'historiographie contemporaine, cette période est tracée comme celle qui met fin à l'action féminine sur le monde du travail de cette période. Acceptant passivement leur renvoi, les femmes subiraient dès lors la suite des événements. Or, une telle approche de la question ne donne pas le portrait complet de la situation. En effet, les 40 prochaines années vont être témoins de changements notables. La natalité, qui aurait dû demeurer similaire ou même subir une hausse suite au retour des femmes dans leurs foyers, amorce le premier déclin voulu de toute son histoire. Le travail des enfants, pour sa part, devient graduellement moins une évidence et l'éducation, quant à elle, se développe à un rythme confondant. Toutes ces transformations, bien qu'étudiées en profondeur, ne sont cependant jamais reliées entre elles et sont toujours traitées de façon individuelle, ce qui contribue à donner un aspect linéaire à leur développement. C'est d'ailleurs cette constatation qui amène l'hypothèse centrale de ce mémoire, soit que les changements survenus dans la période de transition se situant entre 1820 et 1860 reflètent en fait des actions posées par les femmes qui vont trouver là un moyen d'action ayant pour but de favoriser la formation du capital humain représenté par leurs enfants.

Afin de démontrer cette hypothèse et de voir de quelle manière les secteurs de la natalité, du travail et de l'éducation sont reliés, l'approche proposée par Gary S. Becker sera

utilisée. Celle-ci met en perspective les liens qui unissent ces trois domaines en faisant ressortir l'idée qu'ils se rejoignent au niveau de la quantité et de la qualité voulue d'une descendance. Cette vision n'est cependant pas totalement endossée, principalement suite au manque de considérations sociales dans sa théorie et c'est donc pourquoi cette carence sera comblée par l'apport des gestes micro-économiques des acteurs sociaux trouvés à l'intérieur des British Parliamentary Papers. Ceux-ci relatent les commentaires recueillis dans les Commissions et Enquêtes menées sur divers sujets sous l'égide du Gouvernement britannique tout au long du 19^{ième} siècle, et permettent, de ce fait, une mise en relief des interactions sociales entre les domaines concernés.

L'analyse permettra de confirmer l'hypothèse de l'action féminine en constatant que la baisse des naissances a été voulue dans un but visant à faire profiter la progéniture future d'une meilleure formation. Cette vision à long terme est soutenue par le changement des coûts relatifs des enfants à l'intérieur du monde du travail et est confirmée, de plus, par la prolifération d'institutions scolaires qui n'ont jamais été si nombreuses que lors de cette période d'engagement personnel. De plus, les changements de comportement relatif à l'éducation sont révélés par l'implication sociale et budgétaire des femmes à la cause de l'éducation. Toutes ces transformations dans ces différents secteurs corroborent donc l'idée d'une participation féminine active face au monde du travail par le biais de la formation des ressources humaines que sont leurs enfants

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE.....	II
TABLE DES MATIÈRES.....	IV
LISTE DES TABLEAUX.....	VI
LISTE DES GRAPHIQUES	VII
REMERCIEMENTS.....	VIII
INTRODUCTION.....	10
CHAPITRE 1: LA PROBLÉMATIQUE:	13
LE PORTRAIT PRÉINDUSTRIEL.....	13
LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE.....	15
LE RETRAIT FÉMININ	17
<i>Les preuves numériques.....</i>	<i>18</i>
<i>Les raisons du retrait.....</i>	<i>18</i>
CONCLUSION.....	29
CHAPITRE: 2 L'APPROCHE BECKERIENNE.....	31
LE MODÈLE D'EXPLICATION DE GARY S. BECKER.....	31
<i>L'enfant comme produit de la maisonnée.....</i>	<i>34</i>
<i>L'enfant et son coût.....</i>	<i>36</i>
LE MODÈLE FACE À LA RÉALITÉ	38
<i>Les faiblesses beckeriennes.....</i>	<i>38</i>
<i>L'application de l'approche.....</i>	<i>40</i>
CHAPITRE: 3 LES FLUCTUATIONS DE LA NATALITÉ.....	42
LA PÉRIODE ANTÉRIEURE AU 19^{ÈME} SIÈCLE.....	42
LA PÉRIODE DE 1800 À 1820.....	47
LA PÉRIODE DE TRANSITION DE 1820 À 1860.....	48
<i>Les nouvelles données.....</i>	<i>49</i>
<i>Le mariage.....</i>	<i>51</i>
<i>La contraception.....</i>	<i>52</i>
LA CONCLUSION.....	53

CHAPITRE 4 LE MONDE DU TRAVAIL.....	54
LE DILEMME DE L'ALLOCATION DU TEMPS.....	54
<i>Les coûts impliqués par les choix.....</i>	56
<i>Le dilemme école-travail.....</i>	59
LES DOMAINES TRANSFORMÉS.....	61
<i>Les législations.....</i>	61
<i>La technologie.....</i>	67
<i>Les revenus.....</i>	70
CONCLUSION.....	73
CHAPITRE 5: LE MONDE SCOLAIRE.....	75
LES GRANDS ARTISANS.....	76
<i>La religion.....</i>	76
<i>Le patronat.....</i>	80
<i>La participation personnelle et celle de l'État.....</i>	84
LES ÉCOLES DISPONIBLES.....	87
CONCLUSION.....	93
CHAPITRE 6: LES COMPORTEMENTS SOCIAUX.....	95
LA VISION DE L'ÉDUCATION.....	95
<i>Le comportement des parents.....</i>	96
<i>Les optiques proposées.....</i>	99
LE NOUVEAU SOUCI DES FAMILLES.....	100
<i>Au niveau social.....</i>	101
<i>Au niveau ouvrier.....</i>	104
<i>Au niveau de la promotion sociale.....</i>	106
L'IMPLICATION PARENTALE.....	107
<i>L'importance des femmes.....</i>	108
LES CHANGEMENTS DANS LES BUDGETS.....	109
<i>La gestion des fonds.....</i>	109
<i>Les différences à travers les périodes.....</i>	111
CONCLUSION.....	115
CONCLUSION.....	116
BIBLIOGRAPHIE.....	119

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU I: DÉCLIN DE L'ÂGE AU MARIAGE EN ANGLETERRE ENTRE 1700 ET 1799	45
TABLEAU II: TAUX BRUT DE NATALITÉ EN ANGLETERRE ENTRE 1675 ET 1800	46
TABLEAU III: TAUX D'ALPHABÉTISATION DANS CERTAINES PAROISSES DU LANCASHIRE ENTRE 1754 ET 1820	48
TABLEAU IV: SALAIRES MOYENS DE FAMILLES DONT LE CHEF ŒUVRE DANS L'INDUSTRIE TEXTILE ENTRE 1816 ET 1865	71
TABLEAU V: EXPANSION DE LA <i>NATIONAL SOCIETY</i> ENTRE 1812 ET 1830	83

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE I : TAUX NET DE REPRODUCTION ENTRE 1781 ET 1866..... 50

**GRAPHIQUE II : SALAIRE RÉEL MOYEN DES TRAVAILLEURS DU TEXTILE ENTRE 1781 ET
1881..... 72**

REMERCIEMENTS

Je n'aime pas le travail, nul ne l'aime; mais j'aime ce qui est dans le travail l'occasion de se découvrir soi-même, j'entends notre propre réalité, ce que nous sommes à nos yeux, et non pas en façade.

J. Conrad
Le cœur des ténèbres

Cette réflexion m'aura été confirmée tout au cours de la rédaction de ce mémoire. Outre le fait que cet exercice m'aura permis de mieux me connaître, il m'aura également éclairé sur les gens qui, dans mon entourage, s'intéressent véritablement à mon cheminement. À ces personnes, je désire offrir mes remerciements les plus purs et sincères.

À mon directeur, Monsieur Michael Huberman, qui, grâce à sa logique, ses connaissances et sa promptitude d'esprit a su aiguiller mes recherches dans des avenues qui autrement m'auraient été obscures.

À Kevin Bissonnette, qui a bienveillamment répondu présent à tous mes appels, fussent-ils d'amitié ou informatiques et à qui je dois toutes les présentations esthétiques. À Julie, Caroline et Natacha, mes cousines qui m'offrent leur affection sans restriction.

Mais, plus que tout, à mes parents, Lucie et Paul. Grâce à leur ouverture d'esprit j'ai pu entreprendre ces études et c'est leur soutien constant et indéfectible qui m'a permis de les mener à terme. Les encouragements sans cesse de leur part prodigués et les rôles de motivateurs et de correcteurs qu'ils ont endossés ont été pour moi la pierre angulaire de la réalisation de ce travail.

À vous tous,

Merci

INTRODUCTION

La Révolution industrielle, emblème de la Grande-Bretagne du 19^{ème} siècle, a porté en son sein nombre de changements tant au niveau économique que social. Toutefois, certaines caractéristiques de l'ancien mode de production ont perduré. Parmi celles-ci l'emploi des femmes fait bonne figure. Ouvrant dans des domaines variés et multiples, elles représentaient une main-d'oeuvre utilisée à pleine capacité en ces temps où la survie de la famille dépendait de l'apport des gains de tous ses membres, enfants compris. De ce fait, la natalité était soutenue et naturelle et les enfants destinés au monde du travail. Or, vers la seconde décennie du siècle un changement majeur survient. Les femmes sortent progressivement de la force ouvrière, notamment dans le textile. Leurs rangs se déciment et, elles qui occupaient la place principale dans certaines industries jusque-là de pointe, se retrouvent désormais minoritaires sinon marginales.

Afin d'étudier cette problématique, les historiens ont analysé la suite des événements d'une façon plutôt sectorielle, c'est-à-dire sans en rechercher ailleurs les répercussions. De cette manière, le retrait, principalement attribué à des raisons idéologiques et économiques n'aurait engendré chez les femmes aucune réaction combative, et tracerait la ligne finale de leur contribution au monde ouvrier de la période. Les femmes retourneraient au foyer et ne reprendraient prise sur le marché du travail qu'à la fin du siècle.

Une telle analyse laisse de côté de nombreux paramètres dans la situation qui suit leur retrait et notamment le fait que des bouleversements notables vont survenir à l'intérieur de domaines où leur participation est requise. Ainsi, la natalité, qui n'avait aucune raison de changer du point de vue biologique, connaît le premier déclin totalement voulu de son histoire à partir de 1820. Le monde du travail, pour sa part, subit en parallèle à cela des changements dans son organisation, sa législation et sa rémunération qui transforment progressivement la perception et le bassin de la main-d'œuvre, notamment infantile. Dans la même période, le monde de l'éducation vit un développement phénoménal.

Des nombreux et détaillés ouvrages traitent naturellement de ces transformations. Cependant, tous le font dans leur champ d'étude bien distinct. Des liens ne sont que rarement, sinon jamais créés entre ces transformations qui, pourtant, se déroulent dans la partie anglaise de la Grande-Bretagne entre 1820 et 1860. C'est donc suite à cette constatation de changements survenus dans des domaines portant tous une empreinte féminine que se pose l'hypothèse centrale de ce mémoire. Celle-ci innove en proposant une optique de recherche qui rejette la vision passive des femmes lors de la période de transition pour soutenir que les changements à cette époque traduisent des changements de comportement des femmes qui ont pour but de favoriser la formation du capital humain représenté par leurs enfants. Afin d'appuyer cette optique de recherche, une construction intellectuelle soutiendra la démarche. Le modèle général de Gary S. Becker organise les liens entre la natalité, le travail et l'éducation en proposant une vision économique se centrant sur le choix entre la recherche de la quantité ou celle de la qualité dans une progéniture. La pertinence de l'utilisation de cette formule, la première à analyser les interactions entre les secteurs étudiés, réside dans le fait qu'elle met l'accent sur la formation du capital humain, alors qu'il est accepté que c'est le facteur clé dans le développement d'une économie, selon la plupart des auteurs. Elle est particulièrement intéressante dans le cas de la Grande-Bretagne, qui, de 1820 à 1860, occupe une place prépondérante dans l'échiquier économique mondial.

Afin de suivre cette approche, ce mémoire comprend six chapitres. Le premier explique la situation initiale de l'activité des femmes afin d'examiner de façon critique les interprétations passives de leur comportements au cours de la période. Le second chapitre s'attarde pour sa part sur la construction intellectuelle de Becker qui va servir à faire ressortir les liens qui s'établissent entre les domaines de changement et qui va démontrer que des actions concertées ont eu lieu. Les trois sections suivantes effectuent, à l'aide d'une structure relativement similaire, une comparaison entre les transformations effectives et les hypothèse du modèle beckerien. Ainsi, le troisième chapitre trace un portrait de la natalité et le quatrième se consacre aux changements intervenus dans le monde du travail principalement du côté de la législation, des innovations techniques et de la rémunération. Le cinquième, quant à lui, trace l'évolution du monde scolaire de ses balbutiements jusqu'à la

fin de la période examinée. Le sixième chapitre, pour sa part, va apporter une vision plus sociale à l'approche en analysant les changements survenus au niveau socio-économique et qui ont été effectués par les acteurs sociaux.

Les sources utilisées afin de donner corps à ce raisonnement sont, outre les études spécifiques portant sur chacun des sujets, les *British Parliamentary Papers*. Ceux-ci sont les résultats des commissions parlementaires, enquêtes et rapports ayant été dirigés par les instances gouvernementales. Dépouillés de 1831 à 1867, ils sont rassemblés sous des sections qui traitent notamment du travail des enfants en industrie, dans le textile et dans les manufactures ainsi que de l'éducation soit populaire ou de celles des classes défavorisées. Bien qu'il puisse parfois y avoir des doutes quant à la véracité de certains témoignages, les points forts de ces écrits les contrecarrent. En plus de couvrir toutes les régions du Royaume-Uni, elles sont les seules sources qui permettent de déceler les choix et préférences des acteurs socio-économiques vivant dans un cadre urbain et qui sont donc l'objet de la recherche. De plus, il s'agit là d'une série complète de documents continus qui s'étalent sur toute la période étudiée, ce qui en fait un document unique pour sa vision qui est constante et proche des préoccupations des époques concernées. C'est donc pourquoi, afin de garder toute la truculence du verbe des personnes interrogées, les grandes citations seront conservées, à l'intérieur du texte, dans leur langue d'origine pour mieux faire ressortir les idées mais surtout les moyens utilisés pour les exprimer.

CHAPITRE 1 :

LA PROBLÉMATIQUE

LE PORTRAIT PRÉINDUSTRIEL

Avant que ne débute la Révolution Industrielle au tournant du 18^{ième} siècle, la société anglaise se caractérise par son caractère essentiellement rural, et donc, par conséquent, par une utilisation intensive de toutes les forces de travail disponibles. Une vaste proportion de foyers tirent leur subsistance de la terre et vivent en communauté sous un régime de production dit «d'économie familiale» qui implique que tous les individus d'un groupe donné, usuellement la famille, mettent en commun leurs forces physiques et manuelles afin d'assurer leur survie. C'est ainsi qu'hommes, femmes et enfants sont requis afin que puisse s'accomplir pleinement cette occupation familiale. Celle-ci est habituellement déterminée par l'emploi du père, que ce soit dans le domaine agricole ou dans celui de la production des biens¹. Dans les *British Parliamentary Papers* se retrouvent donc nombre de descriptions où il est question des activités d'une famille complète qui ne rapportent qu'un seul salaire à celui du père :

The man was in the loom weaving ; a boy of ten of age was winding bobbins. The wife was at her husband's elbow picking the work. His daughter was at the back of the loom tacking un the broken threads of the warp, for it was no good warp. When the piece was taken home, the wages would be paid as the earnings of one man, yet the piece was really the work of a family².

La situation peut difficilement être autre car, dans l'Angleterre des Stuart, entre le quart et la moitié de la population active vit d'une façon chronique sous ce qui est considéré comme étant le seuil officiel de la pauvreté³. Afin de contrer cette situation de dénuement, un maximum de main-d'œuvre, quel que soit son genre, est utilisé. C'est donc pourquoi il est fort probable que dans les années précédant la Révolution industrielle, la participation

¹ Joyce Burnette, « An Investigation of the Female-Male Wage Gap during the Industrial Revolution in Britain », *Economic History Review*, 50, 2, p. 260. C'est ainsi que dans les recensements de 1811 et de 1821, c'est l'occupation seule du père qui est demandée et non celle des autres membres de la famille.

² *British Parliamentary Papers*, 1840 XXIII Handloom Weaver's Commission, p. 405.

³ Eric Richard, « Women in the British Economy since about 1700 : An Interpretation », *History*, 59, 1974, p. 339.

féminine à l'économie ait été proche de son maximum⁴. Puisque une spécialisation peu poussée et l'utilisation de techniques statiques maintiennent à un bas niveau la productivité du travail, une pression vers une occupation généralisée rend « inévitable, désirable et bénéfique⁵ » le travail des femmes comme celui des enfants. De plus, comme toutes les expansions de l'économie demandent nécessairement l'élargissement du bassin de main-d'oeuvre, la participation des femmes dans un éventail d'emplois est éminemment rationnelle.

Cette présence est toutefois difficile à mesurer, bien qu'elle soit corroborée par des écrits de l'époque, notamment par Sir William Petty qui, en 1690 dans sa *Political Arithmetic* inscrit que : « toutes les femmes de plus de sept ans sont faites pour travailler, hormis celles des plus hautes classes⁶. » Il faut évidemment prendre en compte les différences qui s'appliquent aux régions, aux occupations, aux domaines et aux périodes, ainsi, naturellement, qu'à la personnalité des femmes et des hommes concernés. Néanmoins, cela établit une population active où il est courant pour les femmes de participer à toutes les occupations, y compris aux moissons qui sont notoirement harassantes⁷. Ce travail ne semble cependant pas avoir la même résonance que celui exécuté par leurs collègues masculins, puisqu'elles l'exercent le plus souvent dans des conditions encore plus déplorable que ces derniers⁸. Considérées comme étant une main-d'oeuvre ne nécessitant aucun apprentissage particulier, ni éducation technique développée, elles oeuvrent en subalternes en occupant un rôle de travailleuses complémentaires dans des tâches souvent « immobiles et monotones⁹ ».

⁴ L'historiographie courante attribue à Eric Richard la paternité de cette hypothèse, cependant, ce dernier avoue de lui-même que là n'est pas nécessairement la vérité puisqu'il cite notamment Witt Bowden qui, en 1925, écrivait que : « le système précédent le régime industriel moderne basait son économie familiale sur la plus stricte nécessité du travail de la mère et des enfants en bas âge aussi bien que sur le travail de l'homme ». Richard, « Women in the British Economy », p.340, citant Witt Bowden, *Industrial Society in England towards the End of the Eighteenth Century*, 1925, p. 229.

⁵ Neil McKendrick, « Home Demand and Economic Growth : A New View of the Role of Women in the Industrial Revolution », Neil McKendrick, éd., *Historical Perspectives. Studies in English Thought and Society in Honor of J.H. Plumb*, Europa, Londres, 1974, p. 158.

⁶ Richard, « Women in the British Economy », p. 341 citant la page 10 de la brochure non datée de Clara Collet, *Women in Industry*.

⁷ Eric Hostettler, « Gourlay Steell and the Sexual Division of Labour », *History workshop*, 4, 1977, pp.95-100 et Michael Robert, « Sickles and Scythes : Men's Work and Women's Work at Harvest Time », *History Workshop*, 7, 1979, pp.3-28 mettent clairement en relief la part importante de travail accomplie par les femmes à l'intérieur du monde agricole.

⁸ Ivy Pinchbeck, *Women Workers and the Industrial Revolution 1750-1850*, Routledge & Sons, 1930, p.4.

⁹ *Ibid.*, p. 5.

Cette situation caractérise le domaine industriel autant que le domaine agricole. Les femmes y effectuent A domicile des tâches pour lesquelles elles sont payées à la pièce, en vertu d'un contrat ¹⁰. Ce principe dit du «*sous-contrat*» est l'une des premières avancées vers une proto-industrialisation de l'économie, car le travail n'est pas pour un usage familial mais bien pour le compte d'une personne de l'extérieur. C'est de cette manière que sont posées les premières bases d'un capitalisme naissant qui s'amorce également par les gages offerts aux travailleuses qui, puisque considérées comme simples pourvoyeurs d'appoint, voient leur rémunération être inférieure de moitié ou du tiers à celle des hommes.

Ce sont là les forces qui ont modelé le paysage britannique jusqu'à ce qu'une nouvelle étape de l'histoire économique vienne changer les données. La Révolution industrielle allait entrer en scène et avoir des répercussions profondes dans de nombreux et diversifiés domaines.

LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

Le terme, apparu en 1837 sous la plume de Louis-Auguste Blanqui, décrit les changements et de développements ayant pris naissance au milieu du 18^{ième} siècle et s'étant poursuivis jusqu'au milieu du 19^{ième} siècle. Des débats assez nourris ont d'ailleurs lieu afin de réussir à placer une chronologie stricte et précise sur ce phénomène, mais sans parvenir A un consensus. Cela reflète le fait qu'il est difficile de définir les paramètres exacts des diverses mutations qui ont eu cours afin de transformer cette société principalement rurale en un pays rapidement urbanisé tirant sa richesse du commerce et de l'industrie manufacturière.

Le plus grand symbole de cette Révolution demeure fort probablement les innovations qui ont amené des changements dans la production, telle l'utilisation du charbon comme source d'énergie. Elles permettent d'effectuer plus rapidement et plus facilement des activités répétitives. De son côté l'invention de matériaux différents, fait augmenter la sophistication des produits disponibles notamment dans le domaine de la métallurgie. Ces

¹⁰ Cette technique est plus usuellement connue sous le terme anglais de «*putting out system*» puis de «*sweating system*».

changements, associés à des investissements de capitaux à plus grande échelle, ont eu des répercussions dans le monde économique comme dans la société en élargissant le marché intérieur et en rendant l'exportation plus aisée¹¹.

Dans le domaine du travail, l'importance accrue des textiles, et particulièrement du coton, résulte de modifications majeures. Cette catégorie de tissus peut dorénavant se confectionner en grande quantité mais surtout à bas prix grâce à la mécanisation. Cette branche le sort de la production artisanale pour devenir une industrie de pointe. Cela provoque la création d'une nouvelle main-d'oeuvre avec le passage de la pratique du sous-contrat au profit d'une production effectués dans des bâtisses spécialement construites afin de loger de nouvelles machines se servant de l'eau comme force motrice. Ce changement tend à transformer la géographie de l'industrie puisque le capitalisme naissant, sous la gouverne de la nouvelle force économique représentée par le patronat va désormais pousser à un regroupement de la population en milieu urbain plutôt qu'à une dispersion dans les campagnes. Les femmes vont donc suivre ce mouvement pour devenir le bassin de personnel privilégié par les nouveaux industriels jusqu'à ce qu'il soit possible de parler d'elles comme étant le genre majoritairement employé lors de la mise en place de l'industrialisation¹².

Les femmes vont de cette manière occuper au début de la période industrielle la place principale dans les domaines clés du développement soit le fer et le coton, qui occupent respectivement 45% et 30%. Les chiffres comptables et officiels s'accordent sur ce fait, en soulignant même qu'ils sont conservateurs puisqu'ils sous-estiment probablement la présence féminine et qu'ils surestiment possiblement celle masculine, construisant une situation où, en 1818, plus de la moitié des travailleurs du coton sont des femmes¹³.

¹¹François Bédarida, *La société anglaise du milieu du XIXe siècle à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 1990, (Collection Points Histoire) à l'intérieur du chapitre intitulé « L'industrialisme conquérant », pp.37-45.

¹² Une discussion existe dans l'historiographie quant à savoir si ce changement s'est révélé positif ou non pour sur la qualité de vie féminine. Cette polémique date du début du 20^{ème} siècle avec la parution en 1919 du livre d'Alice Clark, *Working Life of Women in the Seventeenth Century* qui répond par la négative à cette question en argumentant que ces nouvelles activités détournent la femme de sa voie maternelle. Ivy Pinchbeck en 1930 à l'intérieur de *Women Workers and the Industrial Revolution 1750-1850*, contourne cette opinion en disant au contraire que les nouvelles opportunités ouvrent des voies plus stimulantes aux femmes. Sara Horrel et Jane Humphries, pour leur part dans « Old Questions, New Data and alternative Perspectives: the Standard of Living in the British Industrial Revolution », *Journal of Economic History*, 52, 1992, pp. 849-880, modèrent ce débat en concluant que la réaction dépend probablement de la période et de l'industrie concernée.

¹³ Ce constat est corroboré par le fait qu'à chaque apparition d'un changement technologique ou technique, les machines et les procédés sont usuellement pensés comme ayant des opératrices féminines. Ainsi, pour la production du calicot,

Cela peut s'expliquer en faisant ressortir qu'avec les femmes, les industriels trouvent une main-d'œuvre polyvalente au moindre coût possible. Car, même s'il règne une économie de sous-emploi où des hommes au chômage seraient prêts à travailler pour un salaire moindre que ce qui leur est usuellement versé, les femmes ont la préférence des employeurs dans cette gamme d'emplois vu le niveau de salaire qui est leur et qui est toujours plus bas que ceux des hommes, toutes branches confondues.

Les lignes précédentes donc donc la présence féminine massive dès le début de l'industrialisation. Cette situation aurait pu demeurer la même ou s'accroître si le mouvement avait continué sur sa lancée. À partir des années 1820, alors que l'industrialisation est bien lancée, un revirement se produit du côté de la main-d'œuvre. Le poids numérique des femmes commence à décliner. Les postes se ferment, l'embauche se fait plus rare, l'hostilité envers leur présence se fait plus flagrante, bref, sur le marché du travail manufacturier, mais principalement textile, elles sortent de plus en plus du marché du travail.

LE RETRAIT FÉMININ

Cette décroissance numérique commence à se faire sentir dans les années 1820 pour atteindre sa plus grande intensité dans les années 1830 et perdure jusqu'à la demie du siècle. L'impact est net et le changement opéré est profond. Les données qui présidaient antérieurement à la composition de la main-d'œuvre dans le monde de l'industrie s'écroulent afin de faire place à un cloisonnement des postes et, par ricochet, des mentalités. La situation perd nombre de similarités avec la période précédente et le repli se constate

qui est une toile de coton assez grossière, le principe fut fractionné en une série de petites opérations particulièrement bien effectuées par des adolescentes ayant déjà pratiqué leur dextérité manuelle à la maison. La « spinning jenny », qui est une machine à filer le coton, fut elle aussi pensée pour des jeunes filles, ses roues horizontales la rendant inconfortable si employée par un adulte pour une longue période. Cette situation peut également se démontrer par divers exemples chiffrés. En 1770, dans la production des draps, qui est un tissu de laine dont les fibres sont feutrées par le foulage, si 14 hommes sont requis pour confectionner 12 larges draps, il faut qu'ils soient soutenus par 17 femmes. Au Yorkshire, dans les manufactures de worsted, les femmes fileuses sont plus nombreuses que les cardeurs de laine dans une proportion de 3 pour 1. Maxine Berg, « What Difference Did Women's Work Make to the Industrial Revolution ? », *History Workshop Journal*, vol. 35, 1993, pp. 27-30.

dans toutes les sphères du travail, mais notamment dans celles demandant une certaine spécialisation, ou du moins une habitude du monde mécanisé.

Les preuves numériques

Puisque le début de ce déclin se produit dans une ère qui n'est pas imprégnée du monde statistique, les chiffres précédents 1830 sont des estimations «semi-intelligentes¹⁴», et sont, de plus, difficiles à trouver. Cependant, en gardant en tête les informations précédemment exposées qui mentionnent la participation presque complète des femmes à la première phase de la Révolution industrielle, il est possible de voir que toute baisse signifie un retrait net. Ainsi, en 1815, si plus de 50% des postes de mules-spinning sont occupés par des femmes, la proportion en 1911 est inférieure à 10%, ce qui montre la place progressivement restreinte qu'occupent les femmes dans le domaine textile qualifié¹⁵.

Les raisons du retrait

Ce retrait bien concret va, ironiquement, se déclarer sans qu'il soit possible de l'imputer à une raison unique et tangible. Seule une association de raisons et de tendances semble être adéquate afin de trouver les origines et les composantes tant sociales qu'économiques qui vont amener à cette situation. Cependant, et quelles qu'en aient été les racines, cette conjoncture est toujours analysée comme étant une période où les femmes se retrouvent soumises au joug dominateur des forces en présence. L'historiographie présente ce temps comme étant vide de toutes réactions combatives de la part des femmes qui auraient laissé leur place dans un monde où elles occupaient une place importante et active pour s'effacer passivement.

Cette vision d'inertie féminine est du moins ce qui ressort des directions prisées dans l'interprétation de ce repli féminin. Trois axes servent incidemment à cataloguer les explications qui se centrent ainsi sur les valeurs et les changements de comportement, la

¹⁴ Lawrence Stone, « Literacy and Education in England, 1640-1900 », *Past and Present*, 42, février 1969, p.102.

fonction économique et sur l'organisation du capital humain. D'autres points peuvent contribuer à expliquer ce fait, mais ces trois idées regroupent en elles les forces majeures en présence, et elles entretiennent entre elles une force d'interaction puissante.

Valeurs et changements de comportement

Idéologie domestique

Avec l'émergence de la Révolution industrielle apparaît également, outre les changements économiques et sociaux, une nouvelle orientation idéologique. Celle-ci va s'intéresser à la place des femmes dans la société en tant général et dans le monde du travail en particulier. Usuellement appelée «idéologie domestique» sous la plume des historiennes, ce mouvement d'esprit se révèle assez difficile à cerner précisément¹⁶. Sa formulation effective semble se développer à partir de 1780 alors qu'une nouvelle bourgeoisie définit, en une sorte de mimétisme de l'aristocratie, les nouvelles normes de l'occupation féminine qui vont se répandre à l'intérieur des couches sociales qui lui sont inférieures¹⁷.

Esquissée brièvement, cette façon de penser, qui ne compte aucun théoricien ou propagateur, se révèle être en fait un état d'esprit auquel il devient socialement adéquat de se conformer. La presse est le véhicule par excellence où se formule cette conception morale qui présente un monde idéal divisé en deux sphères séparées où femmes et hommes ont chacun leur rôle défini. Ces derniers y ont la pérogative d'aller travailler à l'extérieur afin de pourvoir à la subsistance de leur famille, alors que les femmes, pour leur part, sont représentées comme étant de faibles créatures, féminines et fragiles à l'excès qui ne peuvent, de ce fait, s'adonner à des travaux physiques à l'extérieur de la maison. Elles doivent plutôt rester à la maison afin de créer un cocon douillet pour leur famille, dépendant de leur mari pour un support financier qu'elles ne peuvent se procurer d'elles-mêmes puisqu'elles sont affectées à la sphère dite «privée», soit celle qui se déploie à la maison. En un mot, le travail féminin hors de la maison devient décrié. Toute émancipation devient proscrite¹⁸.

¹⁵ Eric Richard « Women in the British Economy since about 1700 : An Interpretation », *History*, 59, p.340 et Ellen Jordan, « The Exclusion of Women Industry in Nineteenth-Century Britain », *Comparatives Studies in Society and History*, vol. 31, 1989, p.281.

¹⁶ Elizabeth Roberts, *Women's Work, 1840-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, pp.4-5.

¹⁷ Roberts, *Women's Work*, p.19.

¹⁸ Ellen Jordan, « The Exclusion of Women From Industry in Nineteenth-Century Britain », *Comparatives Studies in Society and History*, 21, 1989, p. 288.

S'il est possible de comprendre que de telles idées viennent de la nouvelle bourgeoisie, soucieuse de ressembler à sa vision de l'élite aristocratique, il est également possible de comprendre la position difficile dans laquelle les femmes ouvrières se sont retrouvées. Ne jouissant pas des mêmes conditions matérielles que leurs homologues bourgeoises, elles ont néanmoins été confrontées au même discours¹⁹. C'est ainsi que plusieurs d'entre elles vont faire face à des rebuffades et de nombreuses femmes mariées qui travaillent se voient accusées d'avoir déserté leurs devoirs familiaux et mis ainsi en danger le bien-être de leurs enfants en «volant des emplois» aux hommes dans l'industrie. Les célibataires, pour leur part, se font attaquer sur le fait qu'elles ne peuvent ainsi devenir de bonnes mères puisqu'elles ont esquivé la formation à la vie domestique au profit d'un emploi rémunéré²⁰. Le fait de travailler y est ainsi vu comme étant néfaste pour la famille en général puisque : «cela annihile totalement tous les arrangements de l'économie domestique. La femme ne fait plus rien pour son mari, elle ne fait plus la cuisine, ni le lavage, ni ne répare les vêtements ou prend soin des enfants. Tout cela doit maintenant être acheté à l'aide de ses maigres subsides²¹.»

Les valeurs moralisatrices contenues dans ce discours seront donc partagées et propagées. Ce faisant, elles vont avoir des répercussions sur le monde du travail où elles participent à la mise au rancart de la main-d'oeuvre féminine de moult façons, qu'elles soient diffusées ou affirmées. L'historiographie moderne a, en effet, décelé des situations permettant de voir une base idéologique derrière le retrait féminin ouvrier.

La collusion masculine

¹⁹ Roberts, *Women's Work*, p. 5.

²⁰ Wally Seccombe, « Patriarchy Stabilized : the Construction of the Male Breadwinner Wage Norm in Nineteenth-Century Britain », *Social History*, 2, n.1, 1986, p.68.

²¹ Seccombe, « Patriarchy Stabilized », p.343 citant A.A. Cooper, *Speech on the Ten Hours Bill*.

En étudiant la classe et le genre, Sonya O. Rose va présenter une vision différenciée des deux sexes lors de la Révolution industrielle²². Selon son hypothèse, le capitalisme va se développer comme un ensemble de pratiques genrées sur lesquelles les employeurs vont structurer leurs forces, développer un processus de travail et diriger leurs entreprises. Cette façon de faire influencera la scène politique, ce qui va avoir un impact sur les conditions dans lesquelles la classe ouvrière va évoluer²³.

La «différenciation genrée» va se révéler être un processus culturel distinguant les hommes et les femmes dans toutes les relations sociales, comme dans celles de la production. Les attitudes changeantes face à ce qui constitue une «bonne femme» et un «bon homme» de la classe ouvrière, vu tant par le patronat que par le public en général, vont servir à définir les conditions du lieu de travail, comme les lois touchant le travail et les décisions de la direction vont construire les relations parmi les classes. Sa composante idéologique va également lui permettre d'aller plus loin puisqu'en distinguant ce qui est accessible à un genre ou à l'autre, elle va définir la féminité et la masculinité et va ainsi en venir à construire la relation entre les genres. Plusieurs emplois vont devenir typés suite notamment à des pressions effectuées par des groupes syndicaux masculins où, dans certains domaines, les employeurs vont devoir introduire une séparation genrée des emplois afin d'apaiser les criantes demandes de leurs travailleurs qualifiés face à la menace des travailleuses efficaces et moins onéreuses.

Judy Lown arrive également à une conclusion relativement similaire en se concentrant sur les usines de soie de l'industriel paternaliste Courtaud où il semble que ce soit l'employeur qui, à l'aide de ses notions morales patriarcales, définit ce qui est acceptable comme conditions ouvrières²⁴. De cette manière, puisque l'emphase est mise sur les besoins séparés et sur la nature distincte des hommes et des femmes, les postes vont devenir difficilement interchangeables et l'inhibition morale contre le travail féminin va être ancrée dans des pratiques ouvrières concrètes.

²² Sonya O. Rose, *Limited Livelihoods, Gender and Class in Nineteenth-Century England*, Berkeley, University of California Press, 1992, 292 pages.

²³ *Ibid.*, p.18.

²⁴ Judy Lown, *Women and the Industrialisation, Gender at Work in Nineteenth-Century England*, Minneapolis, University of Minneapolis Press, 1990, 260 pages.

Les structures nouvelles

Cet impact des mentalités sur les structures du monde du travail se déploie également d'une autre manière. Selon l'hypothèse avancée par Ellen Jordan, l'idéologie domestique aurait un effet sur le monde du travail par la dichotomie qu'elle a créée entre les institutions récentes et celles préalablement établies²⁵. Puisque la mentalité contemporaine conçoit les femmes comme essentiellement liées à leurs devoirs domestiques, il devient ardu pour les employeurs de les considérer comme une main-d'oeuvre potentielle pour les nouvelles industries, parce que ces dernières offrent des postes qui sortent des limites qu'elles doivent désormais occuper. De ce fait, les établissements récents vont avoir une vision exclusivement masculine de la main-d'oeuvre qu'il leur est possible d'embaucher et cet «aveuglement androcentrique» va les amener à ne voir les femmes à leur place que dans les anciens secteurs n'ayant subi que peu de changements²⁶. Une démarcation se crée entre les emplois industriels que l'on va donner aux hommes et ceux déjà typés qui restent globalement dans les mains des femmes.

La composition genrée des nouvelles et anciennes industries tend à appuyer le propos. Certaines branches, telle l'industrie minière en basse profondeur et la production de la fonte et de l'acier, vont avoir recours à de nouveaux paramètres tant aux niveaux de l'échelle, de la centralisation et de la direction. Dans ces derniers, les femmes seront presque absentes puisqu'elles ne représentent en 1871 que 0.1% de la main d'oeuvre de l'acier et que 1.1% des 180 000 employés de la transformation du fer dans le Lancashire et le Yorkshire²⁷. Cette situation montre qu'elles vont plutôt devoir exercer leurs activités dans des domaines restés hors des grandes innovations techniques. Le nouveau classement idéologique correspond à la structure des industries, créant de ce fait des domaines où les femmes continuent d'être absentes.

²⁵ Ellen Jordan, « The Exclusion of Women From Industry in Nineteenth-Century Britain », *Comparatives Studies in Society and History*, 21, 1989, pp. 273-296.

²⁶ *Ibid*, p. 280.

²⁷ Sara Horrel et Jane Humphries, « Women's Labour Force Participation and the Transition to the Male-Breadwinner Family, 1790-1865 », *Economic History Review*, 48, n.1, 1995, pp. 89-117.

Le patriarcat réveillé

Katrina Honeyman et Jordan Goodman penchent pour leur part pour une explication où le retrait est dû à un patriarcat qui se réveille parce qu'il se sent menacé dans cette période de changements où il y a des possibilités qu'il perde sa place prédominante²⁸. Le patriarcat, qui est ce système de société ou d'arrangements institutionnels qui accepte une structure d'hégémonie masculine, se verrait ainsi perturbé et, se sentant contesté renforcerait sa puissance. La peur de cette perte d'hégémonie dicterait des réactions plaçant la femme en une position subordonnée. Les mesures prises pour atteindre ce but seraient variées et prendraient la forme de l'idéologie de la domesticité, des législations protectrices, des demandes économiques à saveur idéologique ainsi que des efforts afin de monopoliser les postes les mieux rémunérés dans les industries.

Ce sont donc les principaux intervenants qui, du côté idéologique vont venir possiblement amener, sinon justifier le retrait de la main-d'œuvre féminine du travail industriel.

La fonction économique

Un autre type d'explication du retrait ouvrier féminin peut se trouver dans la fonction économique du gain retiré, ou plutôt, dans sa perception. Cette interprétation se décline sur deux niveaux, le premier étant purement économique en se basant sur l'atteinte d'un niveau de vie donné, alors que le second, bien que rejoignant un argument monétaire subit également le joug idéologique sous la forme du pourvoyeur unique.

Atteinte d'un niveau de vie

Il est possible de considérer le gain retiré d'une activité comme l'un des principaux points qui en motive la pratique quotidienne, et l'activité féminine ne fait pas exception. Si le besoin d'une rémunération peut être un incitatif puissant et une raison communément

²⁸ Katrina Honeyman et Jordan Goodman, « Women's Work, Gender Conflict and Labour Markets in Europe 1500-1900 », *Economic History Review*, 44, n.4, 1991, pp. 608-628.

acceptée pour entrer dans le monde salarié, l'atteinte d'un confort donné peut conséquemment s'avérer une motivation de quitter ledit monde²⁹.

Depuis ses débuts, la fonction sociale du travail est d'assurer la survie de sa propre personne et, par extension, de son entourage puisque le travail est modelé en fonction des besoins dictés par l'économie familiale où le travail de chacun est nécessaire. Une telle façon de faire, bien qu'efficace d'un point de vue familial, a cependant la particularité de ne pas chiffrer directement l'essentiel apport monétaire de chacun des membres. Cette situation sera changée sous la Révolution Industrielle. Dorénavant, les membres d'une famille vont participer individuellement au bien-être financier de la famille, en occupant des emplois distincts et n'étant pas nécessairement dans le même domaine.

Cependant, cette différence dans la forme ne change pas le fond, soit le fait que le travail naît d'une obligation. Cette dynamique a été assimilée par les femmes qui sont entrées en force dans les premières phases de l'industrialisation, puisqu'elles y ont été une main-d'œuvre importante numériquement, mais bien moins payée que leurs collègues masculins, ce qui tend donc à démontrer que ce n'est pas l'échelle des salaires qui leur est proposée qui va influencer leur décision, mais bien le gain monétaire total de la famille.

De fait, même si la contribution personnelle est limitée, elle peut aider à la survie, quant elle s'ajoute à celle des autres membres de la famille. Objectivement, l'importance de l'apport supplémentaire dépend de la condition de la bourse familiale, ce qui signifie que le salaire du chef de famille devient le principal apport regardé. S'il est suffisant, des revenus additionnels ne sont pas nécessaires. Cependant, si le montant s'avère moindre, il faut obligatoirement une participation féminine afin de réussir à joindre un seuil acceptable et cela explique la dichotomie dans la main-d'œuvre ouvrière survenue au cours des années 1820. Avant celles-ci, la rémunération masculine est stable ou même descendante, mais la seconde décennie du siècle voit des changements drastiques survenir. Le salaire masculin réel augmente, ce qui va avoir un impact net sur le travail des femmes, puisqu'à mesure que la rémunération masculine subit une hausse, la proportion de femmes travaillant décroît à un

²⁹ Le principal tenant de cette interprétation est Eric Richard dans son «Women in the British Economy since about 1700 : An Interpretation », *History*, 59, 1974, pp. 337-357.

rythme de 0.7% par décennie, et ce jusqu'à la fin du siècle. Cela fait en sorte que, si en 1780, 67.5% des femmes mariées travaillaient à Cardington, en 1911, le chiffre sera inférieur à 10% pour le pays total³⁰. Cela signifierait que ce n'est pas une indépendance qui est recherchée par les femmes dans le travail, mais bien un confort physique primaire de la famille, et s'il est atteint, il semble qu'il soit accepté de se permettre de se retirer du marché du travail afin de se consacrer à d'autres buts³¹.

Le nouveau pourvoyeur unique

Cette seconde hypothèse fonde son argumentation sur une composante économique fortement influencée par l'idéologie domestique. C'est ainsi que la revendication salariale masculine dont il est question, connue sous le nom générique de *family wage*, est un argument souvent utilisé afin d'expliquer le retrait des femmes du monde du travail salarié. Succinctement explicitée, cette mesure est en fait une demande effectuée par les travailleurs masculins dans le but d'obtenir un revenu suffisamment élevé afin qu'ils puissent subvenir seuls aux besoins de leur famille et que les femmes de leur entourage, soient-elles épouses ou filles, n'aient pas à travailler.

Une rhétorique réclamant la sauvegarde de la famille «traditionnelle» prend ainsi place. Or, celle-ci est loin d'être traditionnelle puisque, tel que précédemment explicité, tous les membres de la famille ont toujours travaillé au bien commun. Cependant, dorénavant, la proposition de l'homme comme principal pourvoyeur se voit représentée comme étant la défense de la famille véritable, et par conséquent des intérêts féminins. Analysée de la sorte, cette hausse des salaires masculins est vue comme exclusivement positive puisqu'elle améliore le niveau de vie global de la famille et permet incidemment aux femmes de se retirer du monde du travail afin de jouir du nouveau confort acquis³².

³⁰ Richard, « Women in the British Economy », p.40.

³¹ C'est là une situation qui ne s'applique pas au 20^{ième} siècle puisque des recherches effectuées dans les années 1990 démontrent que ce qui a amené une hausse de la population féminine active entre 1965 et 1980, a été la hausse du salaire féminin. E. M. Bernhardt, « Changing Families Ties, Women's Position, and Low Fertility », N. Federici et K.M. Oppenheim, éd., *Women's Position and Demographic Change*, Oxford, Clarendon Press, 1993, p.93.

³² Cette idée de salaire de famille comme seul élément positif pour la condition féminine peut s'avérer difficile à soutenir lorsque l'on en connaît l'essence. Apparue au dix-huitième siècle, elle a éclo dans les divers corps de métier basés dans les ateliers, où toute femme a été exclue de l'apprentissage et où les patrons ont cessé de rémunérer épouses et filles. Suite à cela, au tournant du 18^{ième} siècle, ce principe de l'homme comme seul pourvoyeur est mis de l'avant par des économistes de la classe moyenne, dont Thomas Malthus. Ce dernier expose une théorie en 1789 dans son *Essai sur le principe des populations* où il s'en prend aux familles où l'homme ne peut fournir les moyens de

Toutefois, ce principe n'aura pas que ce visage et deviendra un véhicule explicite d'exclusion féminine dès les années 1820, alors que cette vision, bien qu'irréalisable pour 80% des ouvriers qui ont besoin d'un salaire d'appoint, se développera en jouant sur deux pôles majeurs³³. En premier lieu, d'un point de vue social, si les hommes sont capables de gagner un salaire familial, les femmes et les enfants seront ainsi relevés de l'obligation économique d'aller vendre leur force de travail au grand capital et pourront se consacrer à leurs tâches véritables. En second lieu, d'un point de vue purement économique, si le travail des femmes et des enfants est légalement réduit ou banni, plus de places seront disponibles pour les hommes sur le marché du travail et leurs rémunérations ne pourront qu'augmenter jusqu'au fameux salaire de famille. Ce concept est si développé qu'en 1832 apparaît dans l'*Examiner* l'idée que « les femmes de tous les âges devraient être exclues de toutes les industries³⁴. »

Ces demandes d'exclusion féminine et de hausse salariale deviendront donc des mots d'ordre afin de rationaliser la subordination féminine et la nouvelle place marginale des femmes dans le monde du travail. De plus, elles justifieront les bas salaires féminins en ne les représentant que comme des rentrées d'argent d'appoint, puisque le principal travailleur et pourvoyeur se doit d'être masculin.

substances à ses dépendants. Il leur préfère les hommes indépendants qui peuvent faire vivre leur femme et enfants sans avoir à demander des subsides. Ces pourvoyeurs ont, à ses yeux, un comportement réfléchi en retardant leur mariage jusqu'à ce qu'ils sachent que leur salaire peut supporter leur famille, alors que ceux qui se marient sans être capables de la supporter sont des ennemis de tous leurs confrères travailleurs qui se doivent de l'entretenir ou qui, pire encore, risquent de voir leur emploi «pris» par ses dépendants, notamment féminins.

³³ Cette date se comprend par la révocation en 1815 du Statut des Artificiers, qui sauvegarde le principe de l'apprentissage et fournit un plancher salarial pour les artisans. Cette barrière ôtée, les artisans spécialisés se sentent vulnérables puisque leur secteur devient perméable à la transformation industrielle. C'est donc pourquoi, dans le but de protéger les quelques acquis restants, ces artisans vont promouvoir la philosophie domestique que professe la classe moyenne envers les femmes. Sur cette lancée s'intensifient donc les revendications des artisans masculins qui, en commençant par ceux de Londres, demandent des planchers salariaux respectables afin d'avoir des « salaires placés à un point permettant de maintenir une famille » ou, en d'autres termes, de devenir le seul pourvoyeur familial. Harold Benenson, « The 'Family Wage' and Working Women's Consciousness in Britain, 1880-1914 », *Politics and Society*, vol 19, n.1, 1991, p. 8.

³⁴ La réponse des *Female Operatives of Todmorden* à cet appel est prompte. Elles y plaignent pour une compréhension de toutes les femmes travaillant sous le sceau de la nécessité, et, advenant que cette façon de survie leur soit ôtée, elles demandent : « ces messieurs vont-ils leur en trouver une autre ? » Pinchbeck, *Women Workers*, pp. 199-200.

La transmission des connaissances

Le troisième grand principe d'explication du retrait se trouve du côté de la transmission des connaissances, ou, pour être plus précis, de la cessation de ladite transmission. Tel que précédemment exposé, les hommes de métier, ayant peur de perdre leurs positions, auraient employé diverses pratiques restrictives afin de garder leurs prérogatives. Là n'est cependant pas leur unique façon d'agir. La déqualification implicite de certains travaux par la nouvelle technologie étant accompagnée de leur exécution par la peu onéreuse et très disponible force de travail féminine, une réaction était également à prévoir dans ce domaine. Cette situation, bien que sujette à des variations selon les industries et techniques, a eu comme résultat une série de luttes individuelles pour le contrôle de la technologie et des emplois qualifiés.

Le secteur du coton

L'exemple le plus souvent cité pour une telle confrontation est celui causé par les changements appliqués aux renvideurs dans l'industrie du filage du coton. En partant de ce cas précis, il est possible de voir comment la déqualification d'une branche d'emploi féminins a été possible par l'arrêt de la transmission formelle et informelle de connaissances reliées à cette profession particulière. Selon l'hypothèse de Mary Freifeld, les travailleuses spécialisées sont passées par différents stades qui ont abouti à faire d'elles des victimes d'une exclusion quasi-complète, et ce, parce que des changements de technologie ont brisé le processus de transmission du savoir³⁵.

Jusqu'en 1780, les femmes sont en possession de connaissances leur permettant d'occuper un travail qualifié dans l'industrie britannique, puisqu'elles sont opératrices de la jenny ainsi qu'avec des renvideurs à petit calibre³⁶. À cette époque, les employeurs vont élever une première barrière qui exclut à demi les femmes. Dans le but de hausser la productivité, le calibrage des machines est augmenté par l'ajout de nouveaux fuseaux. Une plus grande force physique musculaire est dorénavant requise afin d'effectuer des mouvements que les ouvrières exécutaient jusque-là avec facilité. Le premier pas pour faire

³⁵ Mary Freifeld, « Technological Change and the 'Self-Acting' Mule : a Study of Skill and the Sexual Division of Labour », *Sociological History*, 2, 1986, pp.319-345.

de l'homme un fileur est franchi et les femmes passent de la place principale à une position minoritaire dans la production et, de plus, le tissage par renvideur devient essentiellement masculin.

Néanmoins, le fait que les travailleuses soient devenues minoritaires n'a pas signifié leur exclusion totale de la profession. Là réside d'ailleurs la pierre angulaire de la situation, car en restant encore présentes pendant les deux premières décennies du 19^{ième} siècle, elles ont pu former une nouvelle génération de femmes ouvrières et les amener ainsi à garder leur compétence, garantissant ainsi leur présence³⁷. Cette dernière devient possible parce que la socialisation féminine, pour une fois en accord avec la reproduction sociale permet la continuité d'un savoir. Comme l'apprentissage est à l'époque la façon d'apprendre le métier, les jeunes femmes se sont instruites sous la coupe de leurs aînés et ainsi, arrivées à l'âge adulte, elles ont eu le savoir technique et pratique nécessaire afin d'opérer les petits renvideurs.

Cette situation allait néanmoins s'avérer précaire, car, en réponse à la nouvelle baisse de profits, des changements technologiques allaient venir augmenter la productivité et modifier à nouveau le profil de la main-d'œuvre. L'équipement des fabriques allait changer par l'achat de renvideurs à longues mains à doubles fuseaux et par la multiplication de la production par leur rattachement de deux anciens renvideurs, rendant la force physique un pré-requis nécessaire, en plus de doubler la production pour un même salaire offert. La main-d'œuvre par excellence devenait masculine, car, même si leur rétribution était légèrement plus élevée, la productivité qui en ressortait compensait plus que largement l'emploi féminin. De cette façon, et que cela ait été voulu ou non, ce changement allait s'avérer être un moyen d'exclusion efficace car, déjà minoritaire, les femmes allaient perdre cette mince place³⁸.

³⁶ Le terme étant rarement utilisé en français, il est cependant plus connu en anglais sous l'expression « short hand mule ».

³⁷ Freifeld, « Technological Change », p.334. Cette situation n'alla cependant pas sans susciter des réactions négatives de la part de leurs collègues masculins qui organisèrent de 1818 à 1834 des grèves afin de contrer cet emploi de main-d'œuvre à très bas prix, et féminine en plus. Les syndicats du Lancashire exclurent même les femmes de leurs Congrès en 1829 et 1830, comme d'ailleurs ils refusèrent d'entraîner de jeunes femmes comme apprentis. Toutefois, ces tactiques demeurèrent inefficaces tant que les femmes possédèrent les qualifications requises et que les employeurs purent les employer à prix modique.

³⁸ Freifeld, « Technological Change », p.335 Au Lancashire, sans avoir de figures exactes, des opinions contemporaines reflètent cet état de fait. John Doherty, un ancien «mulespinner leaders» déclare que, dans le passé, les moulins étaient

Avec cette transition vers des machines doublant la production, les femmes sortiront de la profession, puisqu'elles ne possèdent plus la force physique nécessaire à l'accomplissement des tâches. Leur statut de travailleuses qualifiées s'est éteint. L'importance de cette perte de transmission de savoir se fait sentir lorsque la technologie change à nouveau. Ainsi, lorsque Robert Roberts invente une machine à filer avec des composantes automatiques dans les années 1830, il est déjà trop tard. Cette machine aurait été parfaite pour des opératrices qualifiées, mais elle ne se répand que dans les années 1840 et, ce faisant, laisse une plage de 10 ans pendant laquelle aucune transmission de savoir informel n'a lieu. Les femmes n'ont plus les connaissances nécessaires afin de faire fonctionner cette machine qui offrait pourtant un grand potentiel de travail féminin puisqu'elle ne requérait pas de force physique hors de la norme, le mouvement de retour des fuseaux se faisant par automatisme. La discontinuité dans la transmission du savoir a frappé. Le savoir pratique était disparu et passé hors du rôle traditionnel et culturel associé aux femmes.

Cette rupture dans le savoir est donc la clé de l'exclusion féminine dans une période où un retour aurait été possible puisque la force physique n'est plus une condition d'importance. La cassure devient finale, et les travailleuses qui avaient été préalablement réduites en nombre mais toujours présentes malgré les opprobres masculines, ont vu la perte de cet héritage technique comme étant le point d'orgue de leur travail qualifié.

CONCLUSION

Cette première partie a souligné la place importante et active que les femmes ont occupée dans la vie économique et sociale, tant dans la période préindustrielle que pendant les débuts et la mise en place de la période industrielle en tant que telle. Leurs champs d'activité et de compétence étaient diversifiés et la place qu'elles prenaient dans l'activité

«pleins de femmes», mais que le hausse des renvideurs avait fait décroître leur nombre, jusqu'à ce qu'elles ne représentent plus vraiment un nombre considérable. De cette façon, la décennie 1830 les voit donc passer d'un rôle minoritaire à marginal, qui se reflète notamment à Glasgow où la profession compte 1000 hommes pour 70 femmes, soit moins de 6.5 % de la main-d'œuvre.

économique était notable et vive. Or, dans le retrait numérique et dans la déqualification qui ont pris place à partir des années 1820, il semble que cette notion de promptitude et de réaction face aux éléments se perd complètement, du moins dans les interprétations qui sont données. Le rôle qui est dévolu aux femmes est passif, comme si elles avaient seulement subis les changements sans chercher à y faire face. C'est du moins ce que semblent démontrer les explications sociales, économiques et celles de la transmission du savoir. Or, certains domaines, tels l'éducation, le travail et la natalité vont pourtant être des secteurs dans lesquels les femmes vont mener des actions précises. Celles-ci seront notamment révélées par l'approche relevant du modèle de Gary S. Becker.

CHAPITRE 2

L'APPROCHE BECKERIENNE

LE MODÈLE D'EXPLICATION DE GARY S. BECKER

La natalité, l'éducation et le monde du travail ont des liens étroits qui sont en constante évolution. Ainsi, l'éducation est une des seules sphères où les femmes « peuvent atteindre un statut et une autorité reconnue¹ » et la natalité ne l'est pas moins puisqu'elle résulte d'un désir plus ou moins conscient d'un couple de répondre aux situations émotionnelles et économiques de son environnement². De cette façon, le taux de reproduction d'une famille reflète les normes de la société dans laquelle celle-ci vit et le nombre de naissances se révèle être en partie tributaire des normes sociales en vigueur³. Il devient de ce fait difficile de considérer les sentiments des adultes envers leur progéniture future comme étant responsables de la baisse ou de la hausse de la natalité globale. Il semble en effet pouvoir possible de démontrer que l'affection portée aux enfants durant la période étudiée ne faiblit pas et qu'un enfant est aimé pour ce qu'il est et pour les joies qu'il apporte. Cela étant, les sentiments personnels ne sont donc pas des déterminants majeurs en ce qui à trait aux mouvements démographiques d'une population⁴.

Cette affection portée par un couple à sa descendance va l'amener à rechercher pour elle les meilleures conditions de vie possibles selon les circonstances de la société et de l'époque dans laquelle il évolue. Dans cette proposition tiennent les deux points majeurs de la question démographique, soit le fait qu'il y a des variables qui sont extérieures et intérieures au couple. Les conditions économiques et sociales sont des éléments sur lesquels des époux n'ont aucune prise et qui lui sont donc extérieurs. Toutefois, ces facteurs externes

¹ Jane Martin, *Women and the Politics of Schooling in Victorian and Edwardian England*, Londres, Leicester University Press, 1999, p. 9.

² Richard. M. Smith, « Fertility, Economy, and Household Formation in England over Three Centuries » in *Population and Development Review*, 7, no. 4, décembre 1981, p. 597.

³ Michael S. Teitlebaum, *The British Fertility Decline, Demographic Transition in the Crucible of the Industrial Revolution*, Princeton, Princetown University Press, 1984, p. 8.

vont demander une réponse qui va, elle, être du ressort des parents, puisqu'ils devront s'assurer que le nombre d'enfants à naître s'adapte au monde extérieur. Et, c'est cette réaction qui va représenter un élément de réponse face à la problématique posée par les comportements des femmes à l'intérieur de la période de transition.

Afin d'établir des liens cohérents entre ces secteurs d'actions et de réactions que sont le travail, la natalité et l'éducation, on utilisera une approche dite beckerienne. Celle-ci va relier les gestes posés par les parents du point de vue de la rentabilité de la formation du capital humain représenté par leur descendance. Il va être mis en relief le fait que l'éducation des enfants peut être un substitut payant face au nombre de ces derniers à l'intérieur du monde du travail.

Pour que cela ait lieu, il faut cependant que la famille soit en mesure d'assimiler tous les paramètres impliqués par les choix démographiques offerts. Un foyer se doit d'avoir en perspective ce qu'implique une hausse ou une baisse de la natalité et ce qui va être touché dans sa vie par le choix effectué. Il se doit de comprendre que qu'à des tailles différentes correspondent des revenus différents, une approche du travail juvénile distincte et, par conséquent, une vision modifiée du développement intellectuel et affectif de sa progéniture.

La relation entre ces éléments qui vont s'entremêler dans leur développement, sans être de prime abord reliés⁵, sera établie à l'aide d'un modèle qui mettra en relief leurs différents liens et qui est le produit des réflexions de Gary S. Becker. Élaboré à travers divers articles, il est explicité en profondeur à l'intérieur de son ouvrage publié en 1981 et intitulé «*A Treatise on the Family*⁶». Dans ce recueil, la natalité, le travail et l'éducation sont vus dans une approche qui va préconiser une vision micro-économique de la question. L'argumentation va se fonder sur un modèle précis où le nombre de naissances d'une maisonnée sera calculé en fonction des coûts reliés à la consommation ou à la production de biens associés à ceux-ci afin d'arriver à une plus grande rentabilité. En effectuant cette

⁴ Alan Macfarlane, *Marriage and Love in England, Modes of Reproduction 1300-1840*, Londres, Basil Blackwell, 1986, p. 54.

⁵ David Coleman et John Salt, *The British Population, Patterns, Trends and Processes*, Oxford, Oxford University Press, 1992, p. 63.

⁶ Gary S. Becker, *A Treatise on the Family*, Cambridge, Harvard University Press, 1981.

opération économique la natalité va se voir enserrée dans un choix entre la «quantité» d'enfants, à savoir leur nombre, et à la «qualité» de ces derniers, soit le degré d'éducation et de perfectionnement qui leur est donné.

La théorie reconnaît la maisonnée comme étant un producteur, de la même façon qu'une entreprise peut l'être⁷. Un ménage doit combiner son temps et ses achats pour générer des produits qui rejoignent ses buts, comme une fabrique doit combiner ses intrants⁸ pour assembler des articles qui vont rejoindre ses propres objectifs, soit la vente. La principale différence entre les deux entités étant que le but ultime de la maisonnée est la maximisation de sa consommation et non le commerce. Chaque décision majeure est donc prise afin de répondre à cet impératif qu'est l'augmentation de son pouvoir de consommation, et donc, de son bien-être. Pour ce faire, elle va essayer par tous les moyens d'augmenter le rendement des produits, qui sont, en fait, ses membres.

Afin de rejoindre ses objectifs, la famille va utiliser des intrants achetés, ainsi que le temps de ses propres membres, qui doit être idéalement dépensé dans un emploi rémunéré, dans le but d'obtenir des fonds nécessaires à l'acquisition des biens et services convoités. Chaque maisonnée se doit de décider sciemment la portion qui doit être dévolue au marché du travail et celle qui doit être allouée à la maisonnée en tant que telle, et, de la sorte, c'est tout le temps de la famille qui est directement ou indirectement engagé soit dans une production monétaire externe, soit dans une activité interne.

Cette dernière production est aussi importante que la première, mais cependant moins tangible, puisqu'elle inclut le prestige, le plaisir des sens et le bien-être futur de la maisonnée. L'éducation devient de la sorte partie prenante de cette catégorie, puisqu'elle est un investissement dans le capital humain servant à l'amélioration de ses membres et, ultérieurement, de la qualité de vie de la maisonnée complète.

⁷ Clark Nardinelli, *Child Labor and the Industrial Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 1990, p.109 utilise cette analogie.

⁸ Les intrants sont un terme signifant en économie un ensemble de biens et services entrant dans le processus de production.

Néanmoins, le fait que l'éducation soit une dépense qui ne rapporte que dans un temps futur place cette variable dans un cas à part. Afin de se l'offrir, il faut que les conditions économiques et démographiques soient adéquatement disposées puisque seuls des bénéfices ultérieurs peuvent être dérivés de cette activité qui dans le présent n'est qu'une dépense. C'est pourquoi la maisonnée doit disposer adéquatement du temps de ses membres afin de pouvoir réunir les conditions nécessaires à son acquisition et c'est dans cette optique que le rôle attribué aux enfants prend toute sa place.

L'enfant comme produit de la maisonnée

L'enfant va ainsi avoir un rôle spécifique à jouer à l'intérieur de la famille puisqu'il va être un produit fournissant des intrants ainsi qu'un consommateur, et que c'est dans ce premier rôle de produit de la maisonnée que vont se rejoindre les sphères de la natalité et de l'éducation. Puisqu'une maisonnée cherche à maximiser sa consommation par la production, cela signifie que la fonction de l'enfant va être calquée sur un modèle de rapport d'investissement habituel. La venue d'un enfant, vue en tant que produit de la famille, va être calculée afin qu'à l'intérieur d'une période donnée elle rapporte le plus possible. Les parents doivent donc choisir la combinaison qu'ils jugent la plus rentable pour leurs aspirations et pour celles de leurs descendants. Si la quantité est la principale caractéristique recherchée cela signifie une situation où le travail de tous les membres d'une famille est nécessaire, alors que le choix de la qualité est, pour sa part, engendré par des circonstances où ce sont plutôt la capacité et les aptitudes particulières qui sont recherchées dans une progéniture. Ce choix de système de natalité va être évalué en fonction du revenu ou du coût possible des deux alternatives. Celui-ci va inclure le prix ainsi que le temps requis et utilisé pour amener l'enfant-produit au niveau de perfectionnement désiré. Et, puisqu'un retour direct à l'investissement est attendu des choix économiques posés, le même processus a cours avec le nombre d'enfants désiré.

De la sorte, une famille nombreuse où les naissances sont rapprochées implique une réponse prompte à un besoin de main-d'œuvre pressant. Le degré de perfectionnement n'a pas besoin d'être élevé dans ce contexte puisque l'enfant a comme but premier d'être un producteur. Sa force de travail prime sur la façon dont il l'emploie. Cette situation

correspond à une économie de subsistance, peu mécanisée où la production passe par la force humaine sans trop d'intermédiaires, ce qui est le cas lors de la période préindustrielle. Pour sa part, la recherche de la qualité chez les enfants implique l'investissement de capitaux puisqu'on attend de lui d'être autre chose qu'une bête de travail. La manière dont il doit exécuter sa tâche influence la façon dont on voit sa venue et c'est là la situation qui va se dérouler pendant la période de transition de 1820 à 1860.

L'investissement dans l'éducation de l'enfant impliquera durant ce laps de temps deux sortes de coûts qui en hausseront son prix. Aux dépenses directes engendrées par l'éducation, comme les frais scolaires, le matériel et les livres, vont s'ajouter les dépenses indirectes, dites « coûts d'opportunités ». Celles-ci seront en fait les salaires non rapportés par les enfants qui sont à l'école au lieu de travailler. C'est là une perte monétaire hypothétique et une famille doit donc pouvoir s'appuyer sur certaines assises financières afin d'adhérer à la pratique scolaire. Un enfant de qualité consomme plus qu'il ne produit et cela explique pourquoi la préférence donnée à la qualité de l'enfant ne peut être mise de l'avant que lors de périodes économiques prospères. Comme on attend de lui un bénéfice, les parents doivent être conscients que celui-ci ne viendra que plus tard, et, de ce fait, ils se doivent d'être en mesure de le supporter monétairement dans l'immédiat, puisque celui-ci n'est pas en mesure de le faire. De cette manière, l'enfant devient un investissement à long terme qui rapportera un salaire probablement supérieur en tant que travailleur éduqué, au lieu d'être un producteur de maigres gains à court terme.

Une fois ceci mis en contexte, il est plus facile de voir que la qualité et la quantité agissent en sens inverse sur la natalité. Une hausse de cette dernière fait baisser leur qualité, puisqu'elle augmente leur coût hypothétique de perfectionnement. Les revenus qui seraient perdus par une fréquentation scolaire seraient trop importants pour qu'une famille puisse être économiquement viable lorsqu'elle est sous un cycle de reproduction visant la quantité. Une maisonnée qui doit élever un grand nombre d'enfants ne peut pas se permettre de faire d'eux des consommateurs plus que des producteurs. Le choix ne serait pas valable et le but de la procréation serait dévié puisqu'une progéniture nombreuse est pensée pour subvenir aux besoins immédiats.

De la même manière, une hausse de la qualité demandée chez un enfant va tendre à en diminuer le nombre de naissances. Une famille qui effectue le choix conscient de voir sa progéniture éduquée signifie qu'elle est éveillée au fait qu'elle n'a pas besoin d'une grande quantité d'enfants car l'économie, ascendante, commence plutôt à poindre vers la formation de travailleurs plus qualifiés. Elle comprend, de plus, qu'elle n'aura pas les moyens d'élever un grand nombre d'enfants s'ils lui coûtent plus cher qu'ils ne lui rapportent, c'est-à-dire s'ils étudient au lieu de travailler⁹. Cette différence entre les deux options démontre bien que celles-ci ne sont pas des compléments mais bien des substituts. Une hausse dans la demande de l'un va obligatoirement faire baisser l'autre. C'est là une partie importante de la thèse de Gary S. Becker puisqu'il se dit convaincu que :

L'explication la plus prometteuse [de la baisse de la natalité] se trouve dans l'interaction entre la qualité et la quantité des enfants. Cela implique que la demande des enfants est hautement réceptive au prix et peut-être même au salaire, et ce même lorsque les enfants n'ont pas de proches substituts¹⁰.

C'est donc ainsi que la natalité, sous le couvert de la qualité et de la quantité, se trouve directement reliée au poids des variables économiques, et, par conséquent au monde du travail. De ce fait, le rôle économique des enfants dans une famille dépend des décisions de production et de consommation de la maisonnée, puisque ceux-ci sont des produits qu'il faut savoir gérer le plus adéquatement possible. C'est donc pourquoi leur nombre, leur éducation, leurs loisirs ainsi que la somme de travail qui va leur être dévolue vont être décidés dans le but de la maximisation de la consommation pour toute l'entité familiale.

L'enfant et son coût

Tel qu'il a été précédemment mentionné, avoir de nombreux enfants peut s'avérer une alternative onéreuse, mais le fait que cette présence rapporte des gains monétaires aux adultes de la maisonnée contrebalance l'équation. Or, ce modèle n'est pas le seul à fournir une piste de réflexion dans ce sens. John C. Caldwell, un théoricien démographe, amène une

⁹ John C. Caldwell, *Theory of Fertility Decline*, Londres, Academic Press, 1982, p. 277, parle également d'un enfant qui étudie comme étant en « état de dépendance ».

¹⁰ Becker, *A Treatise*, p. 106.

remarque qui complète celle-ci¹¹. Suite à des observations effectuées sur le terrain dans des pays en voie de développement, il arrive à une hypothèse en ce qui a trait à la répartition du temps entre les différentes activités.

Pour lui, le choix effectué entre la quantité et la qualité dans un enfant dépend de la direction du flot monétaire. Tant que l'argent passe des enfants aux parents par le biais d'une occupation rémunérée, la quantité dans la progéniture est une solution économique viable et souhaitable. Cependant, lorsque le flot s'inverse, et que les parents doivent prendre en charge les frais globaux de leurs enfants qui ne travaillent pas pour diverses raisons sociales ou économiques, la situation change. Une baisse de la natalité va voir le jour, et va augmenter la qualité des enfants qui vont de cette manière profiter de plus en plus de temps de consommation et d'éducation puisqu'ils ne sont plus soumis à l'impératif de rapporter. Dès lors, c'est un tout autre emploi du temps qui est possible pour les enfants, où on leur donne du temps qu'ils peuvent utiliser afin de se qualifier.

Par conséquent, la quantité et la qualité d'un enfant seront évalués en parallèle avec les dépenses qu'une famille va avoir à comptabiliser pour l'élever, soit les frais d'éducation, les loisirs, le temps féminin utilisé, éléments dont seront soustraits les gains possibles de l'enfant. Cette équation explique donc pourquoi le coût d'un enfant va augmenter lorsque le montant total des biens utilisés pour l'élever va subir une hausse et que le bénéfice immédiat qu'une famille peut en retirer va diminuer, situation qui arrive notamment lorsque le salaire infantile va descendre.

L'approche de Becker se conclut en quelques points qui se dressent ainsi. L'évolution économique du rôle des enfants dans la famille dépend de la préférence du perfectionnement de ceux-ci sur leur nombre. Cette mutation d'un modèle à l'autre est dominée par des variables extérieures à la maisonnée qui sont, soit des changements dans les coûts de la progéniture à élever, dans les revenus familiaux ou dans des changements technologiques. À l'intérieur de cette vision, lors des développements économiques qui sont accompagnés d'une modernisation des structures et des mentalités, une hausse de la demande pour une main-d'œuvre qualifiée va obligatoirement voir le jour. Une hausse du

¹¹ Becker, *A Treatise*, p. 250.

taux de retour de l'investissement dans l'éducation est désormais perceptible et un enfant deviendra plus rentable s'il est éduqué, ce qui va baisser le coût initial de sa qualité. La demande pour un enfant de qualité va augmenter, ce qui va interagir à la baisse dans le domaine de la natalité. De cette manière la fertilité et l'éducation vont se retrouver liées au monde du travail et aux trois grandes mutations qui s'y rattachent soit ses revenus, son prix et sa modernisation.

LE MODÈLE FACE À LA RÉALITÉ

Les faiblesses beckeriennes

La théorie de Becker, dans ses grandes et majeures divisions du moins, se présente de cette manière. Comme toute construction intellectuelle, elle est sujette à l'étude et à l'analyse de la part de ses utilisateurs. Or, suite à sa vision essentiellement économique, différentes critiques lui sont adressées. Celles-ci, bien que pertinentes, ne sont cependant pas assez majeures afin d'empêcher l'utilisation de la théorie en tant que telle, ce qui est prouvé par le fait que le modèle est appliqué par des organismes internationaux, notamment par la Banque Mondiale, afin de mettre en perspective des situations contemporaines¹².

Les reproches qui lui sont adressés concernent, non pas les fondements de l'édifice intellectuel, mais bien des points précis de sa démonstration. Une des remarques souvent formulée s'attarde sur la vision individualiste de l'approche, sur le fait qu'elle place trop d'emphase sur les relations économiques et pas assez sur les liens sociaux. Il est notamment mis en doute l'idée qu'une famille pose chaque décision affectant son fonctionnement sur un calcul économique, qu'il soit implicite ou explicite. C'est là en effet une charge qu'il est juste de poser. Cependant, il est possible de répondre à celle-ci en mettant en relief le fait que, grâce à cette vision strictement économique, il est possible de créer des liens entre des domaines qui, autrement, paraîtraient étrangers. C'est notamment le cas en ce qui a trait aux domaines qui changent l'allocation du temps des enfants. Grâce à ce modèle, il devient possible de trouver des corrélations probantes entre la natalité, l'éducation et le travail.

¹² Jee-Peng Tan et Michael Haines, *Schooling and Demand for Children. Historical Perspectives*, Washington, The World Bank, 1984 (*World Bank Staff Working Papers*, n. 697).

La force de cette analyse est de trouver des liens et de prédire avec précision des réactions aux mouvements des forces économiques en action. Ses corrélations ne sont jamais mises en doute, ce qui explique pourquoi son utilisation est si extensive. La valeur de son raisonnement surpasse les côtés plus rigides de sa théorie, de façon à ce que son application soit possible malgré des divergences quant au cloisonnement de certaines avenues intellectuelles. Jamais ces dernières ne remettent en cause la structure complète de la démonstration.

Le second reproche le plus marquant face à cette théorie concerne le fait qu'elle néglige le rôle des émotions dans l'évolution qui s'effectue. Cette critique, absolument fondée et corollaire à la première remarque, pourrait, par son ampleur, empêcher l'utilisation du modèle afin d'expliquer des changements intervenus au cours d'une période s'étalant sur plusieurs siècles. À l'intérieur d'un tel laps de temps, les mentalités subissent indubitablement des mutations et expliquer tous les changements par une simple correspondance mathématique s'avérerait périlleux. Or, dans le cas présent, la période examinée ne s'étend que sur, approximativement, deux générations. Ce faisant, on semble pouvoir présumer avec justesse que pendant ce laps de temps l'affection portée aux divers membres de la famille est restée constante. C'est pourquoi, sans minimiser la force de la critique, il est possible de l'utiliser sans trop de réticence pour la période. En ayant recours à la présomption de la stabilité sentimentale, les mutations qui ont lieu dans la famille ne deviennent que plus visibles.

Toutefois, la force et la pertinence de la critique face à l'omission du rôle social vont amener, dans la présente hypothèse, à n'accepter que partiellement le modèle de Becker, et de ce fait, à parler plutôt de l'utilisation de l'approche beckerienne. Le vide laissé par la manque de vision complète des variables sociales est trop grand afin d'être passé sous silence. Une légère modification quant à la théorie va être apportée en la présence d'une partie portant sur les changements de comportement au niveau social. Les exemples tirés des *British Parliamentary Papers*, vont mettre en relief une modification du contexte historique et social suite aux gestes et réactions des acteurs sociaux. Le chapitre 6 comblera de cette manière la lacune du modèle en mettant en relief les transformations intervenues au

niveau des valeurs de la société face à divers sujets et donnera une vision plus sociale et moins mécanique des membres de la famille.

L'application de l'approche

Cette construction mentale appliquée aux bornes chronologiques du mémoire peut s'illustrer de la façon suivante. La famille cherche de tout temps à maximiser sa consommation. Lorsqu'il est décidé de le faire en choisissant la quantité plutôt que la qualité, c'est à la situation d'avant 1820 à laquelle on se réfère. La maisonnée, ayant besoin de nombreux revenus, sait que les enfants qu'elle met au monde vont avoir la possibilité de lui rapporter puisque nombre d'emplois sont disponibles suite à la technologie utilisée et au fait que la législation n'est pas une préoccupation. Le coût relatif d'un enfant n'est, en conséquence, pas trop élevé puisqu'il rapporte des gains monétaires et les naissances sont alors nombreuses. C'est là la situation qui est expliquée dans le premier chapitre.

Lors de la période de transition, c'est un changement de toutes ces données qui survient. Dans le chapitre 3, l'adoption d'une nouvelle formule de maximisation de la consommation par la préférence de la qualité sur la quantité est relatée. La baisse volontaire des naissances devient symptomatique de la compréhension de l'équation contenue dans l'approche beckerienne. Par le déclin de la natalité, l'accent est consciemment mis sur la formation des enfants, qui sont les ressources humaines de demain.

Cette préférence est confirmée par le fait que les deux autres grandes composantes du modèle, le travail et l'éducation, réagissent exactement de la manière prévue. Tout se confirme afin de changer les coûts relatifs des enfants. Le monde du travail subit des modifications, abordées au chapitre 4, qui rendent les activités infantiles moins nécessaires et également moins appréciées. Alors que les innovations techniques déprécient la présence des enfants, la législation l'entrave progressivement. Cela, se conjuguant avec la hausse des salaires parentaux tend à rendre indubitablement obsolète la notion d'une famille nombreuse comme étant la meilleure option de la maximisation de la consommation, puisque les enfants ne rapportent plus. En conséquence de cette évolution dans le coût relatif des enfants, la qualité demandée chez ces derniers augmente et il y a une prise de conscience du fait que le

travail dès le plus jeune âge ne rapporte plus et qu'il serait plus utile d'y substituer une formation.

Au 5^{ième} chapitre, la logique du modèle se poursuit. Comme la natalité est en déclin tout comme le travail juvénile, la recherche de la qualité par une hausse de la formation est la suite logique de l'approche. Cette équation est confirmée par le développement dans cette période d'institutions scolaires comme jamais auparavant cela n'avait eu lieu. La formation du capital humain par l'éducation devient l'occupation première des enfants sous l'impulsion d'une volonté personnelle marquée, en accord avec celle de l'État. Néanmoins, comme il ne suffit pas qu'il y ait des installations scolaires offertes pour que la population s'y précipite, cela signifie qu'il y a une volonté marquée de la part des familles de se procurer de l'éducation et ainsi de former leur descendance. Ce faisant, les actions des trois domaines correspondent parfaitement, pendant la période de transition, au comportement prédit par l'approche.

CHAPITRE 3

LES FLUCTUATIONS DE LA NATALITÉ

Les variations dans les taux de natalité sont, selon l'approche beckerienne, un reflet de l'attention portée par les parents tant aux circonstances économiques qu'au désir de qualité désiré pour leur progéniture. De ce fait, une hausse du nombre des membres d'une même famille implique un souci monétaire pressant alors qu'une restriction de cette même quantité permet de déceler le souhait de l'amélioration de la qualité de l'existence de sa descendance, notamment par l'éducation.

L'historique de la natalité anglaise, de la période préindustrielle à celle de transition, montre qu'une évolution dans la perception des enfants a eu lieu. Dans un premier temps, l'ancien système de natalité qui se base sur une progéniture nombreuse suit un cours ininterrompu jusqu'au début du 19^{ième} siècle où il a subi une forte pression pour atteindre des sommets jusque-là inégalés. Puis, à partir de 1820, une nouvelle ère démographique s'ouvre alors qu'une dénatalité commence à poindre.

Celle-ci, volontaire, va être la première action concertée dans le but de changer le modèle de maximisation de la consommation en le faisant passer de la quantité à la qualité.

LA PÉRIODE ANTÉRIEURE AU 19^{ÈME} SIÈCLE

Lors de la période préindustrielle, la natalité dans la population anglaise se révèle être un régime assez naturel puisque ses caractéristiques sont celles dites d'un «ancien système démographique». Peu d'expédients entravent la croissance numérique tant sur le plan moral qu'abortif. Sur ce point d'ailleurs: «un enfant est un voeu de Dieu¹». Comme la survie économique se confond avec l'utilisation de toutes les forces physiques disponibles afin de créer la fameuse «économie de famille», l'enfantement à répétition est commun. Dans des

¹ Clark Nardinelli, *Child Labor and the Industrial Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 1990, p. 117.

termes beckeriens, la quantité d'enfants est un choix rationnel posé en fonction de l'économie familiale où la maximisation de la consommation est plus accessible par la multiplication des commodités de production que sont les enfants.

La fécondité se développe à un rythme relativement soutenu pendant toute la période du *Long 18^{ième} siècle*², soit de 1680 à 1820³. Rien n'empêche la procréation maritale et la natalité suit un cours ascendant qui se voit influencé, sur un plan biologique, par trois facteurs⁴. C'est ainsi que la capacité biologique d'un couple à concevoir, faculté qui décline avec l'âge, la connaissance des sommaires moyens préventifs de limitation du nombre des naissances, qui va tendre à augmenter au fil de la période, et la fréquence des relations sexuelles, qui, pour leur part, vont tendre à s'amenuiser avec les années de mariage, vont être ses principaux déterminants⁵.

Ses assises sociales vont, quant à elles, répondre à d'autres impératifs. Dans cette période, il n'y a pas d'avantages à ne pas avoir une nombreuse descendance. Le produit qu'est l'enfant essentiel, puisqu'il rapporte un salaire qui sert à maximiser la consommation. Tous les membres d'une famille travaillent suite à des besoins monétaires pressants et un nouveau venu permet d'ajouter des revenus à la cagnotte familiale. De plus, avec un nombre élevé d'enfants, les chances sont plus fortes que l'un d'eux soit plus talentueux que les autres et qu'il soit en mesure plus tard d'être une aide encore plus utile pour ses frères et sœurs⁶.

² Bien que la période comprise dans cet intervalle s'étale manifestement sur trois siècles, les démographes ont néanmoins décidé d'appeler ainsi ce laps de temps afin d'en faire ressortir les similitudes.

³ Michael Anderson, *Approaches to the History of the Western Family, 1500-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995 [1980, MacMillan], p.12. La grandeur numérique des maisonnées resterait stable durant cette période, tant du côté de la progéniture personnelle que des membres de la famille demeurant sous le même toit.

⁴ Rosalind Mitchison, *British Population Change since 1860*, Londres, The Macmillan Press, 1977, p. 36. Cependant, bien que les raisons génétiques semblent être les plus importantes en ce qui a trait à la natalité de cette période, Rosalind Mitchison fait remarquer la place qu'occupe également le microcosme d'opinions qui entoure le couple. Ainsi, les maisonnées seraient influencées dans leur reproduction par leurs connaissances et voisins ainsi que par les le modèle des couples mariés qui sont leurs contemporains. C'est une influence qui est plus ténue pour l'époque mais qui, selon l'auteur, mérite d'être considérée.

⁵ Robert Woods, « The Population of Britain in the Nineteenth Century », Michael Anderson, éd., *British Population History, From the Black Death to the Present Day*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996 p. 320.

⁶ Eva Muller, « Economic Motives for Family Limitation, A Study Conducted in Taiwan », *Population Studies*, vol 26, n. 3, novembre 1972, p. 385

Ces différentes situations expliquent pourquoi les naissances sont favorisées par tous et notamment par le clergé qui stipule que : « plusieurs sont mieux qu'une seule⁷ ». L'enfant est une main-d'œuvre qu'il faut nombreuse pour la force de travail qu'elle apporte et non pour la façon dont elle l'exécute⁸. La quantité prime sur la qualité puisque les salaires sont peu élevés dans cette période où les travailleurs n'ont d'autres incitatifs que celui d'éviter la faim⁹.

Cette nombreuse procréation s'effectue principalement à l'intérieur du mariage. Celui-ci n'est pas universel et il n'est pas arrangé par les parents, hormis dans les couches très aisées et il ne prend pas place tout de suite après la puberté puisque l'union arrive usuellement dans la vingtaine avancée de ses deux membres. Cependant, une fois mariés, le premier-né de la famille ne tarde pas à être conçu, puisque plus de la majorité des premières naissances surviennent dans les huit premiers mois suivant l'union¹⁰. Une telle célérité est peut-être liée au fait que l'espérance de vie s'étale entre un mince 33 et 38 ans, et que l'assurance de ses «vieux jours», que l'on assure à l'aide de sa descendance, est un souci prompt à apparaître¹¹. Cette importance de l'union a comme résultat que, dans les premières phases de l'industrialisation, les variations dans la nuptialité sont des déterminants critiques pour les taux de fertilité et, par conséquent, pour la hausse de la population. En effet, dans une société qui ne possède pas de moyens efficaces et reconnus de contrôler la fertilité à l'intérieur du mariage. Les variations dans le synchronisme et la durée de l'union maritale sont les seules façons de restreindre la natalité à un niveau compatible avec le maintien d'une juste balance entre le nombre de personnes et les ressources de base.

Dans cette période, l'évidence d'un déclin dans l'âge à la première alliance survient. Il va être assez prononcé après 1750 pour devenir la cause principale pour la moitié, au

⁷ BPP, 1842 [381] XVI First Report of the Children's Employment Commission (Mines), propos du Révérend John Blackburn, p. 269.

⁸ Incidemment, les raisons qui présidaient à l'établissement d'une famille nombreuse au 19^{ième} siècle, sont, selon les résultats des travaux de Eva Muller, les mêmes qui ont régit les développements des populations internationales au cours de la seconde demie du 20^{ième} siècle. Muller, « Economic Motives », p. 385.

⁹ Robert O. Carleton, « Education and Fertility », Helmut V. Musham, éd., *Education and Population, Mutual Impacts*, Dolhain, Ordina Editions, 1975, p. 127.

¹⁰ Edward A. Wrigley et Roger S. Schofield, *The Population History of England 1541-187 ; A Reconstruction*, Londres, Edward Arnold, 1981, p. 254.

¹¹ Michel S. Teitelbaum, *The British Fertility Decline, Demographic Transition in the Crucible of the Industrial Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1984, p. 36.

moins, de la hausse du taux net de reproduction¹², qui est le nombre de filles mises au monde par 1000 femmes au cours de leur cycle de reproduction. L'âge au premier mariage diminue de 1 à 2 ans au cours de la seconde partie du 18^{ième} et continue à baisser durant les premières décennies du 19^{ième} siècle. Cette tendance semble avoir été la même partout dans le pays, puisqu'aucune reconstitution ne semble donner de résultats contraires, bien que comme c'est de la distincte et diversifiée Angleterre qu'il serait surprenant que cette baisse ait été uniforme¹³.

Toutefois, que son uniformité soit réelle ou figurée, il n'en demeure pas moins que la décroissance de cet âge au mariage est importante. Elle permet d'allonger le temps biologique de la reproduction et c'est pourquoi elle est considérée, lorsque la natalité est naturelle, comme étant, avec le déclin du célibat à vie, la cause majeure de l'augmentation du nombre total des naissances¹⁴. Et, à l'intérieur de cette phase, la diminution est nette.

Tableau I

Déclin de l'âge au mariage en Angleterre entre 1700 et 1799		
Période	Hommes	Femmes
1700-1749	27.5	26.2
1750-1799	26.4	24.9

Source : N.L. Tranter, *Population and Society 1750-1940, Contrasts in Population Growth*, Londres, Longman, 1985, p. 52

D'autres indices vont également expliquer les tendances démographiques de la période, dont, notamment, le taux brut de natalité. Celui-ci est significatif puisqu'il mesure précisément l'un des plus importants facteurs démographiques dans la vie d'une communauté en disant exactement le taux d'augmentation d'une population par les naissances. Son calcul est fait en prenant le nombre de naissances d'une région déterminée pendant une année divisé par la population moyenne de ladite année, le tout calculé en taux pour mille.

¹² N.L. Tranter, *Population and Society 1750-1940, Contrasts in Population Growth*, Londres, Longman, 1985, p. 50.

¹³ *Ibid.*, p. 20.

¹⁴ Wrigley et Schofield, *The Population History*, p. 1983.

Ce calcul appliquée à la période permet de constater que la natalité y suit une courbe ascendante.

Tableau II

Taux brut de natalité en Angleterre entre 1675 et 1800	
1676-1700	31.22
1701-1725	31.74
1726-1750	33.74
1751-1775	34.24
1776-1800	35.56

Source : Robert Woods, « The Population of Britain in the Nineteenth Century », Michael Anderson, éd., British Population History, From the Black Death to the Present Day, Cambridge, Cambridge University Press, 1996 p. 305

Cette phase préindustrielle peut donc se dessiner à grands traits comme étant vécue sous le signe de la proto-industrialisation, soit donc d'une natalité soutenue et élevée . Le taux de mariage augmente, l'âge au premier mariage descend et il y a une hausse d'enfants par couple dans la plupart des régions du pays, ce qui signifie que la majorité de l'existence féminine est passée dans la responsabilité de la maternité¹⁵. Une progéniture nombreuse est appréciée et plusieurs secteurs de l'activité sociale concourent à ce fait puisque le monde du travail lui est ouvert car la technologie, encore peu développée, est en mesure de se servir de sa force de travail particulière. De plus, aucune entrave temporelle n'est présente puisque le temps des enfants est entièrement disponible pour des tâches rémunérées et qu'il n'est pas occupé par un horaire scolaire fixe ni, non plus, occulté par des législations restrictives. Le travail devient ainsi une occupation légitime et le temps des enfants peut y être dévolu sans entrave.

Ce schéma ne connaît pas de bouleversements majeurs avant la fin du 18^{ième} siècle, car la base de la société, tant sociale qu'économique, demeure peu mouvante. Le taux d'alphabétisation suit un certain parallèle, puisqu'il reste à peu près constant du début à la fin du 18^{ième} siècle, passant de 51% à 54%, ce qui n'est pas une expansion considérable. La

¹⁵ Duncan Bythell, « Women in the Workforce », Patrick O'Brien et Roland Quinault, éd., *The Industrial Revolution and the British Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 51.

stabilité d'un secteur se reflète dans l'autre. Cependant, ce cycle casanier va connaître des changements drastiques dès le tout début du 19^{ième} siècle.

LA PÉRIODE DE 1800 À 1820

Cette division temporelle est habituellement peu traitée telle une période spécifique dans les manuels de démographie. Néanmoins, pour la présente démonstration, il est intéressant de la considérer comme une période de transition distincte puisqu'elle exprime clairement l'approche beckerienne.

Dès le début du 19^{ième} siècle, et probablement dû à la concentration du monde du travail dans une vision de plus en plus ouvrière, le cycle de reproduction précédemment en vigueur se casse afin de faire place à une nouvelle tendance. La natalité augmente à des niveaux jamais atteints jusqu'alors dans la population anglaise. Le taux brut de natalité se place, entre 1801 et 1825 à plus de 40.18¹⁶. À l'intérieur de cette courte période, la Révolution industrielle semble créer sa propre main-d'œuvre¹⁷ et, de ce fait, la classe ouvrière s'adapte à une nouvelle économie et à des conditions sociales différentes qui ne peuvent que lui demander des comportements inédits, ou du moins, des réponses amplifiées à ces stimuli¹⁸. Les nouveaux moyens de production demandent une main-d'œuvre abondante et les familles répondent à cet appel¹⁹. Tous les membres des maisonnées sont occupés à l'intérieur d'occupations rémunérées. La population se reproduit, et les bénéfices offerts par la quantité de descendants sont jugés les plus adéquats pour parer à la situation qui prévaut. Conséquemment à cela, le coût hypothétique du perfectionnement de l'enfant est à ce moment trop élevé pour pouvoir se le permettre. Selon la formule de Becker, l'enfant est considéré comme étant un producteur supplémentaire pour l'économie de la maisonnée. Sa quantité a préséance sur son perfectionnement.

¹⁶ Tranter, *Population and Society*, p. 59.

¹⁷ David Coleman et John Salt, *The British Population, Patterns, Trends and Processes*, Oxford, Oxford University Press, 1992, p. 62.

¹⁸ Angus Mc Larens, *Birth control in Nineteenth-Century England*, New York, Holmes & Meier Publishers, 1979, p. 13.

¹⁹ *Ibid.*, p. 14.

Cette affirmation se vérifie en constatant que l'éducation subit un déclin considérable. Le Sud, qui vit à l'heure de l'industrie, en voit un arrêt flagrant. Les parents sont plus occupés par le moment présent que par le futur possible de leur postérité. Cette relation se constate également dans le Nord, où les taux d'alphabétisation déclinent. D'ailleurs, les taux masculins d'alphabétisation de certaines villes industrielles du Lancashire le confirment²⁰.

Tableau III

Taux d'alphabétisation dans certaines paroisses du Lancashire entre 1754 et 1820		
Paroisses	1754-1770	1800-1820
Blackburn	33%	31%
Burnley	29%	28%
Clitheroe	50%	38%
Great Hardwood	37%	29%
Newchurch-in-Pendle	34%	27%
Whalley	44%	37%

Source: Michael Sanderson, « Literacy and social Mobility in the Industrial Revolution in England », Past and Present, n.56, août 1972, p.82.

Les variations de cette ère démontrent la pertinence des observations beckeriennes. Alors que la natalité augmente, les travaux affectés aux jeunes en font autant et, en conséquence, la formation donnée décline. Ce modèle va cependant vivre là ses dernières heures puisqu'il va changer radicalement au cours de la période suivante.

LA PÉRIODE DE TRANSITION DE 1820 À 1860

Après avoir atteint des sommets vers 1820, la natalité va connaître dans cette phase son premier déclin indéniablement voulu. Celui-ci est particulier puisqu'il ne correspond à aucune pression physiologique ou climatique qui dicterait une baisse. Au contraire, les conditions de vie s'améliorent puisque des hausses de salaires masculins surviennent dès la seconde décennie du siècle. Une force semble s'exercer afin d'entraver la natalité dans le

²⁰ Il est à noter que de nombreuses données de ce travail proviennent du Lancashire, car c'est là une région administrative qui a été étudiée en profondeur et pour laquelle plusieurs données sont disponibles. Cependant, il faut garder en mémoire la diversité de l'expérience anglaise lors de la Révolution anglaise. De ce fait, des différences existent entre les villes et les régions, et il est donc mal-aisé de faire une généralisation trop hâtive des renseignements

but de favoriser une progéniture plus menue. Les générations qui ont servi en tant qu'ouvriers sous la première Révolution industrielle ont décidé de s'offrir consciemment une famille moins nombreuse, mais pourvue de connaissances qu'elles-mêmes ne possèdent pas. On semble assister là à l'adoption d'une nouvelle formule de la maximisation de la consommation par la préférence donnée à la qualité sur la quantité.

Cette phase de déclin entreprise dans les années 1820 jusque vers la demie du siècle n'est cependant pas ce qui est communément appelé *La grande transition démographique du 19^{ième} siècle*. Cette périphrase fait plutôt référence au massif déclin qui a cours à partir des années 1870 et qui coupe tout lien avec le vieux système démographique initialement schématisé par Malthus. Le nouveau système se définit par un taux brut de natalité qui passe sous la barre des 20, où le décès apparaît à un âge beaucoup plus avancé et où l'espérance de vie à la naissance dépasse largement le demi siècle²¹.

Les nouvelles données

La situation qui se vit à partir des années 1820 est plutôt représentative du premier effort marqué de contrôler la natalité afin qu'elle puisse avantager consciemment la formation des ressources humaines. Elle représente le début de la reproduction pro-active parmi les milieux ouvriers, où les femmes vont délibérément restreindre leur fertilité alors qu'elles avancent en âge. Il va également être possible de noter que les femmes vont être plus sensibles que les hommes à la limitation de la grandeur de la famille, du moins suite à des circonstances où la fertilité a été précédemment assez élevée²².

Le mouvement des naissances à partir de 1820 passe donc de l'augmentation à la diminution. Le taux brut de natalité, de 40.18 qu'il est au début de la période va passer à 36 en 1840 pour atteindre 35.82 dans les années 1860²³.

trouvés. Néanmoins, l'avantage d'utiliser des exemples concrets réside dans le fait qu'ils permettent d'avoir une idée des traits d'un groupe de population précis dans un endroit donné.

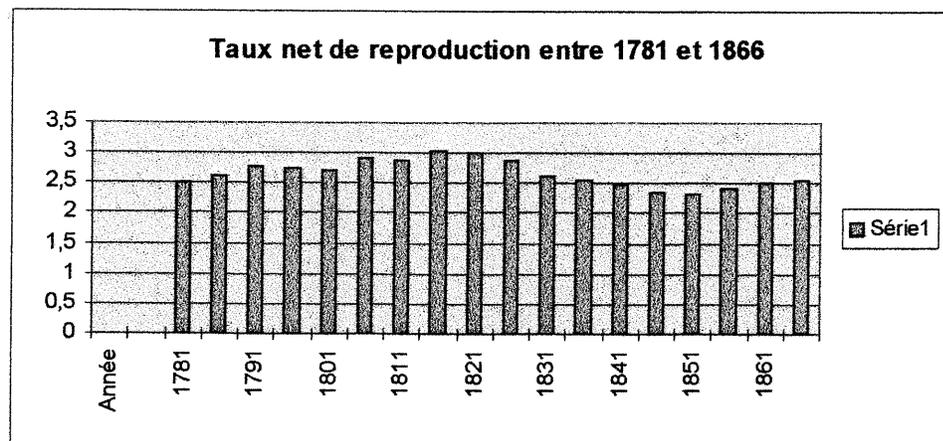
²¹ Woods, « The Population of Britain », p. 350.

²² John Knodell et Etienne Van de Walle, « Lessons from the Past : Policy Implications of Historical Fertility Studies », *Population and Development Review*, vol 5, n.2, juin 1979, p. 238.

²³ Woods, « The Population of Britain », p. 351.

En ce qui concerne le taux net de reproduction, qui est basé sur les seules naissances féminines, la situation se définit ainsi :

Graphique I



Source : N. L. Tranter, *Population and Society 1750-1940, Contrasts in Population Growth*, Londres, Longman, 1985, p.60.

La fécondité n'est pas non plus orientée de façon uniforme. Des schémas régionaux se décèlent et rendent encore plus marquante la période de transition vers une limitation voulue. Ainsi, si des enclaves de haute fécondité se trouvent dans le Nord-est et dans les Midlands, de bas taux de natalité se trouvent pour leur part dans des endroits plus industrialisés comme dans le Surrey, dans l'Ouest de l'Angleterre, ainsi que dans les régions du Sud et naturellement à Londres²⁴. Les taux de natalité dans les villes qui s'industrialisent dans cette période déclinent²⁵. Le ratio de fécondité des 4 comtés les plus industrialisés décroît de 24% entre 1821 et 1851 alors que, dans le reste du pays, l'indice ne diminue que de 13%²⁶. Cette différence sur un même territoire implique donc que c'est un déclin de fécondité et non de fertilité, c'est-à-dire que ce n'est pas la physiologie des couples qui

²⁴ Teitlebaum, *The British Fertility Decline*, p. 88.

²⁵ Saroj Yadav, *Population Education. New Policy Perspective*, New Delhi, Shree Publishing House, 1988, p.51.

²⁶ William Branson, « Social Legislation and the Birth Rate in Nineteenth Century Britain », *Western Economic Journal*, mars 1968, p. 140.

empêche la procréation, mais bien les décisions prises par ceux-ci²⁷. Si la fécondité était en cause, toutes les régions seraient touchées par un déclin, alors que ce n'est pas ici le cas²⁸.

Ces indices démontrent donc qu'une restriction des naissances a été sciemment appliquée pour la période. Cette hypothèse est d'ailleurs soutenue par l'analyse de l'un des plus importants déterminants de la fertilité, soit le mariage.

Le mariage

L'union de deux personnes par les liens du mariage est l'un des facteurs les plus importants pour la natalité, puisque c'est à l'intérieur de celle-ci que la majorité des naissances vont se dérouler. Les variations de la nuptialité ont été le principal facteur de la fécondité.

Cependant, avant d'être cela, il est en fait la réunion délibérée de deux personnes qui s'unissent pour former une nouvelle entité familiale. Si, parfois, les raisons de cette réunion sont utilitaires, tel que Janet Selkirk, 18 ans le clame en 1842 : « Les hommes ne nous marient que parce que c'est avantageux pour eux²⁹ », il semble que ce ne soit pas toujours le cas. Ou que, du moins, ce serait là les façons de faire du « vieux système » puisque des contemporains de cette remarque pensent plutôt que : « les mariages sont maintenant formés avec plus de soins et d'une façon plus appropriée. (...) Dans le vieux système, les hommes se mariaient pour les avantages physiques que cela leur procurait, plus que pour quelque degré d'affection comme maintenant³⁰. »

Néanmoins, ce qui rend cette période unique, c'est qu'entre 1800 et 1850, le déclin en âge au mariage est l'un des plus grands connus puisqu'il tombe de 26.4 ans à 25.3 ans

²⁷ Jee-Peng Tang et Michael Haines, *Schooling and Demand for Children, Historical Perspectives*, Washington, The World Bank, 1984, World Bank Staff Working Papers, n.697, (*Population and Development serie, n.22*) p. 17.

²⁸ Un autre preuve démographique arrive aux mêmes conclusions. Ainsi, l'indice de Coale (*Ig*) qui mesure le nombre de naissances générées par une population féminine, en relation avec le nombre de naissances qu'elles auraient produites si elles avaient expérimenté la fertilité maritale d'un groupe d'âge spécifique des Hutterites américains des années 1920 corrobore ce fait. Ces derniers, étant un groupe d'Anabaptistes établis sur des exploitations fermières de l'Ouest américain, ont eu un schéma de fertilité particulier. Les chiffres anglais, pour la période concernée, signalent bien qu'une restriction des naissances a eu lieu. Ainsi, toutes les femmes de Grande-Bretagne et Wales en 1851 n'ont produit que 35% (*Ig* 349) des naissances qu'elles auraient eu si elles avaient connu la fertilité hutterite. Les femmes mariées, pour leur part, ont eues 68% des naissances du taux anabaptiste.

²⁹ BPP, 1842 [381] XVI First Report of the Children's Employment Commission (Mines), p. 457.

pour les hommes et de 24.9 à 23.4 pour les femmes. Si on peut y voir là l'explication de la hausse phénoménale de population entre 1800 et 1820, il ne répond pas au déclin marqué qui suit cette période, et qui, biologiquement, aurait dû continuer sur sa lancée³¹.

La contraception

Cette idée de volontarisme est renforcée par le fait que la contraception est une notion qui n'est pas totalement étrangère à la population ouvrière.³² Dès les années 1830, des traces de cette connaissance se retrouvent dans les districts manufacturiers, où les médecins sont au courant qu'il y a une circulation de feuillets concernant le contrôle des naissances. Le plus connu de ceux-ci est celui de Francis Place *Illustration and Proofs of Principles of Population* de 1822, publié à nouveau les années suivantes sous d'autres noms, où il essaie d'éduquer les masses en expliquant que la restriction des naissances augmenterait les salaires et mettrait ainsi fin à la nécessité du travail infantile³³. La présence de ces documents est semble-t-il un fait public puisque le docteur James Bundell déclare incidemment que : « dans les endroits où les individus sont regroupés, comme dans les manufactures, je crois que des moyens préventifs de la conception ont plus de chance d'être connus et pratiqués par les jeunes personnes³⁴ » et les enquêteurs posent directement des questions à ce sujet dans leurs commissions, notamment aux contremaîtres de manufactures³⁵.

Ce savoir abortif va de cette manière s'avérer être une des conditions nécessaires à la transition, puisque l'on ne peut réduire la natalité sans connaître ces procédés avec un certain degré d'efficacité³⁶.

³⁰ BPP, 1842 [381] XVI p. 451.

³¹ Mitchison, *British Population*, p. 25.

³² *Ibid.*, p. 29.

³³ Margareth Hewitt, *Wives and Mothers in Victorian Industry*, Londres, Rockliff, 1958, p. 95.

³⁴ BPP, 1831-32 XV Committee on the Factories Bill, p.10887, cité dans Mc Larens, *Birth Control*, p. 81.

³⁵ Hewitt, *Wives and Mothers*, pp. 95-96 fait mention d'un contremaître de Stockport qui se fait interroger en 1833 à ce sujet.

³⁶ Robert O. Carleton, « Education and Fertility », Helmut V. Mushsam, éd., *Education and Population, Mutual Impacts*, Dolhain, Ordina Editions, 1975, p. 140.

LA CONCLUSION

La précédente démonstration sert donc à placer en haut lieu que c'est la fécondité et non la fertilité qui est concernée dans cette période puisqu'il y a une baisse des naissances qui est voulue et qui ne trouve pas racine à l'intérieur des facteurs biologiques. C'est un désir conscient de restreindre la famille qu'il est ici possible de déceler. Selon l'approche de Becker, cela signifie qu'il y a une prise de conscience de la part des parents quant aux bénéfices que peuvent retirer tant la famille que la progéniture d'une telle restriction. Il devient possible de penser à la qualité des enfants, puisqu'il semble plus rentable d'en avoir moins, et, de ce fait, de consacrer plus de temps à leur développement personnel. Cela signifie que le coût relatif des enfants s'ajuste à de nouvelles données dans le monde économique et social.

Les fluctuations du taux de natalité à l'intérieur de ces trois périodes mettent donc en relief le lien direct qu'il entretient avec la qualité des enfants. Lorsqu'une haute natalité survient, souvent liée à des conditions économiques précaires comme c'est le cas lors de l'installation de la Révolution industrielle, la qualité et le perfectionnement des enfants sont négligés. Le coût de l'éducation est trop lourd, puisqu'il prive la famille d'un apport financier supplémentaire avec lequel elle maximise sa consommation.

Or, à partir de 1820, on commence à adopter un niveau moins élevé de naissances, les conditions précédentes ne s'appliquent plus. Cette baisse, totalement volontaire, car aucun facteur physiologique ne l'explique, va amener de nouveaux paramètres sociaux. Sa présence semble signifier le début de l'approche beckerienne concernant la formation du capital humain. En choisissant de répondre à la situation par l'adoption d'un système mettant l'accent sur la qualité, c'est une réaction consciente afin de favoriser un nouveau modèle de consommation qui est prise. La famille, et plus précisément les mères, posent des actions concrètes qui réfutent l'idée de passivité qu'on leur associe.

CHAPITRE 4

LE MONDE DU TRAVAIL

Afin que le choix de la formation du capital humain précédemment rendu possible par la baisse du taux de natalité se réalise, il faut, selon l'approche de Becker, qu'il soit secondé par des changements du coût relatif des enfants. Or, pendant la période de transition l'allocation du temps des enfants va graduellement se déplacer d'une occupation essentiellement utilitaire à une activité scolaire. Cette dernière, qui était plus ou moins possible au début de la phase vu les coûts élevés qu'elle impliquait, devient accessible alors que des modifications sont apportées au monde du travail. Des innovations techniques augmentent la performance, des législations de plus en plus pointues, associées à une hausse des salaires parentaux se conjuguent afin de rendre l'emploi de la main-d'œuvre infantile superflu.

Cela étant, la famille nombreuse est confirmée comme un mauvais choix de gestion puisque les enfants ne sont plus des pourvoyeurs. De ce fait, la basse natalité est adoptée et la demande de qualité augmente, confirmant ainsi la ligne directrice féminine de la formation du capital humain.

LE DILEMME DE L'ALLOCATION DU TEMPS

Le monde du travail est l'une des sphères les plus importantes dans l'allocation du temps des membres d'une famille, soient-ils hommes, femmes ou enfants. Son impact sur la condition féminine ayant été exposé précédemment, son importance dans l'agenda des enfants est aussi considérable. Sa pratique, sa fréquence et sa rémunération en ont fait une activité primordiale à considérer dans leur allocation du temps. Ainsi, le travail infantile s'effectue sous plusieurs formes, dont de nombreuses sont reliées à leurs familles. Dans les mines, un enfant peut travailler pour son père ou sa mère, en les accompagnant physiquement ou en étant sous les ordres d'une autre personne mais en ayant comme but

ultime et désigné de donner l'argent à sa famille¹. C'est là une situation qui est courante puisqu'en 1850, plus de 94 % des 10-14 ans vivent chez leurs parents².

Le labeur de l'enfant devient parfois la façon la plus simple que trouvent les parents pour remédier au manque d'argent. Dans ce cas, le jeune est attaché à une tâche particulière afin de rapporter des gains, non pas dans un but d'émancipation personnelle, mais bien pour assurer la survie de la maison³. Il arrive d'ailleurs que prendre soin de l'enclave familiale constitue un travail en tant que tel puisque c'est : « une chose assez commune de voir un enfant de sept à neuf ans, fille ou garçon, laissé comme gardien pour un salaire de 1s par semaine⁴ ». Cela illustre parfaitement le fait qu'une famille nombreuse peut servir d'obstacle majeur à l'émancipation intellectuelle de l'enfant.

À cette démonstration s'ajoute le fait que le travail infantile est une rentrée essentielle dans les budgets de plusieurs familles. Elles ne peuvent se passer de cet apport afin de permettre une assistance scolaire à moins d'une situation extrême, comme en témoigne l'anecdote suivante :

A few months ago an adult workman broke a boy's arm by a blow with a piece of iron. The boy went to school till his arm got well : his father and mother thought it was a « good opportunity » to give him some schooling⁵.

Il semble que cette famille n'aurait jamais sciemment décidé de faire arrêter le travail de leur enfant. Cependant, il est intéressant de noter que lorsque la situation se présente à eux, leur premier réflexe est d'amener leur enfant à augmenter sa qualité, soit à l'éduquer. Cela illustre parfaitement que le combat entre l'éducation et le travail est fortement influencé par les coûts et revenus qui peuvent être perçus de l'une ou de l'autre des activités.

¹ BPP, 1842 [381] XVI First Report of the Children's Employment Commission (Mines), p.439. Ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres, car une telle affirmation se retrouve à de nombreuses reprises dans ce rapport.

² Pamela Horn, *Children's Work and Welfare, 1780-1880*, Londres, The MacMillan Press, 1994, p. 19. Les 6% qui restent sont des enfants qui ont persuadé leurs parents ou qui vivent chez leurs employeurs.

³ BPP, 1842 [381] XVI, p. 73.

⁴ BPP, 1843 [432] XIV Children's Employment Commission, Appendix to the Second Report of the Commissioners (Trades and Manufactures), Part II, p. 78.

⁵ BPP, 1843 [432] XIV, p. 85.

Les coûts impliqués par les choix

Ce conflit entre les différentes activités est donc fondé sur les coûts qui sont inhérents à l'allocation du temps des enfants. Le travail fait d'un jeune un producteur qui maximise la consommation de la famille. Or, l'éducation, sur le moment du moins, en fait un consommateur qui, en plus de ne pas rapporter, demande le déboursé de frais afin de l'éduquer, puisque les coûts d'une présence scolaire sont nombreux et diversifiés. Ceux-ci peuvent se diviser en deux principales catégories, soit ceux qui sont directement et explicitement liés à la fréquentation scolaire soit ceux qui sont implicites. Tous deux sont extrêmement importants puisque la réticence à envoyer une progéniture à l'école vient en grande partie des dépenses qui y sont associées .

Les coûts directs

Par couts directs, il faut d'abord entendre les frais scolaires. Cependant, il est difficile de fournir des indications précises à ce sujet, puisqu'ils vont varier selon le quartier, la sorte d'école ainsi que, dans certains cas, le nombre d'enfants. Ce sont là des dépenses notables car elles se répètent année après année puisqu'il est calculé que pour être alphabétisé, il faut au moins passer 3 ans dans un environnement scolaire à raison de 25 semaines d'assistance par année⁶.

Ceci dit, les frais scolaires les plus souvent mentionnés se situent entre $1d$ à $9d$ par enfant⁷. Un autre ordre de grandeur peut également être présenté. Celui-ci divise les frais entre les classes sociales auxquelles sont destinées les écoles. Ainsi, les établissements de jour «ordinaires» ont des frais oscillant entre $8d$ et $10d$ par semaine, alors que ceux situés dans des lieux plus pauvres ont des coûts se situant entre $4d$ et $5d$ ⁸. Avec cette

⁶ David Mitch, « Underinvestment in Literacy ? The Potential Contribution of Government Involvement in Elementary Education to Economic Growth in Nineteenth-Century England », *Journal of Economic History*, vol 44, n. 2, juin 1984, p. 559. Ce sont là des chiffres offerts par la Newcastle Commission de 1861 se rapportant au 19^{ième} siècle en général.

⁷ Ce sont là des chiffres corroborés par divers auteurs dont Edward G. West, *Education and the Industrial Revolution*, New York, Barnes and Noble, 1975, p. 87 et Jane Martin, *Women and the Politics of Schooling in Victorian and Edwardian England*, Londres, Leicester University Press, 1999, p. 118.

⁸ Herbert J. Kiesling, « Nineteenth-Century Education According to West : A Comment », *Economic History Review*, 36, 1983, p. 424.

classification, les coûts par tête atteignent vers un minimum de 3£ par année⁹. Naturellement, ces chiffres ne servent qu'à titre indicatifs, mais ils démontrent néanmoins les sommes conséquentes dont il est question, surtout en considérant qu'elles sont à déboursier chaque année, et pour chaque enfant alors que le budget annuel moyen d'un ménage ouvrier se situe vers les 60£ au début du siècle¹⁰.

Les dépenses qu'entraîne une présence à l'école ne s'arrêtent pas là. Les livres scolaires et les livres de bibliothèques requièrent également des déboursés. Pour ces derniers, l'emprunt dans les modestes bibliothèques est le plus souvent d'un demi penny. Ce montant est exigé afin de pouvoir constituer des fonds pour réparer les livres si besoin est, mais également parce que les philanthropes qui les ont fondées considèrent que : « lorsque l'on paie un peu pour le privilège de la lecture, on l'estime peut-être un peu plus¹¹. » Ce raisonnement va d'ailleurs être étendu à tout le domaine de l'éducation puisque des partisans des frais scolaires soutiennent que c'est de cette seule façon que les parents vont être en mesure d'apprécier l'assistance régulière de leur progéniture à l'école. De fait, les écoles ne deviendront gratuites qu'en 1891, 20 ans après que la fréquentation scolaire soit devenue obligatoire, alors que l'éducation est définitivement implantée dans les moeurs et habitudes¹².

Les coûts indirects

Aux paiements précédemment exposés s'ajoute une catégorie de coûts qui sont moins visibles et plus difficiles à chiffrer, mais qui occupent néanmoins une place bien réelle dans les calculs budgétaires. Ceux-ci ont une vaste délimitation et peuvent s'avérer considérables puisque leur définition comprend ce que coûte le temps passé à l'école, soit les heures qui ne sont pas employées à travailler et donc à rapporter un revenu. Cette période est donc une perte de gains potentiels ce qui, en considérant qu'un enfant peut rapporter

⁹ C'est là une approximation, parce que, incidemment, tous les étudiants ne paient pas les mêmes frais. Ainsi, à Bristol, 38.3% des élèves paient des plein tarif, tandis que les autres n'acquiescent qu'un tarif réduit.

¹⁰ Sara Horrell et Jane Humphries, « Women's Labour Force Participation and the Transition to the Male-Breadwinner Family, 1790-1865 », *Economic History Review*, 48, 1995, pp. 102-103.

¹¹ BPP, 1834 [572] IX Select Committee Report on the State of Education of the Poorer Classes, p. 234, témoignage de Benjamin Braidley.

¹² Martin, *Women and the Politics*, pp. 118 et 122. Incidemment, même en 1891, les écoles ne deviendront gratuites que suite à une rude bataille politique où l'opposition libérale s'est associée avec la force syndicale contre le gouvernement conservateur.

selon son age et la fonction qu'il occupe entre le tiers et le quart d'un revenu adulte, il y a là pour une famille défavorisée une bonne raison de ne pas envoyer ses enfants à l'école.

Il faut aussi ajouter les coûts implicites d'une fréquentation scolaire. Ils sont plus pernicieux puisqu'ils jouent tant du côté monétaire que du côté de l'honneur et de la fierté de la famille et occupent, de ce fait, une place importante dans tout essai de changement d'un modèle à l'autre. Une mère n'enverra ses enfants à l'école que s'ils correspondent à ce qu'elle attend d'eux, s'ils se conforment aux standards du milieu dans lequel elle vit¹³. Et, de fait, la manifestation la plus visible de cette réussite ou de cet échec demeure la façon dont ses enfants sont habillés, ce qui explique pourquoi les dépenses d'ordre vestimentaire sont si importantes, bien qu'elles ne soient que le caractère social de l'activité.

La propreté et la décence sont les points qui reviennent souvent dans la définition d'une personne bien considérée. Pour une masse de femmes ouvrières : « Cleanliness was next to Godliness¹⁴ ». La propreté représente une valeur partagée mais aussi une source de pression sociale puisque des commentaires négatifs portés à ce sujet peuvent mener à l'ostracisme social. Cette valeur possède tellement de pouvoir que pour s'y conformer : « les familles pauvres, dont les membres n'ont littéralement pas de vêtements de rechange, se retirent volontairement nus au lit, afin que leurs vêtements soient lavés¹⁵. »

Ce coût indirect revêt une telle importance pour la fréquentation scolaire durant la période qu'il est sans cesse invoqué pour justifier une absence scolaire, que ce soit pour l'École de jour, de soir ou même du Dimanche¹⁶. L'habillement complet est scruté lorsqu'il est question d'envoyer un enfant à l'école, tant au niveau des vêtements, des souliers et des bas¹⁷. Dans cette veine, une mère de trois enfants mentionne que souvent ses enfants ne

¹³ BPP, 1834 [572] IX, p. 12.

¹⁴ Margareth Hewitt, *Wives and Mothers in Victorian Industry*, Londres, Rockliff, 1958, p. 53.

¹⁵ Wally Seccombe, *Weathering the Storm. Working-Class Families from the Industrial Revolution to the Fertility Decline*, Londres, Verso, 1993, p. 48. Il y est mentionné par ailleurs que le ménage est une tâche essentiellement féminine, et qu'un homme qui serait pris en « flagrant délit » de tâche ménagère serait sans merci traité de « mauviette » par ses collègues.

¹⁶ BPP, 1831-32 [706] XV Report from the Select Committee on the Bill to Regulate the Labour of Children in the Mills and Factories of the United Kingdom, notamment pp. 800-803.

¹⁷ BPP, 1834 [572] IX Select Committee Report on the State of Education of the Poorer Classes. Le Révérend William Johnson définit comme le manque de « proper apparel » l'une des raisons d'absence souvent citée.

peuvent aller en classe puisqu'ils n'ont pas de bons vêtements, mais qu'elle les y envoie lorsqu'elle le peut¹⁸. Le témoignage d'un jeune garçon de 13 ans, John Hills corrobore cette déclaration en démontrant à quel point ces dépenses indirectes peuvent avoir une importance réelle dans les deux plus grandes sphères sociales de l'époque, soit l'Église et l'éducation :

Does not go to a sunday school because his mother thinks he has not good enough clothes; should like to go if he had good enough clothes. There is a great many boys who are obliged to walk about on Sunday in the dirty clothes in which they work, and cannot therefore go to church or school ; they sometimes go to the chapel in the evening¹⁹.

C'est là une telle préoccupation sociale que des mécanismes sont même mis en place afin de pallier cette situation, notamment des «Penny Clothing Society ». Les adhérents y cotisent un penny ou deux par semaine et peuvent ainsi avoir des vêtements au tiers ou à la moitié du prix courant vu le substantiel pouvoir d'achat généré par ces épargnes cumulées. Cela semble porter fruit puisqu'il y a des améliorations remarquées dans la mise des enfants du début du siècle²⁰.

Le dilemme école-travail

Ces exemples prouvent que c'est souvent un besoin purement physique et économique qui retient les enfants hors de l'école. La prétendue indifférence des parents envers l'école cache souvent, en fait, une insuffisance budgétaire ou encore le besoin d'un revenu supplémentaire. Ce fait est encore plus marquant dans les milieux agricoles où « la grande valeur du travail d'un garçon pour son père réduit à sa plus simple expression la période qui est allouée pour l'instruction²¹.» Dans ces districts, la demande pour le travail infantile est parfois telle que l'assiduité scolaire ou la continuité dans l'instruction est «impossible» au dire des contemporains²². Cette situation n'est cependant pas toujours au goût des parents. Ainsi, un père de 27 ans déclare qu'il espère ne pas avoir à faire travailler son fils avant l'âge de douze ans pour pouvoir l'éduquer, mais que la nécessité pousse les

¹⁸ BPP, 1843 [431] XIV Children's Employment Commission, Appendix to the Second Report of the Commissioners (Trades and Manufactures), Part I, Eliza Hexton, témoin f 39.

¹⁹ *Ibid.*, témoin f 276.

²⁰ BPP, 1834 [572] IX, p. 13.

²¹ BPP, 1867-1868 [3966-VI] General Reports by Assistants Commissioners of the School Inquiry Commission, Southern Counties, Vol VII, p. 14.

hommes à agir à l'encontre de leurs inclinations²³. Le besoin d'un revenu supplémentaire l'emporte donc souvent sur le désir de l'éducation, bien que :

Many of the parents take an interest in the education of their children at day schools, until the children are old enough to earn a shilling or two a week, and then the interest is transferred to the eatable profit and the conscience is made perfectly easy by sending the children to a Sunday School instead²⁴.

Le chirurgien John Marshall Robinson souligne lui-aussi que le travail des enfants répond à un impératif de subsistance :

I should say that it would be a very great improvement if no parent could send his children to any employment until he was 13 years of age . But, it is better to have half a loaf than none at all ; and there are a great many of them that are dependent, in a measure, on the labour of their children for a livelihood²⁵.

Un ouvrier tient aussi le même discours lorsqu'on lui demande si en faisant travailler ses enfants, il a négligé l'effort de les faire éduquer :

They have; and if it had been in my power to prevent it, they should never have gone. My wife has a number of times upbraided me for suffering them to go, but still I thought it was better to allow them to go than that altogether starve for want of bread, and one or the other must be the case²⁶.

Dans ces exemples, le désir qu'ont les parents de donner une éducation à leurs progéniture est marquant. Même les propriétaires de manufactures vont le remarquer et, ironiquement déclarer que: « les parents sont trop pauvres pour envoyer leurs enfants à l'école, bien qu'ils soient très désireux de leur donner de l'éducation²⁷. »

Ce manque de fonds est réellement une raison de l'absentéisme scolaire: «plusieurs d'entre eux me disent qu'ils ne peuvent se permettre d'envoyer leurs enfants à l'école, à un

²² BPP, 1861 [2794] XXI Report of the Commissioners on the State of Popular Education in England, Part II , p. 26 dans la section des districts agricoles.

²³ BPP, 1842, [381] XVI First Report of the Children's Employment Commission (Mines), p. 162.

²⁴ BPP, 1843 [432] XIV , question 20 .

²⁵ BPP, 1857 [151-1] XI First Report of Select Committee of the Children Commission on the Bleaching and Dyeing Establishments, p. 573.

²⁶ BPP, 1832 [706] XV , p.48.

²⁷ BPP, 1843 [432] XIV , propos de Richard Carton, «Managing Partner», témoin g 16.

coût de 2 ou 3d par semaine²⁸.» Avec un salaire de 15s par semaine, il est difficile de payer la fréquentation de l'école, mais chaque parent est conscient qu'il se doit de donner à son enfant le plus d'éducation possible²⁹. La conscience que les parties s'affectent mutuellement est présente: « cela nuirait aux parents d'empêcher d'envoyer leurs enfants jusqu'à ce qu'ils aient 11 ou 12 ans, puisqu'ils ne peuvent se permettre de les garder [à la maison ou hors du monde du travail] et de les envoyer à l'école³⁰.» Cette situation explique donc pourquoi, même lorsque l'enfant exprime le désir marqué de s'instruire, si l'âge de travail est atteint, la priorité est donnée à ce dernier. William Pickler, 15 ans, de Bradford l'exprime ainsi :« J'ai demandé à mon père et à ma mère de me laisser arrêter le travail. Ils ont dit qu'ils ne pourraient pas arriver si je restais à la maison, alors que dans la famille il y a déjà plusieurs d'entre nous qui y sont déjà puisqu'ils ne sont pas assez vieux pour travailler ³¹.»

LES DOMAINES TRANSFORMÉS

L'allocation du temps est donc déchirée entre le travail et l'éducation. Tant que les activités rémunérées sont essentielles, l'éducation n'a que peu de chances de prendre le haut du pavé. Selon l'approche beckerienne, les familles nombreuses restent ainsi la meilleure alternative. Cependant, cela ne peut rester le cas que si le rôle économique ne change pas. Or, une mutation va venir chambouler ce tableau. Des transformations vont modifier les coûts des enfants et vont rendre ainsi plus évidente les familles de petite taille et plus facilement aptes à la scolarisation. Dans le monde du travail, diverses transformations d'ordre législatif, technologique, et pécuniaire ont graduellement conduit à considérer l'enfant comme un consommateur plutôt que comme un producteur.

Les législations

«Dans tout domaine, il n'est pas suffisant qu'il n'y ait que des lois, il faut également que les gens intériorisent les responsabilités associées à ces réglementations, et que l'idée conductrice en soit assimilée³².» Cette phrase met bien en contexte le développement des législations concernant le domaine des enfants. Tant que l'ancien système privilégiant

²⁸ BPP, 1861 [2794] XXI, p. 250.

²⁹ BPP, 1857 [151 Sess 1] XI, p. 57.

³⁰ BPP, 1842 [381] XVI, p. 230.

³¹ BPP, 1833 [450] XX First Report of the Commissioners on the Employment of Children in Factories, p. 56.

³² Seccombe, *Weathering the Storm*, p. 133.

l'enfant comme producteur perdure, les lois sont peu nombreuses et peu contraignantes. Cependant, plus la transition s'effectue vers un enfant consommateur, plus elles deviennent spécifiques et contraignantes. Leur contenu change au fur et à mesure qu'évoluent les préoccupations. C'est ainsi qu'elles vont graduellement inclure des précisions concernant non seulement le travail, mais également l'éducation qui doit être prodiguée aux jeunes travailleurs, modifiant ainsi la perception et l'utilisation du nombre d'enfants.

L'historique

Les premières réglementations relatives au travail des enfants datent du début du 19^{ème} siècle. Mais, les réformateurs n'ont jamais eu l'idée d'y mettre fin. Ils sont seulement cherché à en corriger les abus³³. En 1810, un membre du Parlement déclare notamment :

If anyone would take the trouble to compute the amount of all the earnings of children, he would be surprised, when he came to consider the weight which their support took off the country, and the addition which, by the fruits of their toil, and the habits to which they were formed, was made to its internal opulence³⁴.

En 1802, le premier texte législatif prend la forme du Health and Moral Apprentices Act qui s'attaque au travail effectué par les jeunes apprentis, que l'on appelle les « enfants de paroisses ». Faisant souvent partie des plus déshérités, ils sont pris en charge par les *Poor Law*. C'est une force de travail peu onéreuse qui est ainsi offerte aux industriels. Les jeunes employés qui sont sous le contrôle total des patrons auxquels ils sont confiés, mais cet édit va justement promulguer une limite du nombre d'heures de travail à douze par jour, ainsi que la restriction du travail de nuit effectué par ces enfants. De plus, le maître d'atelier aura la responsabilité de donner à tout apprenti un temps pour l'éducation dans la journée, et ce pour les 4 premières années qu'il est à son service. Ces leçons doivent comprendre de la lecture, de l'écriture et des mathématiques et doivent être données par un professeur payé par l'employeur. Cette mesure, qui est tout de même assez frondeuse, notamment pour cette période qui est encore dans sa première phase d'industrialisation et où il y a un besoin

³³ Horn, *Children's Work*, p. 34.

³⁴ Propos parlementaires parus dans Hansard, *Parliamentary History*, Vol XXXII, cols 710-711, 1810 et repris par Neil McKendrick, « Home Demand and Economic Growth : A New View of the Role of Women and the Children in the Industrial Revolution », Neil McKendrick, éd., *Historical Perspectives. Studies in English Thought and Society*, Londres, Europa, p.167.

notable de main-d'œuvre, ne sera pas vraiment efficace n'étant soumise à aucun moyen coercitif, et que le groupe de travailleurs qu'elle touche est assez restreint, puisque seuls les travailleurs apprentis des moulins de coton et de laine seront inclus dans ce décret³⁵.

Il faudra attendre 1819 pour qu'une autre réglementation vienne couvrir plus de travailleurs. Le *Factory Act* de cette année décrète une motion qui prohibe l'emploi des enfants de moins de 9 ans dans les seules filatures de coton, ce qui exclut donc les travailleurs du lainage, de la soie, du lin et du worsted³⁶. De plus, les enfants de 9 à 16 ans voient désormais une limite effective de 12 heures par jour s'appliquer à leur travail en usine. Des inspecteurs sont appointés afin de voir que les directives soient suivies.

C'est là le premier acte posé vers un système de réduction de la natalité, puisque l'on restreint le potentiel ouvrier de la progéniture. D'ailleurs, les contemporains semblent en être conscients :

If parents were thrown more upon themselves and did not draw a profit from children in their very early years, they might not waste so much of their own time they would work harder and probably obtain better wages for better work³⁷.

Malgré certains opposants qui soutiennent que l'on légifère entre trop de travail et pas assez à manger, d'autres soutiennent l'idée que les enfants doivent avoir plus de temps pour les activités de leur âge³⁸. Cependant, cette loi va être vue par une partie du monde manufacturier comme malfaisante envers le commerce. Cette disposition d'esprit explique donc pourquoi il n'y a eu d'autres législations majeures sur le sujet que 14 ans plus tard, bien que, entre temps, des discussions publiques sur le sujet aient eu lieu et donnent lieu à quelques modifications³⁹. En 1831, un amendement ajoute que dorénavant, toujours dans l'industrie du coton, aucune personne de moins de 21 ans ne peut travailler la nuit. De plus, afin de permettre ce contrôle, les employeurs doivent pouvoir fournir sur demande les

³⁵ William Branson, « Social Legislation and the Birth Rate in Nineteenth-Century Britain », *Western Economic Journal*, mars 1968, p. 135.

³⁶ Le worsted est un tissu de laine particulièrement résistant.

³⁷ B. L. Hutchins et A. Harrison, *A History of Factory Legislation*, 3^{ième} édition, New York, Augustus M. Kelley, 1968, (*Reprint of Economic Classics*), p.26. Propos de Mr Price, magistrat, devant le Select Committee.

³⁸ *Ibid.*, p. 25.

horaires de travail de tous leurs employés. Cette modification pave la voie à ce qui sera la première vraie réglementation effective, soit celle de 1833.

Le *Factory Act* de cette année marquera définitivement une étape importante dans la vie des jeunes enfants qui travaillent, dans la manière de les considérer et dans la législation qui les concerne. On reconnaît qu'il faut protéger les membres les plus vulnérables de la force de travail, mais que poser un tel geste n'a pas été pris facilement mais :« [...] si les enfants sont placés dans une situation dans laquelle ils ne peuvent se protéger eux-mêmes, c'est le devoir de la Chambre de le faire⁴⁰.» Les ouvriers de moins de 9 ans se voient dorénavant interdits de travail dans toutes les manufactures, sauf celles de la soie. Comme les certificats de naissance ne sont pas encore de pratique courante, le certificat d'un «chirurgien» ou d'un «physicien» doit faire foi que le jeune a bien la force ordinaire et l'apparence d'un enfant de son âge pour qu'il puisse commencer à travailler⁴¹.» Ironiquement, la main-d'œuvre concernée de moins de 9 ans ne représentait que 0.03% de la main-d'œuvre du coton, 1.02% de celle de la laine. Le domaine où le nombre de travailleurs infantiles était le plus élevé, soit le monde de la soie avec 2.7% des ouvriers, reste incidemment hors de la portée de l'acte de loi⁴².

À l'intérieur de ce même texte, les enfants de 9 à 13 ans voient leur semaine de travail réduite à 48 heures, tandis que les enfants de 13 à 18 ans ont leur part de travail journalier réduit à 12 heures et 69 heures maximum par semaine. Le travail de nuit, quant à lui, devient totalement interdit aux moins de 18 ans. De plus, cet édit va enlever la responsabilité qui incombait à l'employeur de fournir une éducation primaire à ses employés. Désormais, dans le monde du coton, pour les enfants de moins de 11 ans, l'assistance à 2 heures d'école par jour à raison de 6 jours par semaine devient une condition d'embauche en manufacture et ce, sur présentation d'un certificat d'attestation de présence. Cette mesure

³⁹ Branson, « Social Legislation », p. 139.

⁴⁰ Horn, *Children's Work*, p. 55. Propos de Lord Althorp dans son introduction présentée à la Chambre des Communes à propos du *Factory Act* de 1833.

⁴¹ Les certificats de naissance ne deviennent obligatoires qu'en 1837. Les naissances sont précédemment recueillies dans certains cas par les clercs de certaines paroisses bien tenues, ou encore gardés dans les bibles familiales, ce qui est, il faut en convenir, une source relativement instable, et faut-il l'avouer, aisément falsifiable si désir il en est. Hutchins et Harrison, *Factory Legislation*, p. 43.

⁴² Horn, *Children's Work*, p. 50. Cette réglementation est passée la même année que l'abolition de l'esclavage dans les domaines touchés par le protectorat britannique.

est notable puisqu'elle qu'elle rend obligatoire l'éducation pour un large groupe d'enfants qui, autrement, en auraient été privés, ce qui est impressionnant puisque cela a lieu 50 ans avant que l'assistance soit obligatoire pour tous, et qu'il y a donc ainsi un large secteur qui subit une discrimination positive à ce sujet⁴³.

À ces modifications s'ajoute ce qui va donner de la force à ces mesures, soit un corps d'inspecteurs dotés de pouvoirs qui va être mis sur pied afin d'examiner, d'enquêter, d'interroger et de s'infiltrer dans les divers composants du monde ouvrier afin de faire respecter cet édit. Possédant les pouvoirs des juges de paix ils vont pouvoir infliger des amendes de 1 à 20 £ pour toute offense ou encore obstruction envers leur travail. De plus, avec ces informations recueillies, ils vont publier 2 fois par an leurs rapports, ce qui va promouvoir leur idéaux puisque, même s'ils ont le droit d'établir des écoles, ils n'ont cependant pas les fonds pour le faire. Leur pouvoir n'est donc, sur ce point, que moral et, comme nombre de propriétaires sont hostiles à cette « démonstration sélective du pouvoir coercitif de l'État », les inspecteurs vont souvent rencontrer des écoles se limitant à respecter la loi au strict minimum, et donc, de niveau très moyen⁴⁴. De ce fait, d'autres institutions scolaires vont être un complément indispensable à ces dernières vu leur qualité et leur horaire⁴⁵.

Il intéressant de noter dans ces réglementations que l'éducation est prise comme motif et objet de restriction des heures de travail des enfants, ce qui va aider à l'apparition des mesures suivantes passées à l'enseigne de la *Bataille de la journée des dix heures*. En 1844 est passé un décret afin de limiter à 7 heures la journée des 8 à 13 ans, en plus de leur assurer une journée d'école de 3 heures. Il s'agit là, de plus, de la première loi qui touche directement les femmes, puisqu'elles se voient désormais interdire de travailler plus de 12 heures ainsi que nuit, comme pour les enfants. Bien que les manufacturiers protestent face à cette restriction, il n'en demeure pas moins que cette mesure est considérée comme étant un « triomphe de l'humanité » par le *Times* de Londres et le dit avec verve :

⁴³ Michael Sanderson, *Education, Economic Change and Society in England, 1780-1870*, Londres, The Macmillan Press, 1983, p. 23.

⁴⁴ Horn, *Children's Work*, p. 56.

⁴⁵ Denis G. Paz, *The Politics of Working-class Education in Britain, 1830-1850*, Manchester, Manchester University Press, 1980, p. 45.

*One legislative House of the greatest Empire in the world resolved on the largest national interference in favour of poverty and industry to be found in the history of this or any other country*⁴⁶.

Suite à cette victoire, les réformateurs continuèrent leur croisade et obtinrent en 1847 la journée de 10 heures. L'opposition face à ce projet s'était tarie puisque la précédente argumentation voulant que les industriels ne pouvaient se permettre de perdre 2 heures de travail par jour était dorénavant difficile à soutenir car, du fait de la dépression économique, plusieurs moulins ne pouvaient même plus se permettre d'être ouverts 10 heures par jour⁴⁷.

Ce travail législatif s'est poursuivi dans les décennies suivantes avec, en 1850, l'établissement d'une demie-journée de congé, le samedi, en plus du principe d'une éducation à mi-temps, couplée avec le travail en usine. Les mesures sont assez respectées puisqu'en 1851, 98% des enfants entre 5 et 9 ans ne travaillent plus pour un salaire. Par la suite, en 1860, sont placés sous le joug des *Factory Acts* les travaux de décoloration et d'essorage. Puis, en 1864, le *Factory Acts Extension Bill* étend hors des districts manufacturiers les mesures de protection des jeunes travailleurs qui ne touchent, malgré tout, que 30% de ceux-ci⁴⁸.

Ces réglementations empêchent désormais de voir les enfants travailler dès leur plus jeune âge et, de cette manière, si le nombre total de travailleurs textiles augmente entre 1835 et 1856, le nombre d'enfants de moins de treize ans, pour sa part, diminue⁴⁹. Cela est dû tant aux mesures de restrictions qu'au fait que certaines entreprises touchées par les premières formes des législations ont préféré arrêter d'employer des enfants tout simplement au lieu d'accepter les nouvelles responsabilités et les frais implicites.⁵⁰ Toutes ces raisons réunies font donc qu'en 1851, sur 2.2 millions d'enfants âgés de 0 à 14 ans, il n'y en a que 85 000

⁴⁶ Hutchins et Harrison, *Factory Legislation*, p. 26. Extrait du Times, 20 mars 1844.

⁴⁷ Les « Hungries Forties », nom donnée à la décennie 1840, ont durement touché le monde textile, puisque en 1847 à Manchester sur 44 000 personnes occupées dans le domaine textile, moins de la moitié travaillait à plein temps.

⁴⁸ Branson, « Social Legislation », p. 140.

⁴⁹ Seccombe, *Weathering the Storm*, p. 36.

⁵⁰ C'est notamment le cas pour les secteurs où le travail de nuit est pratique courante, notamment dans l'industrie de la transformation du fer. Ainsi, dans cette dernière, en 1867, on retrouve plus de 2686 enfants de moins de 13 ans, mais suite à la loi de 1871, ils n'y sont plus, selon les rapports des inspecteurs des *Factory Acts*, que 62. Horn, *Children's Work*, p. 61.

qui vont travailler, soit à peine 3.5 % du nombre global⁵¹. Sur ceux-ci, 98% des moins de 10 ans ne travaillent pas régulièrement pour un salaire et 72% des 10-14 ans sont inoccupés ou vont à l'école⁵².

Suite à la mise en place de ces nouvelles mesures législatives qui ont pour but de restreindre le travail des enfants, il devient ardu pour un couple de percevoir sa progéniture comme une simple commodité de production. Une famille nombreuse peut désormais nuire à l'équilibre d'un budget familial puisque le travail de ses jeunes membres n'est plus une alternative évidente et que l'allocation du temps s'en trouve changée puisqu'il n'est plus possible de suivre l'ancien modèle jusqu'alors utilisé. Les législations, en privilégiant l'éducation, changent en partie les coûts et la vision qu'on a des enfants.

Cependant, là ne sont pas les seules modifications qui participent à la transition, puisque les mutations du monde technologique vont également venir changer le système en cours.

La technologie

Si les législations gouvernementales libèrent et dirigent progressivement le temps des enfants dans les districts ouvriers, elles le font d'une façon coercitive. Or, dans le monde technologique, ce désengagement s'est effectué de lui-même. Le développement de la technologie a, en effet, connu des changements qui ont rendu de moins en moins indispensable la présence infantile, soit en éliminant des tâches qu'ils effectuaient précédemment, soit en transférant leurs activités aux travailleurs adultes. Ces transformations ont ainsi des conséquences majeures. Les enfants, devenant moins indispensables sur le marché du travail, ont désormais du temps pour s'adonner à une autre activité qui peut fort bien être l'éducation. Cela étant, il devient de plus en plus ardu de considérer une famille nombreuse comme le meilleur choix puisque les enfants deviennent plus difficilement pourvoyeurs.

⁵¹ P.E.H.Hair, «Children in Society 1850-1980», Theo Barker et Michael Drake, eds., *Population and Society in Britain 1850-1980*, Londres, Batsford Academic and Education Ltd, 1982, p. 47.

⁵² Horn, *Children's Work*, p.17.

Cette évolution dans l'emploi des enfants est visible principalement dans les données chiffrées de leur participation au monde du travail. Ainsi, suite à l'utilisation intense de la main-d'œuvre infantile dans les années 1820, un déclin numérique s'effectue et, si en 1816 dans l'industrie du coton, les travailleurs de moins de 13 ans représentent 20% de la main-d'œuvre, en 1835, ce chiffre passe à moins de 13%. De même, si, toujours en 1816, les employés de moins de 18 ans comptent pour 51.2% des ouvriers, ce chiffre s'abaisse à 43.4% en 1835⁵³.

Les emplois des enfants

Lors de la première phase de l'industrialisation se terminant vers 1820, les travailleurs sont employés en famille. Les enfants font donc partie de la main-d'œuvre industrielle par ce biais et effectuent des tâches secondaires à l'intérieur de l'industrie. Ils nettoient le coton et ses résidus, nouent les fils brisés alors que la machinerie fonctionne et vont chercher le reste de coton en dessous des machines où les plus grandes personnes ne peuvent aller et ils sont, de cette façon, des compléments et non des substituts au travail adulte, et ce jusqu'à l'âge de 14 ans.⁵⁴

Ce schéma d'emploi va toutefois se modifier suite à des changements technologiques. Si en 1816, plus de 20% des travailleurs textiles des grandes villes ont moins de 13 ans, ce chiffre passe à 13.1% en 1835⁵⁵. De fait, alors que la main-d'œuvre dans les industries textiles double presque entre 1835 et 1856, la main-d'œuvre juvénile, pour sa part décroît constamment⁵⁶. Ce déclin peut s'expliquer en plusieurs points. En premier lieu, le remplacement de l'eau par la vapeur comme source d'énergie, amène des permutations importantes dans la main-d'œuvre jusqu'en 1835. Les industries vont pouvoir se concentrer dans les villes, puisque le charbon devient disponible sur de plus grandes distances suite au développement des transports. Les travailleurs deviennent plus faciles à trouver ce qui implique que l'utilisation d'apprentis devient moins essentielle au bon fonctionnement des entreprises. En second lieu, l'amélioration des techniques amenées par ce changement va

⁵³ Clark Nardinelli, *Child Labor and the Industrial Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 1990, p. 109.

⁵⁴ Clark Nardinelli, « Child Labor and the Factory Acts », *The Journal of Economic History*, vol 40, n.4, décembre 1980, pp. 744-745.

⁵⁵ Horn, *Children's Work*, pp.14 et 34.

⁵⁶ Seccombe, *Weathering the Storm*, p. 36.

avoir comme corollaire la diminution du nombre de fils brisés et ce faisant, comme il s'agissait là de l'une des principales tâches affectées aux enfants, la demande pour ces derniers va graduellement se réduire⁵⁷.

D'autres améliorations vont survenir dans la technologie que les ouvriers utilisent, notamment dans le développement des renvideurs automatiques⁵⁸. Vers 1830 Richard Roberts apporte des innovations à ses renvideurs et réussit à les mécaniser complètement, rendant ainsi obsolète la vieille méthode de travail. L'adoption de cette façon de faire au cours de la décennie va avoir un impact certain sur l'utilisation de la main-d'œuvre infantile, puisque le renvideur va briser moins de fils que les machines qui étaient opérées à la main, ce qui a comme conséquence directe de baisser la demande pour les *piecers* qui étaient principalement des enfants. L'impact de ce changement est visible dans les bilans des manufactures. Ainsi, entre 1833 et 1835, de 15.9% de main-d'oeuvre infantile on passe à 13.1%⁵⁹. Cette mesure a donc un effet définitif à court terme et encore plus à long terme lorsque ce principe va être étendu à des fils de coton plus fins⁶⁰. Lorsque le renvideur automatique va s'étendre à toutes les industries textiles, le travail infantile va décliner dramatiquement si bien que, conjugué avec les réglementations ouvrières, en 1851, 98% des moins de 10 ans ne travailleront pas et plus de 72% des 10 à 14 ans seront à l'école ou, du moins, ne seront pas dans les usines⁶¹.

Une autre façon de constater l'impact de la technologie se trouve dans l'évolution du travail de la soie. Ce domaine textile n'est que peu touché par les réglementations et suit ainsi un cours plus naturel aurait pu être celui de l'ensemble des textiles si aucune interférence n'était venue le changer. Le fait qu'entre 1835 et 1838, les enfants ne quittent pas ce monde ouvrier aussi vite que les autres domaines touchés par les Factory Acts prouve l'efficacité de ces dernières. Cependant, la baisse significative de leur nombre entre 1840 et 1850 démontre que c'est un secteur qui peut décliner de son propre chef puisque les enfants

⁵⁷ Nardinelli, « Child Labor and the Factory Acts », p. 745.

⁵⁸ Usuellement plus connu sous le nom des « self acting spinning mule ».

⁵⁹ Nardinelli, *Child Labor and the Industrial Revolution*, p. 111. La loi de 1833 n'est vraiment appliquée qu'en 1835 par les inspecteurs, ce qui a comme résultat que ce sont là des informations assez fiables en ce qui a trait à l'impact des changements technologiques.

⁶⁰ La texture et la finesse du fil de coton est mesuré par le nombre d'écheveaux de fils, qui ont 840 mètres chacun par livre. Plus le compte est élevé, plus le fil est fin.

⁶¹ Horn, *Children's Work*, p. 17.

forment 29.5% de sa main-d'œuvre en 1835 pour ensuite descendre à 17.5% en 1847 avant d'atteindre 11.95% en 1867.

Présentés de la sorte, les législations et les changements technologiques sont des forces puissantes qui ont directement sorti les enfants du travail textile pour changer leur coût relatif. Or, ceux-ci ont été épaulés dans ce déclin par un acteur indirect, mais tout aussi efficace, soit la hausse des salaires familiaux adultes, qui a rendu superflus les gains juvéniles.

Les revenus

La hausse des revenus adultes s'avère être un élément concret de l'explication du retrait infantile du domaine salarié et ce, pour plusieurs raisons. En assumant qu'un enfant travaille parce que c'est là le choix le plus rationnel pour la maximisation de la consommation, il est logique de conclure que plus le revenu familial augmente à partir d'une source stable, moins leur labour devient utile. Cette hausse salariale est si importante dans le retrait qu'il est parfois mentionné que les législations passées ont presque été inutiles parce que le déclin a été principalement motivé par l'aspect monétaire⁶². Incidemment, une étude sociologique de l'industrie du coton dans le Lancashire montre que le niveau des salaires adultes est un facteur déterminant dans la composition de la force de travail infantile. Lorsque les taux pour les tisserands payés à la pièce déclinent et que les gages des fileurs augmentent, les enfants du premier groupe vont supplanter ceux du second comme membres de la main-d'œuvre secondaire⁶³.

Les données chiffrées

Il est évident que les meilleures preuves de cette affirmation reposent sur des précisions chiffrées, mais en trouver qui fassent consensus est assez ardu. Qualifiées de « plus frustrantes et imprécises de toutes les données économiques⁶⁴ » le montant moyen des salaires est difficile à établir, étant donné la diversité qu'ils représentent, puisqu'ils diffèrent selon les corps de métiers, l'âge, le sexe ou encore les grandes variations géographiques. De

⁶² Nardinelli, *Child Labor and the Industrial Revolution*, p. 112, il y voit là la raison majeure à cet état de fait.

⁶³ Fleischman, *Conditions of Life*, p. 199.

plus, des rémunérations distinctes sont offertes pour un même emploi, sans compter le fait que le développement de la technologie crée de nouvelles machines qui remplacent des travailleurs et fondent de nouveaux secteurs d'action⁶⁵. Le fait que les salaires soient habituellement donnés pour une journée de travail de 10 heures implique qu'une multiplication par 6 doit être effectuée afin de connaître le salaire hebdomadaire. Or, une telle opération peut être trompeuse puisqu'il n'est pas dit que tout homme travaille 60 heures, que cela soit dû à un horaire intermittent, ou, à l'inverse, à un certain nombre d'heures supplémentaires travaillées⁶⁶. Ces diverses situations amènent donc des disparités qui sont illustrées par l'hétérogénéité des témoignages donnés devant les différentes *Factory Commissions* au cours de la période.

Cependant, pour les besoins du propos, certains chiffres ont été extraits afin de donner un ordre de grandeur à la problématique. En étudiant différents budgets familiaux où le chef de famille travaille dans les manufactures, on arrive à la série suivante.

Tableau IV

Salaires moyens de familles dont le chef œuvre dans l'industrie textile entre 1816 et 1865	
Période	Montant en livres (£)
1816-1820	67.29
1821-1840	71.18
1841-1845	81.9
1846-1865	93.6

Source : Sara Horrell et Jane Humphries, « Women's Labour Force Participation and the Transition to the Male-Breadwinning Family, 1790-1865 », *Economic History Review*, 48, 1995, pp. 102-103.

⁶⁴ Fleischman, *Conditions of Life*, p. 154.

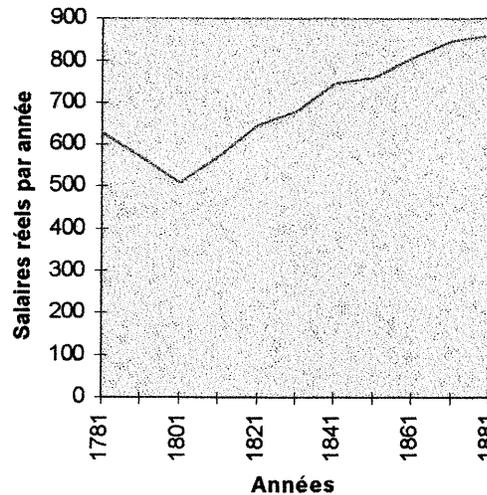
⁶⁵ Ivy Pinchbeck, *Women Worker and the Industrial Revolution*, Londres, Routledge & Sons, 1930, p. 190.

⁶⁶ McKendrick, «Home Demand», p. 182.

En graphique, la situation s'exprime ainsi :

Graphique II

**Salaire réel moyen des travailleurs du textile
entre 1781 et 1881**



Source : Richard M. Smith, « Fertility, Economy and Household Formation in England over Three Centuries », *Population and Development Review*, 7, n.4, décembre 1981, p. 601.

La hausse substantielle des revenus survenue à l'intérieur de la période ne masque pas le fait qu'au début les épargnes sont minces, et que, de ce fait, changer l'allocation du temps est difficile. Dans les *Parliamentary Papers* sont recueillis des témoignages féminins à l'intérieur desquels sont calculés des budgets. On y mentionne le fait qu'à Manchester en 1833, les fonds nécessaires pour la nourriture, le logement, le combustible, le savon et les chandelles se chiffrent à 18s 1d par semaine, ce qui ne laisse qu'un mince surplus. Même un ouvrier fileur gagnant plus de 25s par semaine n'a qu'un excédent de 6s 11d pour les vêtements, les maladies, l'école et les autres articles nécessaires à la vie quotidienne⁶⁷.

⁶⁷ BPP, 1833 [450] XX, pp. 39-40.

Cela fait de l'éducation un luxe qui exige des sacrifices, tel que le fait remarquer le Révérend Charles Edmund :

*The great difficulty in the way of real progress has hitherto been found to arise from an insufficient appreciation on the part of the parents of the benefit of education when weighed with the personal sacrifice required to carry it out*⁶⁸.

Le choix doit donc s'effectuer en fonction des priorités de l'époque concernée et cela explique qu'au début de la période l'accent est mis sur les besoins de subsistance, ce qui classe toute autre occupation que le travail parmi le superflu. C'est donc pourquoi à la question de savoir si un jeune avait eu quelque éducation s'il n'avait pas été employé dans un moulin, la réponse en est que les chances en auraient été meilleures⁶⁹. Pas évidentes, mais bien meilleures. Le temps est principalement dédié au travail, et non à la qualification.

Cependant, lorsque la hausse salariale s'implante d'une façon conséquente et définitive dans les années 1830, la situation change. La préoccupation d'un apport supplémentaire commence à s'estomper progressivement et le bénéfice net d'un plus grand nombre d'enfants décline. La maximisation de la consommation ne passe plus par une famille nombreuse puisque l'avenir immédiat est assuré. Cela permet donc de penser à une action de contingence qui va se rapporter à une vision à plus long terme, et qui sera, sans hésitation, l'éducation.

CONCLUSION

Des changements dans les coûts relatifs qui vont tous tendre vers la formation du jeune capital humain au lieu d'une occupation ouvrière se sont ainsi déroulés à l'intérieur de ces trois secteurs. Le domaine législatif va modifier la perception du nombre et de l'utilisation des enfants en restreignant les possibilités de travail et en aiguillant le temps de ceux-ci vers l'éducation. Les transformations du monde technologique vont, pour leur part, changer directement la vision d'une famille nombreuse en tant que meilleur atout pour

⁶⁸ BPP, 1861 [2794] XXI Answers to the Circular of Questions of the Commissioners of Popular Education, Part V, p. 269.

⁶⁹ BPP, 1831-1832 [706] XV, p. 1956.

maximiser la consommation puisque les enfants ne deviennent plus désormais d'automatiques producteurs. La hausse des salaires, quant à elle, va supprimer la nécessité de gains supplémentaires immédiats et va permettre de se consacrer à une vision future des gains qui ne peut que survenir à l'aide d'une augmentation dans le niveau de formation. Ce faisant, suite à ces changements de la vision de la quantité et de l'allocation du temps des enfants, la porte est donc ouverte à l'éducation qui est un autre grand secteur de l'approche de Becker .

CHAPITRE 5

LE MONDE SCOLAIRE

Suite à la baisse de la natalité et du travail infantile, il reste, pour affirmer l'hypothèse de l'implication féminine active, à examiner le développement du secteur de la formation du capital humain. Afin de correspondre à l'approche beckerienne, l'éducation devrait y atteindre pendant cette période un développement notable, puisque des changements volontaires dans des secteurs connexes en haussent sa demande et sa recherche.

Lors de la période de transition s'étalant de 1820 à 1860, une pléthore d'institutions scolaires vont commencer à toucher presque toutes les sphères de la population. La demande de l'enseignement va aller grandissante, ce qui sous-entend que l'offre suit également le même chemin. Un plus grand choix quant aux établissements scolaires va s'offrir et il va devenir plus aisé d'aller chercher cette éducation du côté institutionnel. En fait, alors que les différentes autres sphères qui régissent l'occupation du temps des enfants permutent, le monde de l'éducation évolue également vers une plus grande présence, donc vers une accessibilité accrue. La formation du capital humain en tant que première allocation du temps se confirme.

Ce chapitre sera consacré à un historique du monde scolaire de ses débuts jusqu'en 1871, soit l'année où l'éducation primaire est devenue obligatoire. À travers ce cheminement, il sera mis en exergue que le développement de l'éducation est conjoint aux modifications de la société et que son offre et sa demande sont fortement reliées aux sphères du travail et de la natalité dans chacune des périodes. Alors que les coûts relatifs des enfants changent, l'éducation en bénéficie.

Au cours des siècles, l'instruction se développe sous l'impulsion de deux grands pourvoyeurs que sont la religion et le monde patronal. Or, comme l'éducation est plutôt d'essence publique, chacune des instances y apporta une contribution majeure mais n'a pu compléter le tableau d'une manière uniforme ; l'intérêt, le temps ou les moyens lui manquant. La diffusion totale et complète ne viendra qu'avec sa prise en charge par l'État,

alors que l'enseignement sera, de fait, bien implanté dans la mentalité anglaise par des années de mécénat et d'implication populaire qui vont mener à la diversité des institutions présentes au 19^{ième} siècle.

LES GRANDS ARTISANS

La religion

Le premier grand moteur de l'éducation anglaise est donc religieux puisque l'arrivée du Catholicisme en Grande-Bretagne marque le début de son histoire. La fondation de collèges destinés à convertir les païens de tous âges et à former les nouveaux ministres du culte sera le premier exemple connu d'éducation formelle. Cet apprentissage allait ultérieurement se faire connaître sous le nom de *Grammar Schools*, dont le propos allait comprendre un enseignement général, se centrant essentiellement autour du latin et de sa littérature subséquente, afin de préparer les élites pour les fonctions religieuses, législatives et gouvernementales¹. Considérées comme étant la contribution anglaise à la Renaissance du Nord, ces écoles vont également promouvoir l'éducation un peu plus populaire puisque leur réputation s'étend à un tel point qu'elles en viennent à demander que leurs élèves aient préalablement certains acquis intellectuels afin d'être admis dans leur enceinte. C'est ainsi que sont créées les *Reading et Writing Schools*, qui, soutenues par des dons, sont une préparation intellectuelle pour les études supérieures. Dans cette veine de divulgation du savoir de base, des leçons destinées à une clientèle moins rapprochée du pouvoir sont créées. Des écoles élémentaires se déploient au Moyen Âge et sont connues sous le nom de «Pettie» (petite), la clientèle qu'elles desservent étant de petite taille et de classes moins aisées. La fonction professorale en est assurée par les membres du clergé qui y sont obligés par leur devoir moral et qui n'ont, en conséquence, aucune formation particulière. Cette modeste démocratisation de l'enseignement se poursuit au niveau secondaire lors de la création en 1382 d'une *Grammar School* qui va permettre, fait novateur, à 70 «pauvres et indigents» de poursuivre leurs études dans ce cénacle hautement élitiste et dirigé, comme le reste des structures scolaires, par le Clergé catholique.

¹ Harold C. Dent, *Education in England and Wales*, Londres, Hodder and Stroughton, 1977, p. 1.

Cette situation bascule toutefois sous la poussée d'un autre acteur religieux, soit l'Anglicanisme. En 1534 est prononcé l'Acte de Suprématie qui corrobore le droit du roi et de ses successeurs à être les chefs sur terre de la nouvelle Église d'Angleterre. Un impact tant temporel que spirituel s'en suit puisqu'un nouveau lien avec l'érudition va être défini. Si les catholiques avaient peur de l'hérésie qui pouvait résulter de l'étude de la Bible, les Réformés vont plutôt craindre la propagation et la persistance des superstitions dues au manque d'étude du Livre Saint et vont de ce fait promouvoir l'idéal d'une société lettrée se fondant sur les Saintes Écritures : « le peuple de Dieu allait être composé de gens éduqués, citant les mots saints des pages imprimées². »

Cette base théologique explique pourquoi le schisme religieux n'a que peu d'impacts négatifs sur le plan scolaire. Le côté purement temporel de la chose, soit les installations physiques, n'est pas malmené à l'excès malgré des mesures assez radicales. Même la dissolution des monastères qui se déroule entre 1536 et 1540 s'avère peu dévastatrice puisque les édifices sont majoritairement affectés à la nouvelle Église, ou encore convertis pour des fins scolaires. Cette transformation touche particulièrement les riches bienfaiteurs qui se mobilisent dans un effort soutenu afin de préserver ces bastions de savoir, si bien qu'en 1660, il existait en moyenne une Grammar School pour 4 400 personnes, soit une proportion qui ne fut à nouveau atteinte qu'au 20^{ième} siècle³.

L'Église se met également à proposer un discours concret consistant en l'obligation morale pour les plus fortunés de contribuer par la charité aux besoins matériels et spirituels des pauvres. Suite à cet appel, les jeunes des classes sociales moins aisées se voient desservis par des Écoles de Paroisses ou par des *Charity School* soutenues par des dons individuels. Ces institutions ont comme principal objectif la diffusion de la religion anglicane et la moralité, et offrent parfois également la possibilité d'apprendre un métier simple. Ces établissements augmentent en nombre jusqu'à la fin du 17^{ième} siècle où ils vivent un essor dû à la création de sociétés religieuses visant à leur expansion, et ce, tant du côté Anglican que de la part des Dissidents⁴. Dans cette lancée est fondée en 1699, sous le patronage de

² Lawrence Stone, « Literacy and Education in England, 1640-1900 », *Past and Present*, 42, février 1969, p. 79.

³ Dent, *Education in England*, p. 3.

⁴ Cette régénération n'est cependant pas fortuite, puisqu'elle trouve son fondement dans la promulgation de l'Acte de Tolérance de 1689, qui permet l'existence d'associations insoumises à la religion étatique à la condition qu'elles

Thomas Bray, *The Society for Promoting Christian Knowledge* dite *SPCK*. Les buts officiels de cette association sont de prodiguer une éducation élémentaire aux masses en établissant des écoles de catéchisme dans toutes les paroisses des grands centres ainsi que de fournir de la littérature religieuse à ceux vivant loin d'une bibliothèque. Officieusement cependant, une telle initiative sert à protéger l'anglicanisme face aux tendances dissidentes. Néanmoins, et bien que subjective, cette expérience va participer à l'expansion de l'alphabétisation parmi les jeunes de 7 à 12 ans qui vont y recevoir une éducation quotidienne de 7h à 11h et de 13h à 17h à l'intérieur d'écoles associées aux paroisses. Le programme offert y comprend un enseignement religieux ainsi qu'une pratique de base de certaines occupations industrielles telles le filage, le tissage, la couture, le tricot et le tressage de la paille. Les rudiments de certains métiers, tel celui de cordonnier, sont parfois également enseignés. Aucun frais n'y est demandé puisque les coûts sont assumés par des legs et des contributions volontaires. Cette Société connaît un bon succès, puisqu'en 1760, à son apogée, plus de 30 000 pupilles, comprenant même des adultes recevant une éducation de soir, y étaient inscrits.

À cette initiative s'ajoutent les *Circulating School*. Également reliées directement à l'Église, puisque seule la lecture des textes sacrés y est enseignée et « qu'aucun pauvre, ni aucun autre n'y apprendrait jamais à y écrire ou à y compter⁵ », son enseignement y est prodigué à l'intérieur des bâtiments paroissiaux où des professeurs itinérants s'y arrêtent pendant trois ou quatre mois afin d'y transmettre leur savoir. Cette structure eut un grand succès puisqu'en 1761 il existait plus de 3 500 écoles qui comptaient plus de 160 000 élèves sur une population de plus de 6 millions d'âmes.⁶

Comme aucun moyen coercitif ne soutient ces avancés, ces chiffres sont impressionnants puisqu'ils reflètent des gestes personnels et communautaires. C'est cette

portent un serment d'allégeance au roi. Ces groupes, souvent refusés par les maisons d'éducation supérieure tel Oxford et Cambridge, fonderont, grâce à l'acte du Schisme de 1714, leurs propres écoles supérieures dont l'excellence fera oublier le précédent affront et permettra la formation d'une élite anti-conformiste qui s'emploiera à éduquer sa communauté.

⁵ Keith Evans, *The Development and Structure of the English School System*, Londres, Hodder and Stoughton, 1985, p. 22.

⁶ Edward A. Wrigley et Roger S. Schofield, *The Population History of England 1541-1871, A Reconstitution*, Londres, Edward Arnold, 1981, tableau 7.8.

seule impulsion qui donne au début du 19^{ième} siècle une situation où près de 65% de la population est alphabétisée⁷.

Ce chiffre, remarquable, ne doit cependant pas être considéré comme uniforme. Les régions géographiques ont entre elles des différences⁸. L'Est et l'Ouest se situent généralement entre 50% et 56 % de ce taux alors que les villes du Nord jouissent d'une avance persistante⁹. Le Sud rural, pour sa part, ne correspond à ces chiffres que de 1748 à 1764, pour ensuite stagner tandis que les Midlands ont jusqu'en 1775 une période de lente progression. De plus, une grande dichotomie vient des classes sociales. Les archives des licences des mariages de l'archevêché d'Oxford et du diocèse de Gloucester en fournissent une illustration¹⁰. Dès 1700 le clivage social semble déjà présent, puisque la petite noblesse, le clergé et les hommes exerçant une activité professionnelle possèdent un taux d'alphabétisation quasi-parfait et que les artisans suivent relativement de près avec un taux de 87%. Néanmoins, la situation est tout autre avec les travailleurs et les serviteurs qui n'ont que 46 % des leurs en état de signer le registre paroissial de l'endroit, ce qui les place au dessus du niveau national qui s'échelonne entre 35% et 40 %. Les femmes, quant à elles, ont un niveau qui se situe habituellement à la moitié de celui des hommes de leur milieu¹¹.

Bien que l'éducation donnée à l'intérieur de cette période est sommaire et correspond plus à un contrôle d'intentions qu'à une attention altruiste et désintéressée du sujet, elle s'implante progressivement dans les habitudes et les esprits. Néanmoins, le fait qu'elle n'est pas totalement étendue aux classes moins aisées démontre que ces dernières vivent sous un régime de subsistance qui privilégie une allocation du temps rémunérée. C'est pourquoi un régime élevé de natalité est préféré afin de maximiser la consommation, laissant

⁷ Lawrence Stone, « Literacy and Education », p. 120..

⁸ Et, de plus, ces données sont également mises en doute par certains auteurs qui maintiennent une opinion différente à ce sujet remettant en question les recherches de leurs prédécesseurs. À ce sujet, on peut consulter Harvey J. Graff, *The Legacy of Literacy : Continuities and Contradictions in Western Culture and Society*, Bloomington, Indiana University Press, 1991, notamment aux pages 232 et 313 -314.

⁹ Michael Sanderson, *Education, Economic Change and Society in England, 1780-1870*, Londres, The MacMillan Press, p. 103.

¹⁰ Lawrence Stone, « Literacy and Education », pp.103, 110-111. Il est à noter que ce sont là 2 circonscriptions religieuses qui sont souvent utilisées. Deux faits principaux l'expliquent ; en premier lieu la richesse et la précision de leurs registres ainsi que le fait qu'elles sont situées à mi-chemin de la ville et de la campagne, ni trop loin ni trop proche, absorbant ainsi les deux populations en un même endroit.

¹¹ Stone, « Literacy and Education », p. 109.

peu de temps à consacrer au perfectionnement. Cette situation va se poursuivre encore quelque temps sous l'impulsion d'un nouveau pourvoyeur d'éducation, soit le patronat.

Le patronat

Comme les changements survenus dans les modes de production vont avoir des répercussions jusque dans les structures sociales, l'éducation va suivre le courant et voir sa structure touchée alors que le patronat va devenir le nouvel artisan de sa diffusion.

Si les Guildes ont commencé plus tôt à fournir une éducation sous l'égide de personnes d'influence reliées au monde du travail, cette formation contraignante va décliner avec la perte de pouvoir de ces institutions. Elle va être remplacée par d'autres processus où l'éducation et un travail, tous deux à mi-temps, deviennent le moyen d'entrer dans un emploi spécialisé. Cette instruction, offerte dans les *School of Industry*, devient le moyen de donner une formation technique aux jeunes des classes défavorisées jusqu'à ce que la Révolution industrielle amène des changements qui vont demander une nouvelle organisation du temps.

Le nouveau travail de production va en effet sortir les enfants de la maison et des champs afin de leur fixer des horaires inflexibles en plus de donner une nouvelle échelle chronologique au travail qui débute dorénavant vers 7 ans, ne laissant guère de temps pour acquérir une éducation. Cette réorganisation va faire que les décennies 1760 et 1770 vont être témoins d'une baisse drastique de la présence de jeunes alphabétisés. Plusieurs facteurs convergent vers cette situation, notamment le fait qu'une hausse importante de la population épuise les places disponibles dans les écoles existantes. De plus, un net déclin dans la création des écoles subventionnées se constate. Alors que de 1710 jusqu'à 1750, plus de 131 écoles avaient été érigées dans le Derbyshire, le Cheshire et le Lancashire, la période s'étalant de 1750 à 1800, ne voit que 81 écoles naître, les différents donateurs préférant

visiblement investir ailleurs, la ferveur religieuse qui avait présidé à leur établissement s'étant visiblement essoufflée¹².

Cette situation ne semble néanmoins pas inquiéter de prime abord les patrons qui avancent que la Révolution industrielle s'est faite sans une éducation notable des masses. Ce raisonnement explique en partie l'inertie scolaire des premières années dans les endroits les plus industrialisés. Les régions rurales sont aussi touchées mais bien plus tard vu le besoin constant de main-d'œuvre infantile requise dans les champs¹³. Ces conjonctures font que l'approche privilégiant la quantité d'enfants sur leur perfectionnement est la plus de mise, alors que le temps des membres d'une famille est plus rentable en répondant à des besoins alimentaires.

Ce laxisme éducationnel n'était cependant pas pour durer. Le développement de l'enseignement allait se modeler afin de s'adapter aux données proposées par la nouvelle situation industrielle. Si, dans un premier lieu, la pénurie de temps posait problème, une solution allait y être apportée. L'emploi du temps hebdomadaire des jeunes ouvriers et ouvrières étant souvent occupé par six journées de labeur, seul le dimanche restait libre. C'est donc cette journée qui fut proposée comme étant la plus adéquate à l'instruction par Robert Raikes. Ce fait est soutenu par toutes les confessionnalités ainsi que par le patronat qui voit là le moyen d'empêcher une perte de temps de travail en semaine, et qui y trouve, plus sournoisement, une façon de soulager sa conscience en les subventionnant. En 1785 naît donc la *Society for the Establishment and Support of Sunday School*. Les thèmes proposés diffèrent peu des autres institutions d'enseignement dédiées aux plus démunis, ce qui signifie que l'on insiste particulièrement sur la mentalité religieuse, le but souterrain de cette démarche étant d'inculquer les rudiments de la religion et de la lecture afin d'éliminer les « idéologies radicales ». L'enseignement des fameux 3R, soient le « reading, 'riting & 'rithmetic » y est quelquefois peu présent, ce qui laisse parfois dire que dans ces écoles

¹² Sanderson, *Education*, p.12. Il suggère d'ailleurs que les capitaux aient dorénavant été investis vers les canaux, «enclosure» et autres innovations rapportant possiblement d'intéressants dividendes.

¹³ Dorothy Gardiner, *English Girlhood at School; A Study of Women's Education through Twelve Centuries*, Londres, Oxford University Press, 1929, p. 478.

«l'éducation en tant que telle n'y est qu'accidentelle¹⁴», ce qui est corroboré par le fait qu'elle y est prodiguée par des professeurs souvent peu instruits.

Suite à la divulgation de cette théorie par une intense publicité dans les journaux, ces écoles allaient avoir un impact national. En 1800 plus de 750 000 enfants étaient inscrits et en 1830 ce chiffre allait monter jusqu'à 1 500 000 pour atteindre en 1885 le nombre considérable de 5 250 000 pupilles. Une telle assistance est extrêmement importante, et elle gagne encore plus en mérite en considérant qu'elle est offerte à l'intérieur de l'un des seuls temps libre de la semaine, à des élèves souvent fatigués. Ce succès va donc montrer pour la première fois un idéal d'éducation universelle.

Ce cheminement se poursuit sous l'impulsion de Joseph Lancaster, qui instaure le système dit *monitorial* qui fragmente l'enseignement de façon à ce qu'un professeur ne forme, d'une façon mécanique, que les élèves plus brillants, dits moniteurs, afin que ceux-ci enseignent à leur tour à 10 autres étudiants. Un seul tuteur peut ainsi être capable d'enseigner à la masse en n'ayant comme responsabilité que l'organisation et la discipline. Poussée à l'extrême, une telle façon de faire permet l'emploi d'un seul professeur pour plus de 100 élèves, réduisant les coûts annuels par tête à moins de 7s 6d¹⁵. Cette manière de procéder est initialement utilisée dans les écoles sans dénomination religieuse, connue sous le nom de *British and Foreign School Society* à l'intérieur desquelles il était calculé que 12 mois étaient nécessaires afin de savoir lire, mais où il fallait compter plus de 3 ans afin d'y acquérir des notions correctes d'écriture et de mathématique¹⁶. Le pendent anglican de cette méthode d'enseignement est fondée en 1811 sous le nom de la *National Society for Promoting the Education of the Poor in the Principles of the Established Church* afin de «conférer aux enfants des pauvres l'inestimable bénéfice de l'instruction religieuse, combinée à d'autres acquis qui pouvaient être adéquats pour leur situation dans la vie et calculés afin qu'ils deviennent d'utiles et respectables membres de la société¹⁷.» De 52 écoles en 1812,

¹⁴ John Lawson et Harold Silver, *A Social History of Education in England*, Londres, Methuen & Co, 1973, p. 243.

¹⁵ Evans, *English School System*, p. 27.

¹⁶ Wrigley et Schofield, *The Population History*, p. 317.

¹⁷ Lawson et Silver, *A Social History*, p. 243.

elles passèrent à 564 en 1815, desservant ainsi 97 920 élèves¹⁸. En 1811, plus du quart des 5 à 15 ans fréquentent les écoles du Dimanche toutes confessions confondues.

Tableau V

Expansion de la <i>National Society</i> entre 1812 et 1830		
Années	Nombre d'écoles	Nombre d'élèves
1812	52	8620
1813	230	40 484
1815	564	97 920
1830	3670	346 000

Source : Stanley J. Curtis, *History of Education in Great Britain*, Londres, London Tutorial Press, 1950 [1948], p. 208

Le visage du monde scolaire est donc ainsi dessiné à l'aube des années 1820. Suite à la très forte demande de main-d'œuvre étant donné le déploiement du monde industriel, les enfants sont toujours impliqués d'une façon active et intensive à l'intérieur du monde du travail. Cela peut notamment s'expliquer par le fait que les salaires adultes sont toujours stagnants ou descendants et que les possibilités d'emplois sont bonnes. De ce fait, la façon la plus rentable d'utiliser le temps des membres d'une famille est de le consacrer au travail. Pour le bien-être de la famille, il est mieux d'avoir des enfants en grand nombre, plutôt que des enfants éduqués et, de fait, le taux de natalité est un des plus hauts jamais atteints. Cela, combiné à la baisse du taux d'alphabétisation, montre qu'il a été clairement compris par les familles productrices que, dans cette période, la quantité est plus rentable que la qualité. Les coûts d'un enfant ne sont pas assez élevés pour en arrêter la procréation, puisque la situation sociale le rend plus producteur que consommateur.

Or, la période s'échelonnant entre 1820 et 1860 va changer ce schéma. Avec l'arrivée d'un nouvel artisan de l'éducation en la personne de l'État, l'enseignement va se diversifier et s'adapter aux besoins spécifiques de la population¹⁹. Il devient de plus en plus présent et recueille sans cesse de nouveaux membres dans ses rangs.

¹⁸ Stanley J. Curtis, *History of Education in Great Britain*, Londres, London Tutorial Press, 1950 [1948], p. 208. La *British Society School* ne tenant pas des comptes aussi précis, il n'est possible de la retrouver quantitativement qu'avec le recensement de 1851 où, sur 17 015 écoles, elle en détient 1 500, prodiguant ainsi un enseignement à 225 000 élèves approximativement.

¹⁹ Emmanuel D'Silva, *Education*, Washington, World Bank Press, 1980 (Sector Policy Papers), p.26.

Cela signifie qu'il y a une transition qui s'effectue graduellement vers un nouveau modèle de pensée qui va inclure des changements dans la natalité et par conséquent, dans le degré de perfectionnement recherché chez un enfant.

La participation personnelle et celle de l'État

À partir de 1820, l'éducation devient le sujet par excellence pour tout esprit éclairé et la condition des pauvres en vient presque à se réduire à celle de leur éducation²⁰. Cela explique pourquoi le monde scolaire se retrouve comme sujet dans des enquêtes sociales et industrielles qui ne sont pas appointées en premier lieu pour sonder ce domaine. De plus, cet intérêt se constate également par le fait que dans la seule période entre 1818 et 1833, alors que la population augmente de 24%, le nombre d'écoles de jour augmente pour sa part de 89%²¹. En 1830, dans les grandes villes telles Manchester, York, Bury, Salford, Liverpool et Birmingham, il y a désormais 1 classe pour 26.8 élèves, alors que, en comparaison, plus d'un siècle plus tard, en 1967, le ratio se placera à 1 pour 29.7 élèves²². Cette lancée continue entre 1832 et 1861, alors que le nombre d'écoles de jour augmente de 68%, dépassant ainsi l'augmentation du taux de population qui est de 40%. Les Écoles du dimanche accueillent pour leur part 2 500 000 jeunes en 1851, englobant ainsi plus des trois quarts des 5 à 15 ans²³. Toutes ces améliorations et efforts déployés à la cause de l'enseignement font qu'en 1834, 96% des employés des manufactures soient en mesure de lire un texte simple²⁴.

Ces transformations et les progrès fulgurants effectués dans le domaine de l'éducation indiquent clairement qu'il y a eu des interactions qui ont fait changer l'équation beckerienne de la quantité et de la qualité. Les coûts relatifs des enfants doivent obligatoirement avoir subi une mutation pour qu'une telle énergie soit dévouée à leur

²⁰ Il faut mentionner que l'éducation des classes moyennes est vue comme étant une tout autre problématique, tant par le gouvernement que par les parents. Si même les gouvernements les plus convaincus des bienfaits du laissez-faire économique concèdent qu'il y a une nécessité quant au financement public des écoles destinées aux classes ouvrières, il semble admis que les classes moyennes doivent continuer à payer les frais scolaires de leur progéniture, puisqu'ils gardent ainsi un contrôle sur l'éducation sur le contenu de l'éducation. Felicity Hunt, *Lessons for Life : The Schooling of Girls and Women, 1850*, Londres, Basil Blackwell, 1987, p. xv de l'introduction.

²¹ Dent, *Education in England*, p. 76. Ces chiffres sont issus d'un sondage effectué en 1883 par Lord Kerry et dont les résultats ne furent publiés qu'en 1835.

²² Sanderson, *Education*, p. 34.

²³ Pamela Horn, *Children's Work and Welfare 1780-1880*, Londres, The MacMillan Press, 1994, p. 10.

²⁴ Edward G. West, *Education and the Industrial Revolution*, New York, Barnes and Noble, 1975, p. 68.

perfectionnement et cette place importante se confirme lorsque l'État commence à s'y impliquer en 1830. Suite au *Rapport* de 1818 où il est question des désormais «insuffisantes contributions volontaires» dans le domaine de l'éducation, l'État décide de remédier à ce financement inadéquat notamment dans les nouvelles villes industrielles, en débloquant une subvention de 20 000£. Celle-ci va aux 2 principales sociétés scolaires afin qu'elles édifient des locaux pour « l'éducation des enfants des classes pauvres de la Grande-Bretagne ». Ces fonds doivent servir dans les secteurs où les souscriptions publiques sont déficientes, mais où il est toutefois assuré que la communauté peut défrayer 50% des coûts et qu'elle peut fournir des garanties quant à la couverture des dépenses courantes.

Cette première initiative étatique est née de bonnes intentions mais elle a toutefois des faiblesses puisqu'elle utilise les sociétés scolaires comme intermédiaires, ce qui amène des conflits d'intérêt. Outre cela, le système ne sert pas efficacement les grandes villes manufacturières, contrairement au projet initial, même si, en 1835, 10 000 £ ont été versées afin d'établir une *Normal School* pour former les professeurs qui manquaient dans ces districts²⁵. Dans ces années, on accepte donc que l'État encourage, mais non qu'il supervise les actions dans le monde de l'éducation²⁶.

Cette vision de l'action de l'État amène R.A. Slaney du *London Educational Center*, à constater que, malgré l'amélioration générale des 30 années précédentes, la classe ouvrière manque encore d'un accès à un système efficace, et que seul l'État serait en mesure de régler ce fait. Les chances d'entente sur un système commun aux pouvoirs anglicans et dissidents étant cependant minces et il conclut que le seul choix de l'État, s'il désire l'amélioration de ce sujet, est de renforcer, et non de supplanter les sociétés scolaires²⁷. Cela explique pourquoi en 1839 le *Lord of Treasury* cède place au *Committee of Council* dans la tâche de gérer les fonds et de « superviser l'application de toutes sommes votées par le Parlement pour l'éducation publique ». Sous la direction de celui qui sera l'instigateur de l'assistance

²⁵Gardiner, *English Girlhood*, p. 479. C'est suite à un rapport présenté au conseil de l'Éducation par les Commissionnaires des Poor Laws sur le manque de professeurs dans les districts pauvres que sont mises sur pied, conjointement avec les deux principales associations, la National School, et la British and Foreign School Society, ces écoles étant destinées à la formation des professeurs.

²⁶ Denis G. Paz, *The Politics of Working-Class Education in Britain, 1830-1850*, Manchester, Manchester University Press, 1980, p. 42.

²⁷ Paz, *The Politics*, p. 65.

obligatoire en 1871, M. Kay-Shuttleworth, ce comité s'intéresse aux écoles, à la formation des professeurs et profite de l'envoi de ses *Rapports* à toutes les institutions scolaires pour donner des idées sur la pédagogie, l'aménagement, les coûts, l'utilisation de l'espace et tout autre sujet relié. En 1846, sous l'impulsion de ce comité, presque toutes les écoles élémentaires acceptent d'être assistées par des fonds publics, et c'est ce qui explique en partie pourquoi la majorité des écoles spécialisées naissent dans cette période.

Afin de réussir à mieux gérer toutes ces nouvelles institutions, une branche indépendante du gouvernement est créée. Celle-ci voit à ce que les institutions reçoivent dorénavant des subsides annuels suffisants pour couvrir non seulement le coût des installations, mais aussi les dépenses courantes. De plus, un système de formation des professeurs est mis en place de manière à ce que les directeurs d'écoles, approuvés par les inspecteurs, nomment de bons élèves de plus de 13 ans pour un apprentissage d'une durée de 5 ans. Le comité acquiert aussi le pouvoir de dicter l'organisation interne des écoles et a comme moyen coercitif le paiement par résultat. La centralisation des diverses institutions devient plus facile et c'est ainsi qu'est créé, en 1856, le bureau du Vice-président du *Committee of Council* qui amène la création en 1861 de la *New Castle Commission* sur l'éducation qui sera la dernière étape vers l'étatisation de l'éducation qui arrivera en 1871²⁸.

Mais, avant cela, dans les années 1850, une fissure dans le monde de l'éducation populaire va nettement commencer à se développer. Les écoles privées et publiques vont désormais devenir concurrentes pour la faveur populaire, puisqu'elles sont différentes à certains niveaux. Les écoles publiques reçoivent, pour leur part, des subsides d'une instance supérieure, qui est soit étatique, religieuse, philanthropique ou privée. Elles sont établies dans des édifices spécifiques et font habituellement partie d'une grande organisation qui les chapeaute, et, le cas échéant, les inspecte. Les coûts en sont assez minimes, lorsqu'ils existent du moins²⁹. Les écoles privées sont, quant à elles, des institutions de petite taille tenues par des particuliers. Ne faisant partie d'aucun regroupement, elles sont financées

²⁸ West, *Education*, p. 106. Il est dit de cette Commission qu'elle est « The most exhaustive document on education in the 19th century and was conducted with impressive mid-victorian thoroughness.»

²⁹ BPP, 1867-68 [3966] XXVIII Report of the Commissioners on the School Inquiry Commission, Vol I, Part I, p. 108.

entièrement par les frais que les parents paient pour y envoyer leurs enfants. Comme elles sont sujettes à aucune inspection, il est constaté des écarts de qualité entre elles puisqu'il n'est pas possible d'en vérifier le contenu.

Ce nouveau choix offert aux parents va permettre une vision renouvelée de l'éducation³⁰ où la famille va définitivement cesser d'être le lien par excellence pour transmettre l'éducation, au profit d'institutions qui lui sont extérieures³¹. La multitude d'écoles et d'institutions qui s'ouvrent ont désormais la particularité de répondre à des besoins précis et à une clientèle particulière. Presque toutes les couches et tous les secteurs sociaux vont avoir une institution scolaire adaptée à leurs besoins. Et, si en 1833 ce sont 20 000 £ qui sont dépensées pour l'éducation, ce chiffre monte en 1870 à 895 000£³². Fait intéressant, si le montant donné représente en 1833, 1% du PIB, en 1883, c'est à 1.06 % de celui-ci qu'équivalent les sommes offertes³³. Le pourcentage est le même, mais il représente 45 fois plus de dépenses pour une même activité qui gagne la faveur populaire.

LES ÉCOLES DISPONIBLES

Un livre publié en 1871 intitulé *The Schools for the People. Containing the History, Development and Present Working of Each Description of English School for the Industrial and Poorer Classes* recense la situation des écoles avant que ne soit passée la loi rendant obligatoire la fréquentation et indique les différentes sortes et catégories d'éducation qui deviennent disponibles et les classe en grandes catégories³⁴. La diversité et le foisonnement des institutions y sont exposés et permettent d'en capter la nouvelle ampleur.

Sous le titre des écoles reliées au *Committee of Council on Education* se retrouvent 8 associations particulières. Les *National Schools*, dépendent des souscriptions locales et parentales et elles regroupent en 1838 plus de 159 écoles pour 808 364 étudiants. Les *British*

³⁰ Wanda F. Neff, *Victorian Working Women. An Historical and Litterary Study of Women in British Industries and Professions 1832-1850*, Georges Allen & Unwin, 1929, p. 83.

³¹ Frank Musgrove, « Middle Class Families and Schools 1780-1880 : Interaction and Exchange of Function between Institutions », *Sociological Review*, 7, 1959, p. 169.

³² Sanderson, *Education*, p. 18.

³³ West, *Education*, p. 198.

³⁴ Georges C. Bartley, *The Schools for the People. Containing the History, Development and Present Working of Each Description of English School for the Industrial and Poorer Classes*, Londres, Bell & Daldy, 1871, 582 pages.

Schools qui ont comme principal point la liberté religieuse et le «pupil-teacher system» ont plus de 217 438 élèves. Les *Infants Schools*, qui ont des pupilles à partir de 2 ans sont vues comme « une excellente façon de prendre en charge d'une manière profitable les enfants pendant que les parents sont engagés dans leurs devoirs domestiques et autres³⁵.» En 1858, plus de 17% des moins de 5 ans y apprennent les rudiments de l'écriture, l'alphabet et les images. Les *Evenings Schools*, offrent, pour leur part une éducation de soir et concernent les enfants un peu plus vieux, qui travaillent dans la journée. Elles sont associées aux *Day Schools*, mais sont parfois déficientes dans leur enseignement, puisqu'en 1868, plus de 20% de leurs pupilles échouent à leurs examens de mathématiques. S'ajoutent à cela les écoles à dénomination religieuse telles les *Écoles Catholiques*, qui, apparues dans les années 1830, vont posséder plus de 220 établissements pour desservir les 160 000 membres de leur communauté en âge de recevoir de l'éducation. Les *Écoles Congrégationalistes*, vont, elles, avoir en 1851 plus de 269 écoles, en plus de la communauté juive qui va avoir son propre système. Toutes ces écoles accueillent plus de 1 093 570 d'élèves à la fin de la période.

Le *Science and Art Department of the Committee of Council on Education* compte, pour sa part, 600 *Science Schools*, fondées à partir de 1853, et qui ont pour but d'instruire les futurs artisans de plus de 12 ans dans les développements de la science pratique. Pour ce faire, les matières de bases sont enseignées, telle la géométrie, la physique et la chimie et des bourses sont disponibles pour certains des étudiants. Les *Schools of Art* sont pour leur part ouverts afin « d'étendre le savoir des arts et le principe du dessin parmi le peuple, et plus particulièrement la classe ouvrière³⁶.» Les *Trades Schools* sont également présentes, bien que parfois connues sous d'autres noms. Elles préparent leurs élèves à l'apprentissage pour les domaines de l'ingénierie, du bâtiment et du commerce. Pour ce faire, elles ajoutent aux cours habituels des notions sur les mathématiques pratiques, sur la science physique, aussi bien que des notions comptables et architecturales. À celles-ci s'ajoutent les *Navigation Schools* qui sont en place afin de permettre le perfectionnement des marins qui entrent dans le domaine. Elles visent à préparer les apprentis, les seconds et les maîtres pour les examens des certificats de compétence. Toutes les écoles de cette catégorie font bénéficier de l'éducation plus de 180 000 élèves.

³⁵ Bartley, *The Schools for the People*, p. 107.

³⁶ *Ibid.*, p. 140.

D'autres institutions sont sous la direction du *Secretary of State for War*. L'*Army School* fait qu'il est possible pour tous les soldats, stationnés dans un environnement raisonnablement sûr, de pouvoir profiter d'une éducation s'ils le désirent et cela s'applique tant dans des classes pour hauts gradés que dans des écoles pour enfants ou pour les adultes. Le tout semble donner des résultats puisqu'en 1868, plus de 73.8% des enrôlés savent lire et écrire. Il existe aussi, incidemment, des écoles pour les orphelins desdits soldats. Dans la même veine, des écoles sous la direction des *Lords Commissioners of the Admiralty* ont également un nombre conséquent d'élèves. Les *Training Ship for the Royal Navy* servent à former des garçons de plus de 15 ans afin d'en faire des marins plus aguerris aux nouvelles techniques navales. Les *Schools on Board of Her Majesty ship*, mises en place en 1862, servent à éduquer les jeunes qui sont membres d'équipage. Ceux-ci apprennent sous un professeur appointé par l'amirauté, qui peut également, sans frais, s'occuper de l'enseignement des adultes du navire. Les *Royal Marine Schools* servent à l'éducation des marins qui ne sont pas en mission, comme les *Dockyard Schools* et les *School for the Orphans of Sailors* le font également. Ces diverses façon de faire réunissent donc plus de 20 500 pupilles sous leur égide.

Une autre catégorie d'éducation disponible est sous la coupe de la direction du *Secretary of State for the Home Department*. Ce dernier possède sous sa juridiction la supervision des contrevenants, parmi lesquels se trouve un nombre important de mineurs, et offre en 1854 un programme éducatif afin de permettre une réhabilitation aux repris de justice. De plus, des écoles sous la supervision des *Commissioners of Lunacy* offrent des opportunités aux *Idiots and Imbeciles* d'avoir un entraînement intellectuel, physique et industriel afin de procéder à une intégration plus facile dans la société de plus de 1000 bénéficiaires. Les *Schools for the Deaf and Dumb*, parties d'initiatives privées et les *Schools for Cripple* sont également des «institutions pour l'entraînement spécial de certaines sections de la communauté³⁷.» En tout, près de 10 000 personnes profitent de ce parrainage.

³⁷ Bartley, *The Schools for the People*, p. 362.

Les *Schools under the Direction of the Poor Law*, qui ont été mises en place avec le filet social prodigué par la *New Poor Law* de 1834, permettent à ceux qui « sont tombés dans les filets de secours des maisons de travail et des prisons puissent avoir leur éducation garantie³⁸.» L'éducation ici offerte va donc avoir comme but second de réduire le nombre de pauvres en les éduquant à un métier. Les *Workhouses Schools* sont pour leur part destinées à ceux dont la pauvreté n'est « pas leur faute, puisqu'ils l'ont héritée de leurs parents ». Selon la loi, les garçons et filles qui sont attachés aux maisons de travail doivent, durant trois heures au moins chaque jour, être instruits dans la lecture, l'écriture et les mathématiques, et les principes de la religion chrétienne : « and such others instruction shall be imported to them as may fit them for service and train them to habits of usefulness, industry and virtue³⁹. » La domesticité est l'une des principales carrières visée par cette éducation, et leurs élèves sont en grande demande parmi les employeurs⁴⁰. Cette idée est confirmée d'ailleurs par les propos d'un commissaire en 1862 :

The girls go out into world far more skilled in all those duties than the children of the independant labourer : are more trustworthy, docile and obedient and are of better moral character ; and that such is the is satisfactorily proved by the preference given to the former by employers and by the fact that the workhouse schools are all drained of the larger girls, the supply being inadequate to the demand⁴¹.

De plus, afin d'améliorer la gestion de ces institutions, les *Districts Schools* sont créés. Ce sont des établissements réunissant dans un seul bâtiment des *Workhouses* de plusieurs districts, afin d'éviter le dédoublement des écoles individuelles dans le but d'économiser et de rationaliser les installations. Cette façon de faire éduque plus de 40 000 personnes.

³⁸ Sanderson, *Education*, p. 21. L'éducation des détenus est venue en premier avec le « Prison Act » de 1832 alors que les *Workhouses* ne se sont vues incorporées à ce schéma effectivement en 1834.

³⁹ BPP, 1861 [2794] XXI Report of the Commissioners on the State of Popular Education in England, Part II, p. 11 qui cite « Order of Poor Law Board », Art. 114, de 1834.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 152.

⁴¹ BPP, 1862 (510) XLIX Education of the Pauper Children, Copies of Reports from the Poor Law Inspectors, p. 419, conclusions du Rapport de W.H.T. Hawley.

Ces écoles sont donc celles qui vivent sous la supervision et les subventions de l'État⁴². Cependant, tel qu'il a été précédemment mentionné, ce ne sont pas les seules institutions offrant un enseignement. Il existe également divers type d'instruction offertes par des établissements ne bénéficiant ni de la supervision, ni des fonds gouvernementaux. Qu'elles soient d'obédience religieuse, telles les *Cathedral Schools* qui relient les institutions catholiques, les *Parochial Schools*, presque obsolètes malgré la place primordiale qu'elles occupèrent au siècle précédent avec les SPCK, les *Ward Schools* similaires aux *Charity Schools*, ou encore plus spécifiques, telles les *Orphans Schools* qui regroupent tous les orphelins d'un territoire ou les *Schools for the Blind*, elles desservent une éducation grâce à des souscriptions privées et volontaires, avec, parfois, un léger montant défrayé par les étudiants.

Les institutions majeures

Les 3 institutions dont il est le plus souvent fait mention à l'intérieur des *British Parliamentary Papers* sont celles qui, par leur essence, leur présence ou encore leur intégration au tissu social, sont le plus en contact avec la population ouvrière. La première de ces catégories est celle qui est en fait la plus ancienne, soit les *Sunday Schools*. Elles ont une très forte connotation religieuse et sont « d'un incalculable bénéfice pour la génération montante, et une grande dose de gratitude doit être due à ces enseignants volontaires engagés dans ce travail⁴³ ». Ainsi, en 1818, plus de 5 463 écoles prodiguaient un enseignement dominical et ce chiffre s'élève à 33 514 écoles en 1858 desservant plus de 2 388 397 étudiants. En raison de leur fondement essentiellement religieux, les «3R» n'y sont pas toujours totalement assimilés par les pupilles. De l'aveu même d'un révérend : « les Écoles du Dimanche ne doivent pas être prises comme un moyen efficace d'éduquer, elles comblent les trous et peuvent corriger les déficiences doctrinales⁴⁴. » C'est pourquoi, bien

⁴²Frances Warwick, *Progress in women's Education in the British Empire, Being the Report of the Education Section, Victorian Era Exhibition*, 1897. Il est à noter que les Écoles d'agriculture sont absentes de cette nomenclature, alors qu'elles seront à la fin du siècle, considérées comme le choix par excellence pour celles et ceux qui se cherchent un avenir. Ainsi, la comtesse de Warwick, suite à l'exposition de l'ère victorienne en dira « now, we hold that there is simply an unlimited sphere of useful, profitable, interesting, elevating and agreeable employment ». Cependant, pour l'heure, c'est encore l'essor technique qui occupe l'avant-scène dans le domaine des emplois et des carrières possibles.

⁴³Bartley, *The Schools for the People*, p. 437.

⁴⁴BPP, 1861 [2794] XXI Answers to the Circular of Questions of the Commissioners of Popular Education, Part V, p. 7, 4a, propos du Révérend Samuel Best.

qu'on s'accorde pour dire que les enfants qui s'y rendent manifestent un désir de s'instruire, il n'y parviennent pas toujours.⁴⁵ La réponse typique et ironique souvent trouvée dans les *British Parliamentary Papers* quant à savoir si un enfant sait lire et écrire est que : « Non, mais je vais à l'École du Dimanche⁴⁶. »

La seconde catégorie est celle des *Ragged Schools*. Similaires aux Écoles dites industrielles, elles préparent à un métier « les moins fortunés qui ne gravitent pas dans les orbites officielles⁴⁷. » Sans frais, elles sont soutenues par des initiatives privées philanthropiques qui les ont fondées dans les années 1840⁴⁸. En 1852, Londres compte plus de 132 institutions desservant plus de 26 000 étudiants qui peuvent se rendre dans ses écoles de jour, de soir, du Dimanche ou dans ses classes industrielles⁴⁹. Elles sont similaires en leur programme aux autres écoles, hormis le fait que « les enfants y sont moins bien habillés⁵⁰. » Les *Mecanics Institutions* sont aussi souvent mentionnées. Elles donnent pour leur part des connaissances artistiques et scientifiques à la classe ouvrière et comptent 216 institutions pour plus de 25 641 élèves en 1841. Leurs cours du soir, assez avancés, vont devenir le moyen par excellence pour recevoir une éducation technique, et ce, malgré des coûts pouvant se révéler assez élevés⁵¹.

La troisième grande sorte d'écoles mentionnées sont celles que l'on dit privées. Souvent décriées, elles n'en comptent pas moins près de 1 000 000 d'adhérents, et englobent les *Dames Schools*. Ces dernières sont de toutes petites institutions, le plus souvent tenues par de vieilles dames sans qualification particulière. Il s'agit d'une sorte de jardin d'enfants où ces derniers sont placés à partir de l'âge de 2 ans pendant les quarts de

⁴⁵ BPP, 1834 [572] IX Select Committee Report on the State of Education of the Poorer Classes, question 1499 pour l'idée du désir et BPP, 1843 [432] XIV Children's Employment Commission, Appendix to the Second Report of the Commissioners (Trades and Manufactures), Part II, p. 6, pour le fait que les enfants y sont parfois bien ignorants.

⁴⁶ BPP, 1843 [431] XIV Children's Employment Commission, Appendix to the Second Report of the Commissioners (Trades and Manufactures), Part I, b57, mais ce n'est là qu'un exemple qui peut se retrouver à maintes reprises, soit d'une façon tout-à-fait textuelle, ou encore dont l'esprit est en tout point similaire.

⁴⁷ Sanderson, *Education*, p. 20.

⁴⁸ BPP, 1861 [2794] XXI Report of the Commissioners on the State of Popular Education in England, Part II.

⁴⁹ BPP, 1861 [460] VII Education of Destitute Children, Select Committee Report, p. 7. Comme le ratio filles/garçons est similaires, les classes industrielles comprennent pour les premières la couture et pour les seconds un métier manuel particulier.

⁵⁰ Bartley, *The Schools for the People*, p. 384.

⁵¹ Grace G. Leybourne et Kenneth White, *Education and the Birth-Rate, A Social Dilemma*, Londres, Jonathan Cape, 1940, p.85. Les coûts peuvent ainsi s'échelonner entre 10 s à 1£ 10s pour un cursus usuel, alors que des cours spéciaux peuvent coûter jusqu'à 5 £.

travail de leurs parents. Ces institutions se distinguent par la modicité des frais demandés et par l'instruction simple et utile qui y est donnée. Les coûts s'échelonnent vers 1823 entre 3*p* et 4*p* par semaine et leur nombre en 1818 représente le sixième des institutions d'éducation présentes. Cependant, puisqu'aucune supervision n'y est effectuée, la qualité diffère d'un endroit à l'autre et cette inconstance en fait sa plus grande faiblesse. Des extrêmes sont ainsi atteints, comme dans cet endroit où la dame refuse catégoriquement d'enseigner les mathématiques puisque c'est, à son avis, totalement inutile pour ses pupilles⁵². Néanmoins, d'autres écoles sont plus adéquates et la Société Statistique de Birmingham s'étonne du fait qu'elles soient plus satisfaisantes qu'elle ne l'avait anticipé, mais constate que la qualité diffère selon les villes⁵³.

À cette nomenclature s'ajoutent toutes les écoles privées de jour du pays. De celles-ci, on semble en sous-estimer la quantité, mais leur nombre devrait se situer autour de 14000⁵⁴. En 1851, il y a ainsi deux fois plus d'écoles privées que publiques en Angleterre, et elles enseignent à plus du tiers des élèves⁵⁵. Proches de la clientèle qu'elles desservent, de petite taille comme le montre le chiffre qui précède, elles ne sont pas de qualité identique, mais sont peut-être plus à l'écoute des besoins que les institutions chapeautées par de grandes instances. Elles occupent une place importante dans le tissu social des quartiers dans lequel elles sont installées⁵⁶.

CONCLUSION

Le domaine de la transmission du savoir à l'intérieur de structures formelles a été en constante évolution depuis les débuts de son implantation en sol anglais. Cependant, son essor fulgurant, et dénué de toute force coercitive, s'est effectué lors de la période de transition qui va de 1820 à 1860. Les pourvoyeurs qui ont vu au cours des siècles à son

⁵² Gardiner, *English Girlhood*, p. 479.

⁵³ Robert Webb, « Working Class Readers in Early Victorian England », *The English Historical Review*, vol. 65, 1950, p.51. Il se compare notamment à Manchester et Liverpool et se félicite de leur qualité.

⁵⁴ Phil Gardner, *The Lost Elementary Schools of Victorian England. The People's Education*, Londres, Croom Helm, 1984, p. 50.

⁵⁵ Sanderson, *Education*, p. 19.

⁵⁶ Voir notamment à ce sujet les livres de J. S. Hurt, *Elementary Schooling and the Working Classes 1860-1918*, Londres, Routledge et Kegan Paul, 1979, ainsi que celui de Phil Gardner, *The Lost Elementary Schools of Victorian England. The People's Education*, Londres, Croom Helm, 1984 qui réhabilitent cette forme d'éducation.

installation n'ont jamais réussi à atteindre une telle présence que lorsque ce sont les parents en tant que tels qui ont pris la décision d'envoyer à l'école leur progéniture. L'État n'est à cette période que le soutien et non le propagateur des institutions scolaires.

En devenant l'occupation principalement associée aux enfants, l'éducation confirme l'approche de Becker. La baisse de la natalité et de celle de l'occupation juvénile sont les deux étapes d'une modification des coûts relatifs aux enfants qui amènent d'une façon consciente à une hausse de la formation scolaire. Cependant, cette recherche de l'éducation pour sa descendance ne peut être soutenue que par une volonté personnelle de valoriser activement cette nouvelle activité. Or, c'est là un point qui est omis dans la vision de Becker, ce qui en est notamment une des principales critiques. Afin de combler cette lacune, les racines sociales de l'implication des acteurs sociaux vont être ajoutées à cette approche statique.

CHAPITRE 6

LES COMPORTEMENTS SOCIAUX

L'approche de Becker, aussi intéressante et pertinente soit-elle, comporte néanmoins quelques failles. Celle d'omettre de faire une place aux interactions sociales et aux prises de décisions est majeure. Une personne agit rarement sans être influencée d'une façon ou d'une autre par son entourage, et, de la même manière, ses gestes ont aussi un impact sur son environnement immédiat. C'est donc pourquoi, afin de combler cette lacune, les changements dans les comportements sociaux face à l'éducation seront examinés.

L'impact de l'évolution des mentalités s'avère réel et est une force qui influence l'éducation. Si cet aspect de la problématique est sous-estimée par la théorie de Becker, il n'en est pas moins visible à l'intérieur des *British Parliamentary Papers* où il est représentée par toutes les données qui règlent le quotidien des acteurs sociaux.

Les actions des familles des classes populaires ont souvent été mal appréciées et considérées comme étant désintéressées. Toutefois, les paroles et les gestes concrets des familles ouvrières ont démontré leur attachement à l'éducation. Que ce soit par une valorisation sociale de cette occupation, autant que par des changements budgétaires, les parents, mères comprises, ont posé des actions concrètes afin de faire de l'éducation l'activité par excellence comme moyen de contingence face aux soubresauts du monde ouvrier.

LA VISION DE L'ÉDUCATION

Le développement de l'éducation des classes populaires a longtemps été perçu comme étant fait presque contre la volonté des personnes concernées. Les instances en charge de l'éducation, n'ont guère pris soin de consulter les parents face aux attentes qu'ils entretenaient pour l'éducation de leurs enfants et ont perpétué dans leur vision scolaire la stratification sociale. Le développement de l'école publique s'est donc effectué sous la

coupe d'une direction ayant une vision assez hermétique tant de l'éducation que de la classe à qui elle s'adressait. Cette image s'est si bien développée qu'elle a engendré une vision du développement du système éducatif comme un processus imposé, malgré les réticences parentales, par dirigeants éclairés et conscients du poids de leur action. Cela peut se décrire en une phrase lapidaire : « Le développement s'est fait d'en haut, malgré la classe ouvrière et certainement pas à cause d'elle¹. »

Afin d'illustrer cette façon de concevoir l'éducation, la source la plus adéquate se révèle être les annotations des *British Parliamentary Papers*. À l'intérieur de ceux-ci se trouve un microcosme de la vision scolaire qu'entretient par certaine partie de l'élite face aux réponses qu'apportent les classes ouvrières. Dans ceux-ci, il est possible de déceler le moment où l'éducation commence à devenir une préoccupation de l'État. Ainsi, avant 1817, les mentions à ce sujet sont éparées et se retrouvent, en fait, plus sous les rubriques de la moralité des jeunes examinés que sous toute autre dénomination. Les enquêtes, notamment celles sur le travail des enfants, ne contiennent pas le terme *éducation* dans leur glossaire, ni dans les alinéas des pages qui servent à noter des points importants et à apporter des précisions jugées essentielles au propos et ce n'est donc que dans la seconde décennie du 19^{ième} siècle que la première vraie représentation des conditions de l'éducation sera effectuée. Toutefois, son libellé marque clairement l'état d'esprit qui l'habite puisque c'est sous le vocable de « of the Poorest Classes » que l'enquête est menée.

Le comportement des parents

Les commentaires face à l'implication parentale dans *les British Parliamentary Papers* sont très souvent empreints de notions péjoratives. Fréquemment ces remarques sont faites par les gens qui possèdent une influence sociale et qui sont écoutés.

¹ Philip Gardner, *The Lost Elementary Schools of Victorian England. The People's Education*, Londres, Croom Helm, 1984. p. 4.

Dans cette veine, à l'intérieur de l'introduction d'un Rapport d'enquête sur les Écoles de 1867-68, les commissaires vont noter :

Much evidence has been laid before us tending to show that indifference and ignorance of the subject on the part of the parents are among the chief hindrance to education at present. Too often the parents seem hardly to care for education at all. Too often they give no inordinate value to mere show. Too often they think no education worth having that cannot be speedily turned into money. In fact, many parents need education themselves in order to appreciate education for their children, and their present opinion cannot be considered final or supreme².

Ce n'est là qu'une des attitudes prises face aux parents qui sont souvent décrits comme étant indifférents et ignorants, appellations qui reviennent dans de nombreux extraits. Ils sont dépeints comme étant peu motivés: « Je ne crois pas que les parents soient vraiment intéressés face à l'éducation de leurs enfants. Je juge cela en me basant sur le fait qu'il y en a beaucoup qui ne sont pas éduqués³.» Ou alors peu concernés: « les enfants de ces parents négligeants et ignorants⁴.» Dans certains endroits, on les affuble même d'une totale absence d'intérêt: « Dans les districts miniers, les parents 'simply don't care'⁵.»

De fait, l'apathie qui est prêtée aux parents semble être si profonde que, aussi tard qu'en 1861, une forme de coercition paraît inévitable : « Les parents ne les enverront [leurs enfants] que s'ils sont forcés. Ils ne peuvent trouver que très peu de raisons pour les faire éduquer actuellement⁶.» Toutefois, on admet parfois, mais très rarement, que ce détachement peut possiblement avoir une source autre qu'intellectuelle : «Les parents qui peuvent à peine garder ensemble leur esprit et leur corps parce qu'ils sont exténués de fatigue, vont, sans aucun doute, n'avoir que très peu d'intérêt dans l'éducation de leurs enfants⁷.» Un tel comportement de compréhension est assez rare et le propos retombe presque invariablement sur l'indolence des adultes en général, qu'ils soient parents ou

² BPP, 1867-68 [3966] XXVIII Report of the Commissioners of the School Inquiry Commission, Vol 1, Part 1, p. 15 de l'introduction.

³ BPP, 1843 [432] Children's Employment Commission, Appendix to the Second Report of the Commissioners (Trades and Manufactures), Part II, G22, propos de James Sterling.

⁴ BPP, 1842, [381] XVI First Report of the Children Employment Commission (Mines), p. 431.

⁵ BPP, 1861 [2794] XXI Report of the Commissioners on the State of Popular Education in England, Part II, p. 304.

⁶ BPP, 1842 [381], Appendix N, p. 203.

⁷ BPP, 1861 [2794] XXI Answers to the Circular of Questions of the Commissioners of Popular Education, Part V, p. 30, propos de T.W.Allies.

employeurs. Ainsi, à la question de savoir si les parents apprécient l'éducation, le Révérend J.S. Howson répond en 1867 :

Speaking generally the parents are excessively indifferent. I am sorry to say that the action on the parents, and also on the employers, is almost nothing. There are exceptions, and marked exceptions, but I am afraid I must say that the result on the whole in that respect is disappointment⁸.

De fait, les propos portent parfois des connotations tout simplement péjoratives envers la classe ouvrière :

Parents too often require extraneous influence to be constantly exercised over them to send their children to school, to acquiesce in the discipline required, and to abstain from withdrawing them either altogether or on frequent and often frivolous pretences⁹.

La famille ouvrière est donc immanquablement montrée du doigt lorsqu'il est question de mauvais exemple. Même Mr. Kay-Shuttleworth, qui sera plus tard un superbe et efficace promoteur et organisateur du mouvement scolaire obligatoire, n'est pas tendre dans les remarques qu'il adresse au *Select Committee* en 1838 : « J'ai le regret de dire que l'exemple des parents n'est pas celui que ceux qui espèrent pour l'amélioration des enfants aimeraient montrer comme modèle¹⁰. » La *Manchester Statistical Society* abonde également en ce sens dès 1835 : « Plusieurs maux doivent être imputés aux parents qui, eux-mêmes ignorants, sont incompetents afin d'apprécier la valeur d'une bonne instruction [...] et sont la cause de l'absentéisme de leurs enfants » et de continuer en mentionnant plus loin : « L'éducation de la génération montante doit-elle être laissée plus longtemps aux seuls caprices de telles personnes ? ¹¹ »

Avec toutes ces remarques sur le comportement douteux des parents, on pourrait s'attendre à trouver une force parentale carrément hostile à l'éducation. Or, il est intéressant de constater que dans tous les *British Parliamentary Papers* qui ont été dépouillés, une seule notice fait état d'un enfant soustrait par la volonté explicite de ses parents et non pour

⁸ BPP, 1867-68 [3966-III] IX Schools Inquiry, Minutes of Evidence Taken Before the Commissioners, Part I, p. 288.

⁹ BPP, 1861 [2794] XXI, Part V, III c, p. 269.

¹⁰ Gardner, *The Lost Elementary Schools*, p. 88.

¹¹ BPP, Select Committee Report on the State of Education in the Borough of Salford in 1835, Manchester Statistical Society, 36, p.21, cité par Gardner, *Ibid.*, p. 88.

des raisons alimentaires. Un seul cas d'un jeune ouvrier de 8 et demi, John Betty , qui mentionne:« Je ne vais pas à l'École du Dimanche, mon père et ma mère ne veulent pas me laisser y aller¹².»

Tous ces extraits ne témoignent nullement de la réticence des parents à l'égard de l'éducation . Par cette démonstration, il semble possible de concevoir qu'il y a une envie d'éducation et un désir de se l'approprier puisqu'il n'y a pas de retrait ou d'écart massif du système scolaire de la part des familles.

Les optiques proposées

Toutefois, si l'enseignement est si bien considéré par les familles ouvrières, la tiédeur décriée dans l'accueil face à l'éducation, bien réelle dans certains endroits, doit trouver ailleurs sa source. De fait, celle-ci repose probablement sur la définition que les classes supérieures donnent de l'éducation qu'ils entendent offrir à la classe ouvrière.

Lorsqu'il est question de l'enseignement, c'est toujours dans un cadre restrictif envers ces classes que le couplet est servi. Ce faisant, la vision de l'éducation qui est promulguée se retrouve à être éloignée de la notion d'instruction qui est voulue par ceux qui la reçoivent. Lorsqu'on décrit les raisons qui incitent à la présence et à la continuité de l'enseignement, c'est presque toujours en terme de réforme des moeurs de la classe ouvrière. On joue sur plusieurs points d'ailleurs. Parfois, la structure de la société en tant que telle est visée :

Where they are not kept on in a progressive course of education, but allowed to run wild and to mingle indiscriminately with those that surround them, the bad effects are soon visible in their temper, conduct and whole deportment; they become less obedient in some measure regardless of speaking the truth and live in entire forgetfulness of the golden rule of doing unto others as they wish to be done by¹³.

Il est également fait appel aux conditions morales. Lorsque *les British Parliamentary Papers* de 1842 s'étendent sur le travail des enfants, c'est sous le titre *On the moral*

¹² BPP, 1842 [381] XVI First Report of the Children's Employment Commission (Mines), p. 264.

¹³ BPP, 1843 [431] XIV, b27, propos de Charles Royle, Maître d'école.

Condition of the Children's que l'on y décrit l'éducation¹⁴. Et là ne réside pas le seul exemple où les deux sont explicitement associés. Ainsi : « La moralité des enfants n'est pas bonne, mais serait grandement améliorée par une meilleure éducation, [s'ils avaient les moyens de s'en procurer]¹⁵. » Ou encore : « L'extension de l'éducation et de l'augmentation des soins de la part des parents et employeurs concernant la conduite des enfants serait le moyen le plus évident d'éradiquer l'immoralité existante¹⁶. » Pour d'autres, la cause semble être perdue d'avance : « Je ne veux pas dire qu'il y a des vices plus proéminents parmi eux, mais bien que les sentiments moraux et les émotions n'existent pas parmi ces enfants et ces jeunes adultes. Ils n'ont pas de morale¹⁷. »

Malgré tout cela, l'éducation a'avère être une activité considérée par le milieu ouvrier, puisqu'il y a, malgré un certain mépris environnant, une implication numérique importante. Les parents ne sont pas indifférents, mais bien présents et attentifs. Cette affirmation se confirme lorsque l'éducation devient une préoccupation de plus en plus importante pour les familles, alors que ces dernières vont commencer à valoriser l'éducation, tant dans des actes concrets que dans la considération sociale qui va lui être donnée.

LE NOUVEAU SOUCI DES FAMILLES

Ce désir et ce souci de l'éducation qui vont se détacher nettement lors de la période de transition ne doivent pas être perçus comme étant un souci exclusif des jeunes générations . Ils existaient dans l'esprit des gens du siècle précédent puisqu'en 1843 Elizabeth Rugg, âgée de 72 ans, observe la situation contemporaine et déclare que l'excès dans le travail confié aux jeunes femmes « interfère avec leur éducation¹⁸. » Qu'une personne d'un tel âge fasse cette remarque est une indication que c'est un souci qui est constant et que l'éducation est une aspiration depuis longtemps présente dans la classe ouvrière. Les propos des travailleurs extraits des *British Parliamentary Papers* contredisent

¹⁴ BPP, 1842 [381] XVI, p. 24.

¹⁵ BPP, 1843 [431] XIV, e56.

¹⁶ *Ibid.*, f 165.

¹⁷ BPP, 1843 [432] XIV, Q 49.

¹⁸ BPP, 1843 [431] XIV, d 38.

de cette manière le discours des élites puisqu'ils démontrent que l'éducation est respectée et qu'elle devient de plus en plus valorisée parmi leurs membres.

Au niveau social

La formation en milieu urbain devient de plus en plus prisée afin de s'offrir un meilleur avenir. Dans ces milieux où la concentration de population est plus dense, on commence à se rendre compte que l'éducation est un atout pour le travailleur. Dans les milieux moins urbanisés, cependant, il existe toujours une difficulté à en saisir les nuances :

In the agricultural districts chiefly, but not exclusively, there is a strong feeling among parents that grammar, geography, history etc. are not of any value to children who will have to work with their hands for their breads. « What is the use », they ask « of teaching them about old kings and battles fought long ago, and place far away that they are likely to see ? Much better let them learn what will prepare them to get their living »¹⁹.

Puisque la population subit une mutation tant du côté de l'emploi que de la résidence, ce n'est pas la tendance globale. Le monde urbain gagne en effet sur le rural dès 1800 et va le dépasser vers 1850. Ainsi, en 1831, le quart de la population totale de plus de 12 millions d'Anglais vit dans les villes et ce chiffre monte au tiers de la population en 1841 pour arriver à une situation où, en 1850, plus de la moitié des 17 millions d'habitants résident à l'intérieur d'une structure urbaine²⁰. Cet accroissement n'est toutefois pas totalement naturel puisqu'il est aidé par une migration rurale essentiellement composée de jeunes gens actifs, laissant de côté les personnes âgées et moins ambitieuses²¹. De ce fait, le bassin majeur des villes se voit composé par des générations aptes à suivre les développements afin de se former, ou alors de former sa progéniture, dans le but d'entrer plus adéquatement sur le marché du travail.

¹⁹ BPP, 1861[2794] XXI Report of the Commissioners on the State of Popular Education in England, p. 350.

²⁰ N L Tanter, *Population and Society 1750-1940, Contrasts in Population Growth*, Londres, Longman, 1985, p. 143.

²¹ Robert Woods, « The Population of Britain in the Nineteenth Century », Michael Anderson, éd., *British Population History. From the Black Death to the Present Day*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p.311.

Étant ainsi prise dès le début des années 1830, l'éducation est considérée comme un «grand bienfait» pour les enfants²². Les parents, pères et mères, semblent avoir confiance en l'enseignement puisqu'ils disent entre eux qu'ils espèrent que leurs enfants soient «favorisés par l'action de l'éducation²³.» Cet attachement semble devenir de plus en plus fort au cours des décennies puisque les absences commencent à décliner suite à la compréhension de la valeur de l'enseignement. Un enquêteur le note de cette façon :

I believe, however, that this indifference is on the decrease. In many places teachers state that there is considerable anxiety shown by parents to ensure the education of their children; sometimes, because they themselves are uneducated and have experienced the want; more frequently because they have received education themselves, and found its value²⁴.

Bien que ce ne soit pas toujours dit aussi éloquemment, le désir de fournir le plus d'éducation possible est une caractéristique qui transcende les décennies. En 1843, un témoin mentionne que, même si l'enseignement reçu est d'une qualité variable, les parents: «désirent donner toujours plus d'éducation à leurs enfants²⁵.» Et, pour rejoindre ce but, les mères vont s'impliquer directement, même si elles doivent surmonter des obstacles majeurs comme le travail. Un exemple réside dans les propos d'un jeune mineur âgé de 6 ans qui mentionne qu'il est allé à l'école à l'âge de 3 ans parce que son père voulait en faire un bon étudiant avant qu'il ne soit obligé de travailler, et que, maintenant qu'il travaille, son père attend qu'il se soit endurci un peu avant de l'envoyer à l'école du soir, même si cela signifie lui couper une heure de sommeil alors que son labeur prend près de 12 heures²⁶.

L'expérience de ce jeune homme est une illustration parfaite du combat qui se livre dans cette période de transition entre la quantité et la qualité. Le père a besoin de l'apport financier de son fils. Cependant, il est également conscient que les temps changent et qu'une progéniture est mieux équipée pour le futur si elle possède une certaine éducation. Ce raisonnement explique pourquoi il lui fait prendre un rôle de consommateur alors qu'il

²² BPP, 1831-32 [706] XV Report from the Select Committee on the Bill to Regulate the Labour of Children in the Mills and Factories of the United Kingdom, p. 106.

²³ BPP, 1842 [381] XVI First Report of Children's Employment Commission (Mines), p. 369.

²⁴ BPP, 1861 [2794] XXI Report of the Commissioners on the State of Popular Education in England, Part II, p. 147.

²⁵ BPP, 1842 [431] XIV Children's Employment Commission, Appendix to the Second Report of the Commissioners (Trades and Manufactures), Part I, propos de George Trickett, e-24.

remplit déjà sa tâche de producteur. Certes, ces deux aspects conjugués forment un emploi du temps qui est excessif, mais c'est là la marque des périodes de transition.

Les documents font également voir une sensibilisation à l'enseignement et à ce qu'il est possible d'en retirer dès 1830. En utilisant un exemple bien articulé venant d'Écosse, il est possible d'y constater la place respectée de l'éducation :

I think very decidedly, and that we owe the morality of our rural districts in particular almost entirely to that habit handed down from father to son, so that we have scarcely any rural population who are not perfectly aware of the importance of education, and not willing to make sacrifices to secure it to their children²⁷.

La notion de sacrifice dont il est question va devenir un concept progressivement intégré au discours des parents. Nombre d'extraits mentionnent la volonté, qui n'est plus désormais entravée par des conditions économiques insurmontables, de se sacrifier afin d'apporter une meilleure éducation. En 1861, sous les propos du Révérend Freman on peut lire que :

The parents will generally make very great personal sacrifices to keep their children at school, provided the children themselves are really interested in their work and have an attachment to the school and teachers, arising from a moral sense of duty, and a personal desire to improve²⁸.

Ces extraits sont corroborés par des témoignages individuels. Ainsi, en 1833, un garçon de 12 ans travaillant dans les manufactures déclare : «je veux aller à l'école du dimanche régulièrement et il n'y a aucune raison pour que je n'y aille pas. Je veux être instruit²⁹.» (I want to be a scholar) Cet attrait envers l'éducation n'est pas coercitif, mais bien sincère. Il y a une vraie demande de la part de la classe ouvrière pour l'enseignement, et celle-ci est bien mise en valeur dans cet extrait où il est question d'une École du soir qui

²⁶ BPP, 1842 [380] XV First Report of the Children's Employment Commission (Mines), p. 17.

²⁷ BPP, 1834 [572] IX Select Committee Report on the State of Education of the Poorer Classes, p. 460.

²⁸ BPP, 1861 [2794] XXI, p. 254.

²⁹ BPP, 1833 [450] XX, p. 12.

compte plus de 30 élèves qui y sont par leur propre volonté : « These are persons who learn from a pure desire to benefit themselves by education³⁰. »

Au niveau ouvrier

Le retour de l'investissement dans l'éducation devient donc graduellement plus visible aux yeux des parents: «L'intérêt des parents envers l'éducation est influencé par les résultats qu'ils voient se manifester dans la conduite et dans les connaissances de leurs enfants³¹.» L'instruction, notamment dans le domaine du travail, devient progressivement une composante de la qualité d'un enfant qui en augmente sa valeur dans la famille. La formation industrielle sur le terrain demeure toujours un outil utile et concret parce qu'elle donne ultérieurement un meilleur salaire, mais elle n'est désormais plus seule.³² L'éducation formelle devient prisée pour le monde du travail. La formation du capital humain commence à prendre place. Dès 1842, il devient possible de trouver des témoignages qui stipulent en substance que : «Cela fait une grande différence pour un apprenti s'il a été bien éduqué, il y a une grande différence dans la façon dont il travaille³³.» Cette tendance semble d'ailleurs prendre énormément de place puisque l'on trouve des déclarations d'employeurs disant qu'ils n'engageraient que des travailleurs éduqués s'ils le pouvaient, mais que comme il n'y en a malheureusement pas assez en cette année 1861, ils doivent à regret en embaucher qui ne le sont pas³⁴.

³⁰ BPP, 1842 [381] XVI, p. 149.

³¹ BPP, 1861 [2794] XXI, p. 106.

³² BPP, 1843 [431] XIV, témoin 101. Ainsi, le salaire de Sarah Moorbank, 14 ans, est plus élevé lorsqu'elle arrive sur le marché du travail puisqu'elle a pu bénéficier de la pratique et de l'habileté acquise par l'exercice de la couture dans ses plus jeunes années.

³³ BPP, 1842 [381] XVI, p. 120.

³⁴ BPP, 1861[2794] XXI. Les différentes opinions émises par les employeurs à ce sujet se retrouvent principalement entre les pages 260 et 280.

Parfois, cependant, l'éducation n'est vue que comme une simple façon de comprendre le monde extérieur et les normes à suivre pour mieux y évoluer. Le contremaître John Metcalfe déclare en 1843 :

I see a great difference; educated men are much better workman, generally, and much more easy to manage ; uneducated men are very difficult to manage ; they can be turned any way ; one discontented fellow in a shop will make them all refractory³⁵.

Cette remarque met bien en évidence le fait qu'il existe pour les contemporains une dichotomie, esquissée grossièrement, certes, mais bien présente, entre les gens éduqués et «les autres». L'éducation devient un agent de promotion sociale qui a des effets tangibles sur le monde du travail. Même dans les régions minières, où les cycles de vie ne sont guère affectés par la modernisation, l'instruction se fait percevoir comme étant utile pour l'avancement :

There can be no promotion in the collieries from the position of a mere pitman to that of a deputy, overman or viewer, without some knowledge of writing and arithmetic as well as reading. Education is a means of acquiring a preparation for the main business of life-earning a livelihood³⁶.

Le même sentiment est partagé par un autre agent minier qui mentionne que l'éducation peut permettre à un mineur de monter et de devenir un agent ou un superviseur, ce qu'il n'aurait pu faire autrement.³⁷ De même, une promotion dans un métier particulier passe par une hausse des connaissances dont dispose un artisan. Un charpentier le résume magnifiquement ainsi : «Je suis charpentier et mon fils le sera probablement. Maintenant, un charpentier qui sait faire des escaliers gagne plus que celui qui ne peut en faire. Pour faire ces escaliers, un homme doit être capable de dessiner, et c'est pourquoi, dans le but de

³⁵ BPP, 1843 [431] XIV, témoin b 10.

³⁶ BPP, 1861 [2794] XXI, p. 351.

³⁷ BPP, 1842 [382] Children's Employment Commission, Appendix to the First Report of the Commissioners (Mines), Part II, p. 457.

donner à mon fils les meilleures chances, je l'ai envoyé apprendre le dessin. En plus, je lui donne un penny supplémentaire par semaine³⁸.»

Au niveau de la promotion sociale

L'éducation devient graduellement un désir et un souci pour les familles. Le capital humain représenté par les enfants n'est plus exclusivement vu comme étant destiné au travail salarié et une bonne partie de ce fait vient de la valorisation qui est accordée à l'enseignement par les familles. Les parents sont désormais tenus par leurs contemporains comme étant les grands responsables de l'éducation. Alors que l'instruction n'est en fait que quelque chose de facultatif, les propos recueillis face à l'engagement de ceux-ci sont étonnamment durs. Ils contiennent ainsi presque tous un appel à une sorte de coercition morale inhérente à l'activité. La responsabilité parentale d'envoyer sa progéniture à l'école est très marquée et le blâme de l'absence leur revient immanquablement. En exemple, un révérend demande à un professeur s'il a adressé des lettres aux journaux : « afin de se plaindre de la conduite des parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école³⁹.» Un examinateur poursuit en disant en 1861 qu'un parent : « n'a pas le droit moral d'envoyer son enfant travailler pour le simple but d'augmenter son salaire. [...] Le parent est lié moralement à donner de l'éducation à son enfant⁴⁰.»

Ces paroles reflètent un intérêt plus que notable envers le sujet de la part de toutes les parties concernées. Une surintendante de machinerie agée de 26 ans mentionne notamment en 1843 : « Je crois que c'est la faute des parents s'ils n'envoient pas leurs enfants à une école de jour avant qu'ils ne viennent travailler⁴¹.» Ces propos sont incidemment repris quelques années plus tard alors qu'en 1857 S. Fletcher prend part à l'échange suivant :

*How do you account for that ? If they only commence working about 11 years of age, do their parents neglect their education altogether ?
-Yes, I should say it must be their parent's neglect⁴².*

³⁸ BPP, 1861 XXic, Newcastle Report, p. 399, cité par John S Hurt, *Elementary Schooling and the Working Classes 1860-1918*, Londres, Routledge et Kegan Paul, 1979, p. 33.

³⁹ BPP, 1857 (151 Sess I) XI First Report of the Select Committee of the Children Commission on the Bleaching and Dyeing Establishments, p. 71, question posée au Révérend W. Milton.

⁴⁰ BPP, 1861 [2794] XXI Report of the Commissioners on the State of Popular Education in England, Part I, p. 189

⁴¹ BPP, 1843 [431] XIV, c55.

⁴² BPP, 1857 (151 Sess I) XI, p. 52.

La responsabilité de l'éducation est donc totalement attribuée aux parents, ce qui laisse voir qu'elle est socialement bien implantée puisque, si tel n'était pas le cas, les attaques ne seraient pas aussi fortes et aiguës.

L'IMPLICATION PARENTALE

Une autre preuve de la valorisation scolaire est le fait que les parents s'impliquent directement dans le choix et dans le fonctionnement de l'établissement d'enseignement. On les voit préférer et recommander les écoles qu'ils considèrent être de bon niveau. Une enseignante, Miss Carpenter, décrit la situation de 1861 comme suit :

I have not found want of interest in the parents of the children. I believe that in general where the education given is good, the labouring classes value the means thus afforded to their children of rising in the world⁴³.

Les parents vont préférer un établissement scolaire qui correspond à leurs attentes. C'est là une preuve de la place grandissante prise par l'éducation, car, si tel n'était pas le cas, les familles ne prendraient pas le temps de regarder la composition et la réputation détenue par l'institution, ce qui est pourtant noté par un enquêteur :

If you meet with cases in which parents display an increased or increasing anxiety to obtain education for their children, you will try to ascertain whether that feeling is connected with the character of the school, whether it is stronger when the school is better, and vice versa⁴⁴.

Lorsque l'éducation est de piètre qualité, il arrive ainsi parfois que les parents s'abstiennent ainsi d'y envoyer leur progéniture. Un M. Coode mentionne, toujours en 1861, qu'il est étonnant que des personnes aussi dépourvues d'éducation que sont les parents de la classe ouvrière puissent être d'aussi bons juges des qualifications d'un professeur. Des installations scolaires, édifices et classes, peuvent ainsi être désertées pendant des années. Il suffit cependant que l'arrivée d'un professeur « qui comprend son travail » soit connue pour que l'école se remplisse à nouveau si bien que, parfois, une nouvelle école séparée pour les

⁴³ BPP, 1861 [2794] XXI Answers to the Circular of Questions of the Commissioners of Popular Education, Part V, p. 113.

⁴⁴ BPP, 1861 [2794] XXI, p. 11.

jeunes filles et pour les plus jeunes doit être ouverte afin de faire face à la demande ⁴⁵. Cette situation est succinctement résumée à l'intérieur de cette phrase dite à propos d'un professeur : « She was quite a good teacher.... I mean, we shouldn't have stayed there if she hadn't have been....⁴⁶»

Ces exemples mettent ainsi en relief l'intérêt actif et quotidien démontré par les parents et enfants envers le monde de l'éducation. Ces actions ont cependant la particularité de venir principalement des membres féminins d'une famille, qui y sont fortement impliquées.

L'importance des femmes

Les précédents exemples concernant l'éducation ont fait ressortir les actions féminines à l'intérieur de divers domaines. Celles-ci sont confirmées par les extraits des *British Parliamentary Papers* qui montrent que c'est souvent la mère qui est en charge de l'allocation du temps des enfants, et qui choisit progressivement de le diriger vers l'éducation. En 1843, un jeune garçon de 8 ans, Thomas Hunt, mentionne dans cette veine que, même si son père est vivant, c'est sa mère qui l'envoie à l'École de Dimanche⁴⁷. De même, Mary Perry, 10 ans, dit que même si elle aimerait aller à la Chapelle comme les autres filles avec qui elle travaille, sa mère ne veut pas qu'elle abandonne l'école⁴⁸.

Les mères de familles sont les principaux interlocuteurs lorsqu'il s'agit de discuter des progrès scolaires de leurs enfants. En 1861, dans le district manufacturier de Coodes, un enquêteur déclare que c'est en parlant avec les parents : « mais plus particulièrement avec les mères des enfants envoyés dans les différentes écoles⁴⁹ » qu'il arrive à avoir une vision des préférences qui sont entretenues envers divers sujets. De plus, lorsqu'il est question du genre favori des professeurs, les réponses penchent sans équivoque vers les femmes :

⁴⁵ Paroles de Mr. Coode, BPP, Report of the Commissioners on the State of the Popular Education in England (dite Newcastle Commission) citées dans West, E.G., *Education and the Industrial Revolution*, Londres, B.T. Batsford Ltd, 1975, p. 37.

⁴⁶ Propos de Dorothy Martin citée par Gardner, *The lost Elementary Schools*, p. 1.

⁴⁷ BPP, 1843 [432] XIV, m 26.

⁴⁸ *Ibid.*, q 10.

⁴⁹ BPP, 1861 [2794] XXI Report of the Commissioners on the State of Popular Education in England, Part II, p. 276.

«puisqu'elles rendent les enfants plus disciplinés et plus polis⁵⁰.» Il semble également s'affirmer une très forte tendance des femmes à prendre les rênes de l'éducation de leurs enfants à la maison. À l'intérieur des *British Parliamentary Papers*, cette idée se trouve tout au long de la période, notamment jusqu'en 1867-68 où il est encore répété qu'il est possible d'assumer que « les parents, mais plus spécialement les mères⁵¹» sont capables et prêts à envoyer leurs enfants dans les Écoles de jour.

Une valorisation de l'éducation et une prise de conscience de son importance sont donc définitivement installée. Les changements dans les mentalités ont eu un effet sur le comportement des familles de la même manière que Becker présume que les innovations dans les technologies du travail ou les coûts de l'éducation ont tournés les parents vers la qualité et non la quantité dans leurs enfants.

LES CHANGEMENTS DANS LES BUDGETS

La gestion des fonds

Le budget des familles est composé, tel qu'il a plus tôt été mentionné, de l'agglomération des divers entrées salariales, généralement hebdomadaires, de tous les membres de la famille. Sa gestion est la responsabilité d'une personne qui doit distribuer équitablement les fonds, tant aux membres de sa famille que dans les différents secteurs de dépenses. Plaçant une somme conséquente entre les mains d'une personne, cette tâche donne un certain pouvoir décisionnel à celle qui la gère puisque cela signifie que ses jugements sont considérés et que ses décisions affectent directement l'allocation de temps de la famille. Le gestionnaire du budget prend donc de cette manière une part active à la vie de la famille.

Cette tâche comptable est assez souvent mentionnée à l'intérieur des *British Parliamentary Papers* où la remise des gages à la personne responsable est une action qui est fréquemment citée. En consultant plus de 58 exemples pris entre 1819 et 1861, il semble

⁵⁰ *Ibid.*, p. 277.

⁵¹ BPP, 1867-68 [3966] XXVIII Report of the Commissioners of the School Inquiry Commission, Vol I, Part I, Appendix I : « Lord Lyttelton on the Conscience Clause».

possible de déceler la tendance majeure en ce domaine⁵². De ces passages, où figure le terme « salaire » et où est nommé un membre de l'unité familiale, la tendance est assez limpide. Seuls 9 extraits y mentionnent le père comme étant le gestionnaire, soit à peine 15.5 %. Le salaire remis au terme générique de « parents » apparaît pour sa part 16 fois, ce qui signifie 27.6 % des répondants. Le reste des citations, soit 33, vont donc mentionner le membre de la famille restant, et c'est ainsi que plus de 56.9 % des extraits vont parler de la mère comme étant la personne à qui reviennent les rémunérations.

La domination de cette dernière est donc vraisemblablement bien installée. C'est assurément l'élément féminin du foyer qui va être le bénéficiaire desdits gages, l'utilisation du terme générique « féminin » n'étant pas ici un hasard. Il semble en effet que lorsque la mère n'est plus présente, c'est une autre femme de la maisonnée qui a la tâche de faire le budget. La grande sœur doit ainsi souvent reprendre le rôle laissé vacant, et les frères et sœurs, peu importe leur âge, lui remettent leurs gains, comme Georges Anderson, 11 ans, qui donne son salaire à sa sœur, ainsi que James Malone, 17 ans, qui, orphelin, ne garde pas ses gains, mais les remet à cette dernière⁵³. Et, si ce n'est pas une sœur qui a la tâche, elle peut revenir à une autre figure féminine, soit la grand-mère⁵⁴.

Les salaires sont donc versés intégralement à la personne responsable du budget. Souvent, au début de la période, les enfants n'ont aucune idée du montant rapporté par leur labeur, qu'ils travaillent dans les manufactures de Manchester ou dans les mines du Northumberland. C'est donc pourquoi Daniel Penman, 17 ans, ne sait pas le montant du salaire qu'il rapporte, pas plus que James Moseley, 14 ans, ou Mary Ann Smith, 10 ans⁵⁵. Cette pratique semble durer assez longtemps, bien que cela dépende des circonstances de vie des personnes concernées. Si les enfants sont orphelins, ils peuvent commencer à être leur propre maître à 12 ou 14 ans, mais s'ils ont des parents, ils vont travailler jusqu'à 21 ans pour ces derniers, «et même un peu plus tard⁵⁶» à moins qu'ils se soient précédemment

⁵² Ces conclusions résultent de mes propres calculs effectués à partir du dépouillement des British Parliamentary Papers nommés à l'intérieur de la bibliographie.

⁵³ BPP, 1842 [381] XVI, p. 583 pour le premier exemple et BPP 1843 [432] XIV, p. 625 pour le second.

⁵⁴ BPP, 1833 [450] XX, p. 53.

⁵⁵ BPP, 1842 [381] XVI, p. 452 pour Daniel Penman, page 689 pour James Moseley et BPP, 1843 [432] XIV, G 3.

⁵⁶ BPP, 1833 [450] XX, D 2.

mariés. De fait, les salaires individuels sont globalement remis à la mère jusqu'à ce que les enfants quittent la maison⁵⁷.

Les différents salaires étant généralement versés aux femmes, cela démontre que ce sont également elles qui vont en avoir la gestion. Les extraits témoignent de cette circonstance qui est, selon la situation et les observateurs, qualifiée de bonne ou mauvaise. Dans les papiers parlementaires sont consignés des exemples d'administration féminine qui se jouent au demi penny comme d'autres beaucoup plus laxistes qui semblent plus pencher vers des dépenses dites «frivoles» que vers celles qui sont essentielles⁵⁸. Toutefois, malgré ces divergences d'opinion envers leur administration, c'est tout de même aux femmes que l'on s'adresse en priorité lorsqu'il est question de l'économie familiale. Ce sont vers elles que les examinateurs se tournent afin d'avoir des réponses à leurs questions sur la gestion des fonds. C'est à la mère d'une famille de 8 enfants que les observateurs vont demander comment, avec un salaire masculin de 6s par semaine, elle arrive à subvenir à tous les besoins de son entourage, et c'est elle qui va fournir toutes les astuces auxquelles elles ont recours⁵⁹.

Ce rôle d'organisatrice de la vie économique est tellement présent que, dans certains endroits, le jour de la paie est le vendredi afin que :« les femmes puissent aller au marché le samedi⁶⁰.» Cet exemple illustre donc la place plus qu'active que les femmes jouent dans la sphère économique.

Les différences à travers les périodes

Avant la transition

Au début de la période de transition, le budget des familles est donc limité à l'essentiel. La vision des dépenses est prosaïque puisqu'il s'agit de parer au présent sans penser, ou sans pouvoir penser du moins, à l'avenir. Les déboursés sont utilitaires et se

⁵⁷ Wally Seccombe, *Weathering the Storm, Working-Class Families from the Industrial Revolution to the Fertility Decline*, Londres, Verso, 1993, p. 61.

⁵⁸ BPP, 1842 [382], Part II, p. 245 pour les budgets strictement tenus et p. 239 notamment pour la seconde opinion que les femmes sont de « very bad managers » et BPP, 1843 [432] XIV, Q 63 pour les retrouver décrites comme « extravagantes et insouciantes » .

⁵⁹ BPP, 1843 [431] XIV, c 3.

⁶⁰ BPP, 1842 [381] XVI, p. 150.

concentrent sur le logement, la nourriture, le chauffage et, si les salaires combinés le permettent, les vêtements.

C'est là l'illustration de la primauté de l'instant, de la quantité présente face à une quelconque qualité de vie future. Ce trait de vie est incidemment repris par les tenants de la morale qui trouvent moyen, en grossissant cependant les traits à l'aide d'un système de références sociales particulièrement orientées, de mettre en relief cette condition particulière :

The too general want of interest in matters not directly associated with their daily occupation, I have found the leading characteristic of the working classes. To live « from day to day » and « from hand to mouth », with little thought or provision for the future, and without a well-fixed desire, still less with any settled plan to better their condition, and emerge from a subordinate and dependant station, is the doom or birthright of a large proportion of the population. The occasional exceptions to this general rule are only to be met with in persons of a superior energy and genius who seem not naturally to belong to their original caste and who speedily get above it⁶¹.

La période de transition

La prérogative de conduire le budget est si bien reconnue aux femmes qu'à la fin de la période de transition, le programme de certaines écoles privées pour filles comprendra des cours ayant comme titre « Saving Banks and the Nature of Interest⁶². » Au début de la période, les choses n'en sont naturellement pas là mais de minces changements quant au comportement monétaire se font voir. Un souci d'avenir commence en effet à poindre et, dès 1833, il est fait mention de Clubs financiers fondés par des travailleurs et travailleuses qui contribuent à la cagnotte commune à raison d'un penny par semaine afin de se prémunir contre une éventuelle baisse de salaire qui ébranlerait leur monde financier⁶³.

⁶¹ BPP, 1843 [431] XIV Part 1, D7, section portant sur les manufactures de l'Est de l'Angleterre.

⁶² BPP, 1861 [2794] XXI p.128 dans une section débutant à la page 126 où il est question des «training lessons for female» parmi lesquelles il semble entendu que la formation féminine doit inclure des connaissances sur les budgets, la santé et les banques (p. 134).

⁶³ BPP, 1833 [450] XX, p. 73.

Cette nouvelle notion d'épargne ouvrière est extrêmement importante parce qu'elle met en relief deux points extrêmement importants pour la période de 1820 à 1860. En premier lieu, elle signifie qu'il est dorénavant possible de faire des économies dans un budget, ce qui prouve que le stade de la simple survie alimentaire est maintenant dépassé. La classe ouvrière peut, semble-t-il, espérer avoir un niveau de vie allant vers l'amélioration puisqu'elle peut se permettre de dépenser sur autre chose que sur les besoins essentiels. Le second point appréciable qu'elle démontre est qu'il est possible d'avoir une vision, aussi ténue soit-elle, de l'avenir. Les familles peuvent penser à un bien-être futur et se préparer en conséquence. Une action de contingence est utilisée face au monde du travail, ce qui est de très bon augure pour les changements dans le monde de l'éducation.

La décennie 1840

La culture de l'épargne qui s'est développée au cours des années précédentes s'implante plus concrètement vers la fin de la décennie 1840 et les années 1850, après les années de disette. C'est la première période où, à l'intérieur des *British Parliamentary Papers* il est possible de retrouver la trace d'épargnes conséquentes, où . Lorsque les enquêteurs questionnent les ouvriers afin de savoir s'ils connaissent des gens avec des économies, la réponse est positive. Des réserves sont maintenant possibles dans la classe ouvrière qui amasse des montants pouvant aller jusqu'à la très importante somme de 150£⁶⁴.

L'allocation du temps des membres d'une famille est en train de subir une mutation. La possibilité qu'une partie du temps soit dévoué à des activités autres que celles ayant une rétribution monétaire est désormais acceptable. C'est un choix extrêmement significatif qu'il soit dévolu à l'instruction puisque cela signifie que les parents sont désormais éveillés au fait que les ressources supplémentaires se doivent d'être réservées à l'éducation. Dépenser pour l'instruction de ses enfants va dorénavant être considéré comme normal et implicite à tout ménage ayant un léger coussin monétaire. Il va même être dit que tous les parents peuvent désormais se conformer à cette idée et « qu'il n'y en a que très peu qui ne peuvent se

⁶⁴ BPP, 1842 [382] Children's Employment Commission Appendix to the First Report of the Commissioners Part II, p. 202 .

permettre de prendre 2*d* ou 3*d* par semaine pour l'éducation de leurs enfants⁶⁵.» La pression sociale s'est transmise et transformée en argument monétaire et, bien que certains parents rechignent parfois sur le prix à payer, il est désormais dit qu'ils peuvent se le permettre s'ils le veulent⁶⁶. Cette simple phrase renferme un élément immensément novateur, puisque la volonté a maintenant des assises qui peuvent être soutenues monétairement et socialement.

Désormais, les fonds disponibles et la pression sociale appellent à l'éducation et l'un n'agit pas sans l'autre. C'est donc pourquoi, lorsqu'il s'agit de savoir si les parents qui reçoivent les plus hauts salaires ont une plus grande attention à l'éducation de leurs enfants, la réponse va comme suit :

No, they are many cases, where the parents have been in the receipt of high wages, where they have not schooled their children at all, or but very imperfectly ; and there are many cases where the parents have been poor, but have paid every attention to the education of their children. I don't think the receipt of high wages insures the attention of parents to their children ; this mainly depends upon their habits of order and good conduct. We see many cases of parents taking advantage of any opportunity of educating their children, whilst others, having the same opportunities, neglect it⁶⁷.

Les parents ont désormais le choix d'envoyer leur progéniture à l'école puisqu'il n'y a plus d'entraves qui empêchent leur volonté de s'exécuter. Et, cette dernière se tourne d'elle-même, sans moyen coercitif, vers l'éducation.

Cette valorisation va être si présente dans les mentalités que les budgets vont commencer à faire obligatoirement une place à l'éducation. À partir de 1842, les budgets comprennent une case «éducation» et les preuves à ce sujet sont nombreuses. Elles se retrouvent notamment dans les *British Parliamentary Papers* à l'intérieur de sections où l'éducation n'est pas le sujet principal de la recherche, ce qui montre à quel point elles sont dorénavant acceptées comme dépenses usuelles. Des exemples sont nombreux et montrent la priorité que semble acquérir l'éducation à partir de cette période. Les prévisions budgétaires

⁶⁵ *Ibid.*, p. 204.

⁶⁶ BPP, 1842 [382], p. 204.

⁶⁷ BPP, 1843 [431], b 12. Ce sont là les propos de David Cooper, Gérant de *James Thompson Brothers and sons*, à Primrose.

se font désormais en déduisant en premier lieu l'éducation qui est une dépense prioritaire. Les jeunes employés d'un moulin à papier situé dans le Kent l'expriment ainsi : Catherine Blenkall, 10 ans « nous gagnons un shilling par jour lorsque notre école est payée», Elizabeth Kemzed, 11 ans, « je peux gagner jusqu'à 2d par jour , et je paie 2d par semaine pour mon éducation», Phoebe Miller « je reçois 11/2 d par jour et je paie 2d par semaine pour l'école⁶⁸.» Cela se clarifie encore plus lorsqu'il est dit que : « Les jeunes garçons et filles entre 8 à 13 ans gagnent environ 18d par semaine, après qu'ils aient payé pour leur éducation⁶⁹» ou encore : « les filles entre 10 et 13 ans gagnent entre 1s à 2s par semaine, après qu'elles aient payé leur école⁷⁰.» Le fait qu'avant toute autre dépense on pense à l'éducation est un exemple probant de la nouvelle mentalité qui est dorénavant installée. Et, cette idée se conclut en force par les propos d'un mère de 4 enfants, Hanah Jenkins qui déclare en 1842 : « Je paie pour l'école, qu'ils y aillent ou non, 4 d par semaine. *'That is our own affair'*⁷¹.»

CONCLUSION

Les changements dans les comportements sociaux révèlent une appropriation encore plus marquée et développée de l'éducation par la classe ouvrière, et principalement par les membres féminins de celle-ci. Bien que les femmes tiennent la caisse familiale, elles ne sont pas nécessairement les seules à décider de la nature des dépenses mais leur implication s'avère notable. Que ce soit au niveau de la promotion sociale de l'activité ou à celui du maniement du budget afin de la favoriser, l'importance nouvelle de l'éducation ressort clairement. Ce que l'approche de Becker ne réussissait pas à cerner, les gestes micro-économiques de ces acteurs sociaux le montrent.

⁶⁸ Ces déclarations viennent tous des BPP, 1843 [431] XIV Children's Employment Commission, Appendix to the Second Report of the commissioners (Trades and Manufactures), Part I, a52 et a 54.

⁶⁹ *Ibid.*, A 11.

⁷⁰ *Ibid.*, A12.

⁷¹ BPP, 1842 [382], p. 527.

CONCLUSION

La seconde décennie du 19^{ième} siècle voit donc effectivement un retrait des femmes du monde manufacturier. Toutefois, les raisons physiques, mathématiques et idéologiques auxquelles sont imputées par l'historiographie moderne la régression de leur présence sur le marché du travail ne doivent pas servir à imposer une vision qui associe femmes et passivité. Cette période est loin de sonner le glas de l'implication féminine dans le monde du travail et l'approche proposée par Gary S. Becker le met bien en relief. Sa prévision qui veut qu'une réduction de la natalité associée à la baisse du travail infantile soit en fait une action féminine concertée dans le but de favoriser consciemment la formation du capital humain représenté par les enfants se réalise en fait complètement à travers la période de transition entre 1820 et 1860. Les changements survenus dans la natalité, le monde du travail et celui de l'éducation réagissent tous d'une façon conforme au modèle et confortent l'idée que ces transformations sont le reflet d'actions concrètes posées dans le but de favoriser le perfectionnement des enfants d'une famille.

La première étape de cette démonstration réside dans la restriction volontaire des naissances. Par celle-ci il est consciemment favorisé un nouveau modèle de consommation familiale qui se base, non plus sur la quantité de membres d'une famille, mais bien sur la qualité de ces derniers. De ce fait, ce changement devient symptomatique de la prise de conscience face aux bénéfices offerts par les petites familles, avantages qui incluent notamment que plus de temps peut être disponible afin de se consacrer au développement de ses membres, ce qui aide clairement à privilégier la formation du capital humain.

Cette recherche de la qualité chez les enfants ne peut toutefois se produire que si des changements dans leurs coûts relatifs ont lieu. C'est ce qui va se produire dans le monde du travail où des modifications apportées aux structures vont rendre le labeur infantile superflu, et, de ce fait, moins disponible. La législation va ainsi changer la perception de la progéniture pour diriger son temps vers l'éducation. La technologie, pour sa part, va subir des améliorations qui vont supprimer l'idée des enfants comme travailleurs automatiques et

la hausse salariale parentale, quant à elle, va enlever la préoccupation d'un apport monétaire supplémentaire. Toutes ces mutations vont avoir comme résultat de ne plus présenter la famille nombreuse comme étant la meilleure façon de maximiser la consommation d'une maisonnée puisque les plus jeunes membres ne sont plus en premier lieu des travailleurs mais bien des consommateurs. De ce fait, leur coût relatif augmente et la qualité recherchée chez eux en fait de même.

Cette conjoncture est reflétée dans le développement de l'éducation. Puisque la hausse de la formation est la composante essentielle de la recherche de la qualité, celle-ci va vivre un développement sans précédent tant à l'intérieur du nombre des institutions créées que dans la diversité des programmes offerts. Sous l'impulsion personnelle marquée des familles, elle va devenir l'occupation première des enfants à partir de cette période, confirmant ainsi l'approche beckerienne quant à la fonction économique dans la recherche de la formation du capital.

Toutefois, cette volonté de se procurer de l'instruction n'est pas marquée qu'à ce seul niveau. Des changements dans les comportements sociaux vont également tendre vers une plus grande ouverture en ce domaine. Tant au niveau de la communauté qu'au niveau du milieu de travail, les gestes des acteurs sociaux prouvent sa nouvelle force. De plus, des actions concrètes féminines, notamment dans la gestion des budgets, vont venir compléter ce tableau de volontarisme et prouver que les changements dans les mentalités ont eu un effet réel sur la valorisation de l'éducation.

Par cette démonstration, l'action féminine dans la formation du capital humain ressort clairement, faisant s'effondrer la vision décrivant les femmes comme étant passives lors de la période de transition. La croissance économique subséquente leur a donné raison et le souci de l'éducation s'est avéré l'une des clés de la réussite financière de la Grande-Bretagne pour les années à venir. C'est là une façon de maximiser les ressources humaines d'un endroit donné qui pourrait aujourd'hui servir d'exemple pour les pays en voie de développement. Un programme d'alphabétisation et une prise de conscience des avantages reliés tant à la scolarisation qu'à l'implication de tous les membres d'une famille dans ce

processus pourrait les aider à entrer de plein pied dans le monde moderne et technologique grâce à cette expérience tentée dès le dix-neuvième siècle.

BIBLIOGRAPHIE

1- Sources (*Les British Parliamentary Papers*)

a) Les British Parliamentary Papers portant sur le monde manufacturier

1831-32 [706] XV Report from the Select Committee on the Bill to regulate the Labour of Children in the Mills and factories of the United Kingdom.

1833 [450] XX First Report of the Commissioners on the Employment of Children in Factories.

1833 [519] XXI Second Report of the Commissioners on the Employment of Children in Factories.

1834 [167] XIX Supplementary Report on the Employment of Children in Factories, Part I.

1834 [167] XX Supplementary Report on the Employment of Children in Factories, Part II.

1842 [380] XV First Report of the Children's Employment Commission (Mines).

1842 [381] XVI Children's Employment Commission, Appendix to the First Report of the Commissioners (Mines), Part I.

1842 [382] XVII Children's Employment Commission, Appendix to the First Report of the Commissioners (Mines), Part II.

1843 [430] XIII Second Report of the Children's Employment Commission on Trades and Manufactures.

1843 [431] XIV Children's Employment Commission, Appendix to the Second Report of the Commissioners (Trades and Manufactures), Part I.

1843 [432] XIV Children's Employment Commission, Appendix to the Second Report of the Commissioners (Trades and Manufactures), Part II.

1857 [151 Sess I] XI First Report of the Select Committee of the Children's Commission on the Bleaching and Dyeing Establishment.

1857 [211 Sess II] XI Second Report of the Select Committee of the Children's Commission on the Bleaching and Dyeing Establishment.

1857-58 [270] XI Select Committee Report of the of the Children's Commission on the Bleaching and Dyeing Establishment.

b) Les British Parliamentary Papers portant sur l'éducation en général

1861[2794] XXI Report of the Commissioners on the State of Popular Education in England, Part I.

1861[2794] XXI Report of the Commissioners on the State of Popular Education in England, Part II.

1861[2794] XXI Report of the Commissioners on the State of Popular Education in England, Part III.

1861 [2794] XXI Answer to the Circular of Questions to the Commissioners of Popular Education , Part V.

1867-68 [3966] XXVIII Report of the Commissioners of the Schools Inquiry Commission, Vol. I, Part I.

1867-68 [3966-1] XXVIII Miscellaneous Papers relating to the Schools Inquiry Commission, Vol. II, Part II.

1867-68 [3966-II] XXVIII Answers to Questions of the Schools Inquiry Commission, Vol. III, Part II.

1867-68 [3966-VIII] XXVIII General Reports by Assistant Commissioners of the Schools Inquiry Commission, Northern Counties, Vol. IX, Part VIII.

1867-68 [3966] XXVIII Special Reports by Assistant Commissioners of the Schools Inquiry Commission, London Division, Vol X, Part IX.

1867-68 [3966-X] XXVIII Special Reports by Assistant Commissioners of the Schools Inquiry Commission, South-Eastern Division, Vol XI, Part IX.

1867-68 [3966-XI] XXVIII Special Reports by Assistant Commissioners of the Schools Inquiry Commission, South Midland Division, Vol XII, Part X.

1867-68 [3966-XII] XXVIII Special Reports by Assistant Commissioners of the Schools Inquiry Commission, Eastern Division , Vol XIII , Part X.

1867-68 [3966-XII] XXVIII Special Reports by Assistant Commissioners of the Schools Inquiry Commission, South-Western Division, Vol XIV, Part IX.

c) Les British Parliamentary Papers portant sur l'éducation des classes défavorisées

1834 [572] IX Select Committee Report on the State of Education of the Poorer Classes.

1835 [465] VII Select Committee Report on the State of Education of the Poorer Classes in England and Wales.

1837-8 [589] VII Select Committee Report on the State of Education of the Poorer Classes.

1861 [460] VII Select Committee Report on the Education of the Destitute Children .

1862 [510] XLIX Copies of Reports from the Poor Law Inspector on the Education of Pauper Children.

2- Les monographies

a) Les ouvrages portant sur l'éducation

BARTLEY, Georges C., *The Schools for the People. Containing the History, Development and Present Working of Each Description of English School for the Industrial and Poorer Classes*, Londres, Bell & Daldy, 1871, 582 pages.

BRYANT, Margareth, *The Unexpected Revolution. A Study in the History of the Education of Women and Girls in the Nineteenth Century*, Londres, University of London Institute of Education, 1979 (*Studies in Education, New Series, n. 10*), 134 pages.

CIPOLLA, Carlo M., *Literacy and Development in the West*, Baltimore, Penguin Books, 1969, 144 pages.

CURTIS, Stanley, J., *History of Education in Great-Britain*, Londres, University tutorial Press, 1948, 655 pages.

DENT, Harold C., *Education in England and Wales*, Londres, Hodder and Stroughton, 1977, 187 pages.

D'SILVA, Emmanuel, *Education*, Washington, World Bank Press, 1980 (Sector Policy Papers), 143 pages.

EVANS, Keith, *The Development and Structure of the English School System*, Londres, Hodder & Stoughton, 1985, 275 pages.

GARDINER, Dorothy, *English Girlhood at School: A Study of Women's Education Through Twelve Centuries*, Londres, Oxford University Press, 1929, 501 pages.

GARDNER, Phil, *The Lost Elementary Schools of Victorian England: The People's Education*. Londres, Croom Helm, 1984, 296 pages.

- GRAFF, Harvey J., *The Legacy of Literacy : Continuities and Contradictions in Western Culture and Society*, Bloomington, Indiana University Press, 1991.
- HOUGHTON, Walter E., *The Victorian Frame of Mind, 1830-1870*, New Haven, Yale University Press, 1957, 467 pages.
- HUNT, Felicity, *Lessons for Life: The Schooling of Girls and Women, 1850-1950*, Londres, Basil Blackwell, 1987, 224 pages.
- HURT, John S., *Elementary Schooling and the Working Classes, 1860-1918*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1979, 241 pages.
- LAWSON, John et SILVER, Harold , *A Social History of Education in England*, Londres, Methuen & Co ltd, 1973, 502 pages.
- MARTIN, Jane, *Women and the Politics of Schooling in Victorian and Edwardian England*, Londres, Leicester University Press, 1999, 167 pages.
- PAZ, Denis G., *The Politics of Working-Class Education in Britain, 1830-1850*, Manchester, Manchester University Press, 1980, 203 pages.
- PURVIS, June, *Hard Lessons: The Lives and Education of Working-Class Women in Nineteenth-Century England*, Minneapolis, Minneapolis University Press, 1989, 308 pages.
- SANDERSON, Michael, *Education, Economic Change and Society in England, 1780-1870*, Londres, the MacMillan Press, 1983, 78 pages.
- SECCOMBE, Wally, *Weathering the Storm, Working-Class Families from the Industrial Revolution to the Fertility Decline*, Londres, Verso, 1993, 286 pages.
- SMOCK, Audrey, *Women's Education in Developing Countries, Opportunities and Outcomes*, New York, Praeger, 1981, 293 pages.
- TAN, Jee-Peng et HAINES, Michael, *Schooling and Demand for Children: Historical Perspectives*, Washington, The World Bank, 1984, (*World Bank Staff working Papers*, n. 697).
- VINCENT, David, *Literacy and Popular Culture, England 1750-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, 362 pages.
- WARWICK, Frances, *Progress in Women's Education in the British Empire; Being the Report of the Education Section, Victorian Era Exhibition 1897*, Londres, Longman's Green and Co, 1898, 370 pages.
- WEST, Edward G., *Education and the Industrial Revolution*, New York, Barnes and Noble, 1975, 275 pages.

b) Les ouvrages portant sur le monde économique

ANDERSON, Michael, *Family Structure in Nineteenth Century Lancashire*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971, 230 pages.

BECKER, Gary S., *A Treatise on the Family*, Cambridge, Harvard University Press, 1981, 288 pages.

BÉDARIDA, François, *La société anglaise du milieu du XIXe siècle à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 1990 (*Collection Points Histoire*), 540 pages.

CHAMBERS, Jonathan D., *Population, Economy and Society in Pre-Industrial England*, Oxford, Oxford University Press, 1972, 162 pages.

COLLIERS, Frances, *The Family Economy of the Working Classes in the Cotton Industry*, Manchester, Manchester University Press, 1964, 94 pages.

DUNBAR, Janet, *The Early Victorian Woman: Some Aspects of her Life (1837-57)*, Londres, George G. Harrap & Co ltd, 1953, 192 pages.

ENGLANDER, David et O'DAY, Rosemary, *Retrieved Riches: Social Investigation in Britain, 1840-1914*, Cambridge, Scolar Press, 1995, 427 pages.

FLEISCHMAN, Richard K., *Conditions of Life Among the Cotton Workers of Southeastern Lancashire 1780-1850*, New York, Garland Publishing, 1985, 474 pages.

FLETCHER, Sheila, *Feminists and Bureaucrats : A Study in the Development of Girl's Education in the Nineteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980, 249 pages.

HEWITT, Margareth, *Wives and Mothers in the Victorian Industry*, Westport, Greenwood Press, 1958, 245 pages.

HILL, Bridget, *Women, Work and Sexual Politics in Eighteenth-Century England*, Oxford, Oxford University Press, 1989, 275 pages.

HORN, Pamela, *Children's Work and Welfare 1780-1880s*, Londres, The MacMillan Press, 1994, (*Studies in Economic and Social History*), 111 pages.

HUBERMAN, Michael, *Escape from the Market. Negotiating Work in Lancashire*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, 222 pages.

HUDSON, Pamela et RED, Lee W., *Women's Work and the Family Economy in Historical Perspective*, Manchester, Manchester University Press, 1990, 299 pages.

HUTCHINS, B. L., et HARISON, A., *A History of Factory Legislation*, 3^{ième} édition, New York, Augustus M. Kelley, 1968, (*Reprint of Economic Classics*), 298 pages.

JOHN, Angela V., *Unequal Opportunities: Women's Employment in England, 1800-1918*, Oxford, Blackwell, 1985, 297 pages.

LEWIS, Jane, *Women in England, 1870-1850: Sexual Divisions and Social Changes*, Bloomington, Indiana University Press, 1985, 240 pages.

LOWN, Judy, *Women and Industrialisation, Gender at Work in Nineteenth-Century England*, Minneapolis, University of Minneapolis Press, 1990, 260 pages.

MITCHELL, Brian R., *British Historical Statistics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, 886 pages.

NARDINELLI, Clark, *Child Labor and the Industrial Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 1990, 194 pages.

NEFF, Wanda F., *Victorian Working Women. An Historical and Litterary Study of Women in British Industries and Professions 1832-1850*, Londres, Georges Allen & Unwin, 1929, 288 pages.

PINCHBECK, Ivy, *Women's Workers and the Industrial Revolution 1750-1850*, Londres, Routledge & Sons, 1930, 342 pages.

RENDALL, Jane, *Women in industrializing Society: England 1750-1880*, Oxford, Oxford University Press, 1990, 112 pages.

RIOUX, Jean-Pierre, *La Révolution Industrielle 1780-1880*, Paris, 1989 [1971](*Collection Points Histoire*), 273 pages.

ROSE, Sonya O., *Limited Livehoods, Gender and Class in Nineteenth-Century England*, Berkeley, University of California Press, 1992, 292 pages.

ROBERTS, Elizabeth, *Women's Work 1840-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, (*New Studies in economic and Social History*), 85 pages.

SNELL, Keith D.M., *Annals of the Labouring Poor: Social Change and Agrarian England, 1660-1900*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, 464 pages.

TILLY, Louise A., et SCOTT, Joan W., *Women, Work and Family*, New York, Holt, Rinehart & Winston, 1978, 274 pages.

VALENZE, Deborah, *The First Industrial Woman*, Oxford, Oxford University Press, 1995, 251 pages.

c) Les ouvrages portant sur la démographie

ANDERSON, Michael, *Family Structure in Nineteenth Century Lancashire*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971, 230 pages.

ANDERSON, Michael, *Approaches to the History of the Western Family 1500-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995 [1980], 96 pages.

BANKS, Joseph A., *Prosperity and Parenthood: A Study of Family Planning among the Victorian Middle Classes*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1954, 240 pages.

BANKS, Joseph A., *Victorian Values: Secularism and the Size of Families*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1981, 203 pages

CALDWELL, John C., *Theory of Fertility Decline*, Londres, Academic Press, 1982 (*Population and Social Structure : Advances in Historical Demography*), 386 pages.

COCHRANE, Susan H., *Fertility and Education, What do we Really Know ?*, Baltimore , John Hopkins University Press, 1979 (*World Bank Staff Occasional Papers* , n.26), 175 pages.

COLEMAN, David, et SALT, John, *The British Population : Patterns, Trends and Processes*, Oxford, Oxford University Press, 1992, 680 pages.

LEVINE, David, *Reproducing Families. The Political Economy of English Population History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, 251 pages.

LEYBOURNE, Grace G., et WHITE, Kenneth, *Education and the Birth Rate: A Social Dilemma*, Londres, Jonathan Cape, 1940, 375 pages.

MACFARLANE, Alan, *Marriage and Love in England, Modes of Reproduction 1300-1840*, Londres, Basil Blackwell, 1986, 380 pages.

MITCHISON, Rosalind, *British Population Change since 1860*, Londres, The MacMillan Press, 1977, 99 pages.

SAUNDERS, John, *Basic Demographic Measures: A Practical Guide for Users*, Lanham, University Press of America, 1988, 89 pages.

TEITELBAUM, Michel S., *The British Fertility Decline, Demographic Transition in the Crucible of the Industrial Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1984, 269 pages.

TRANTER, N., L., *Population and Society 1750-1940: Contrasts in Population Growth*, Londres, Longman, 1985, 230 pages.

VIDAL, Anne, *Démographie, Éléments d'analyse et évolution du peuplement humain*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1994, 154 pages.

WRIGLEY, Edward A., et SCHOFIELD, Roger S., *The Population History of England 1541-1871: A Reconstruction*, Londres, Edward Arnold, 1981, 779 pages.

YADAV, Saroj, *Population Education, New Policy Perspectives*, New Delhi, Shree Publishing House, 1988, 112 pages.

3-Ouvrages Collectifs

a) Ouvrages portant sur l'éducation

CARLETON, Robert, « Education and Fertility », MUSHAM, Helmut, éd., *Education and Population, Mutual Impacts*, Dolhain, Ordina Éditions, 1975, pp.115-167.

SCHOFIELD, Roger S., « The Measurement of Literacy in Pre-Industrial England », GOODY, John, éd., *Literacy in Traditional Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981[1968] pp. 311-326.

b) Ouvrages portant sur le monde du travail

BYTHELL, Duncan, « Women in the Workforce », O'BRIEN, Patrick, K, et QUINAULT, Roland, éd., *The Industrial Revolution and British Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

McKENDRICK, Neil, « Home Demand and Economic Growth : A New View of the role of Women and Children in the Industrial Revolution », McKENDRICK, Neil, éd., *Historical Perspectives. Studies in English Thought and Society in Honour of J.H. Plumb*, Londres, Europa, 1974, pp.152-210.

c) Ouvrages portant sur la démographie

BURR, Litchfield R., « The Family and the Mill : Cotton Mill Work , Family work Patterns and Fertility in Mid-Victorian Stockport », WOHL, Anthony, *The Victorian Family, Structure and Stresses*, Londres, Croom Helm, 1978, pp. 180-196.

Hair P.E.H., «Children in Society 1850-1980», BARKER, Theo et DRAKE, Michael, éd., *Population and Society in Britain 1850-1980*, Londres, Batsford Academic and Education Ltd, 1982, pp. 34-61.

WOODS, Robert, « The Population of Britain in the Nineteenth Century », ANDERSON, Michael, *British Population History, From the Black Death to the Present Day*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, pp. 281-348.

4- Périodiques

a) Articles portant sur l'éducation

HANSEN, Lee W., « Total and Private Rates of Return to Investment in Schooling », *Journal of Political Economy*, vol 71, n.2, avril 1963, pp. 128-140.

KIESLING, Herbert J., « Nineteenth-Century Education According to West : A Comment », *Economic History Review*, vol. 36, 1983, pp. 416-425.

MITCH, David, « Underinvestment in Literacy ? The Potential Contribution of Government Involvement in Elementary Education to Economic Growth in Nineteenth-Century England », *Journal of Economic History*, vol. 44, n.2, juin 1984, pp. 557-566.

MUSGROVE, Frank, « Middle Class Families and Schools 1780-1880 : Interaction and Exchange of Function between Institutions », *Sociological Review*, vol. 7, 1959, pp. 169-178.

SANDERSON, Michael, « Literacy and Social Mobility in the Industrial Revolution in England », *Past and Present*, vol. 56, août 1972, pp.75-103.

STONE, Lawrence, « Literacy and Education in England, 1640-1900 », *Past and Present*, vol. 42, février 1969, pp. 69-139.

WEBB, Robert K., « Working Class Readers in Early Victorian England », *English Historical Review*, vol. 65, 1950, pp. 333-351.

WEST, Edward G., « Ressource Allocation and Growth in Early Nineteenth Century British Education », *Economic History Review*, vol. 23, n.1., avril 1970, pp. 68-95.

WEST, Edward G., « Nineteenth-Century Educational History : The Kiesling Critique », *Economic History Review*, vol. 36, 1983, pp. 427-434.

b) Articles portant sur le monde du travail

BENENSON, Harold, « The 'Family Wage' and the Working Women's Conciousness in Britain, 1880-1914 », *Politics and Society*, vol. 19, n.1. mars 1991, pp.71-108.

BENNETT, Joyce M., « History that Stands Still : Women's Work in the European Past », *Feminist Studies*, vol. 14, 1988, pp. 269-283.

BERG, Maxine, « What Difference Did Women's Work Made to the Industrial Revolution ? », *History Workshop Journal*, vol. 35, 1993, pp. 2-44.

BRANSON, William H., « Social Legislation and the Birth Rate in Nineteenth-Century Britain », *Western Economic Journal*, mars 1968, pp. 134-144.

BRENNER, Johanna et RAMAS, Maria, « Rethinking Women's Oppression », *New Left Review*, 1984, pp. 33-71.

BURNETTE, Joyce, « An Investigation of the Female-Male Wage Gap during the Industrial Revolution in Britain », *Economic History Review*, vol. 50, n.2, 1998, pp. 257-281.

COCKBURN, Cynthia, « The Material of Male Power », *Feminist Review*, vol. 6, 1981, pp. 41-58.

DAVIDOFF, Leonore, « Mastered for Life : Servant and Wife in Victorian and Edwardian England », *Journal of Sociological History*, vol. 7, 1974, p. 406-428.

FREIFEILD, Mary, « Technological Change and the ' Self-acting' mule : A Study of Skill and the Sexual Division of Labour », *Journal of Sociological History*, vol. 2, 1986, pp. 319-345.

HIGGS, Edward, « Women's, Occupations and work in the Nineteenth-century Censuses », *History Workshop Journal*, vol. 23, 1987, pp. 59-80.

HILL, Bridget, « The Marriage Age of Women and the Demographers », *History Workshop*, vol. 28, 1989, pp. 129-147.

HILL, Bridget, « Women, Work and the Census : A Problem for Historian of Women », *History Workshop Journal*, vol. 35, 1993, pp.78-94.

HONEYMAN, Katrina , et GOODMAN, Jordan, « Women's Work, Gender Conflict and Labour Markets in Europe, 1500-1900 », *Economic History Review*, vol. 64, n.4, 1991, pp. 608-628.

HORRELL, Sara et HUMPHRIES, Jane, « Women's Labour Force Participation and the Transition to the Male-Breadwinning Family, 1790-1865 », *Economic History Review*, vol. 68, 1, 1995, pp. 89-117.

HORRELL, Sara et HUMPHRIES, Jane, « Old Questions, New Data and Alternative Perspectives : The Standard of Living in the British Industrial Revolution », *Journal of Economic History*, vol. 52, 1992, pp. 849-880.

HOSTETTLER, Eve, « Gourlay Steell and the Sexual Division of Labour », *History workshop Journal*, vol. 4, 1977, pp. 95-100.

HUMPHRIES, Jane, « Protective Legislation, the Capitalist State and Working Class Men : The Case of the 1842 Mines Regulation Act », *Feminist Review*, vol. 5, printemps 1981, pp. 1-33.

HUMPHRIES, Jane, « '...The Most Free from Objection...' : The Sexual Division of Labour and Women's Work in Nineteenth-Century England », *Journal of Economic History*, vol. 47, 1987, pp. 929-950.

HUMPHRIES, Jane, « 'Lurking in the Wings...' : Women in the Historiography of the Industrial Revolution », *Business and Economic History*, vol. 20, 1991, pp. 32-44.

JORDAN, Ellen, « The Exclusion of Women from Industry in Nineteenth-Century Britain », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 31, 1989, pp. 273-296.

McLAREN, Angus, « Women's Work and the Regulation of Family Size : The Question of Abortion in the Nineteenth-Century », *History Workshop Journal*, vol. 4, automne 1977, pp. 71-81.

NARDINELLI, Clark, « Child Labor and the Factory Acts », *Journal of Economic History*, vol. 40, n.4, décembre 1980, pp.739-755.

NICOLAS, Stephen et OXLEY, Deborah, « The Living Standards of Women during the Industrial Revolution, 1795-1820 », *Economic History Review*, vol. 46, 1993, pp. 723-749.

RICHARDS, Eric, « Women in the British Economy since about 1700 : An Interpretation », *History*, vol. 59, 1974, pp. 337-357.

ROBERT, Michael, « Sickles and Scythes : Men's Work and Women's Work at Harvest Time », *History Workshop Journal*, vol. 7, 1979, pp. 3-28.

ROSE, Sonya O., « Gender at Work : Sex, Class and Industrial Capitalism », *History Workshop Journal*, vol. 21, 1986, pp. 113-132.

ROSE, Sonya O., « Proto-Industry, Women's Work and the Household Economy in the Transition to Industrial Capitalism », *Journal of Family History*, vol. 13, 1988, p. 191-208.

ROSE, Sonya O., « Gender Antagonism and Class Conflict : Exclusionary Strategies of Male Trade Unionists in Nineteenth-Century Britain », *Journal of Sociological History*, vol. 13, 1988, pp. 191-208.

ROTELLA, Elyce J., « Women's Labor Force Participation and the Decline of the Family Economy in the United States », *Explorations in Economic History*, vol. 17, 1980, pp. 95-117.

SECCOMBE, Wally, « Patriarchy Stabilized : the Constitution of the Male Breadwinner Wage Norm in Nineteenth-Century Britain », *Social History*, vol. 2, n.1, janvier 1986, pp. 53-73.

SHARPE Pamela, « Continuity and Change : Women's History and Economic History in Britain », *Economic History Review*, vol. 48, 2, 1995, pp. 353-369.

WALLACH, Scott J., « Survey Articles, Women in History II- The Modern Period », *Past and Present*, vol. 10, 1983, pp. 141-157.

b) Articles portant sur la démographie

BECKER, Gary S., et Cregg, Lewis, « On the Interaction between the Quantity and Quality of Children », *Journal of Political Economy*, vol. 81, n. 2, 1973, pp. 5279-5288.

CALDWELL, John C., « Mass Education as a Determinant of the Timing of Fertility Decline », *Population and Development Review*, vol. 6, 1980, pp. 225-255.

GRAFF, Harvey, « Litteracy, Education and Fertility, Past and Present : A Critical Review, *Population and Development Review*, vol. 5, n.1, mars 1979, pp. 105-140.

KNODEL, John et VAN de WALLE, Étienne, « Lessons from the Past : Policy Implications of Historical Fertility Studies », *Population and Development Review*, vol 5, n.2, juin 1979, pp. 217-245.

MULLER, Eva, « Economic Motives for Family Limitation, A Study Conducted in Taiwan », *Population Studies*, vol 26, n.3, novembre 1972, pp.383-403.

SMITH, Richard M., « Fertility, Economy and Household Formation in England over Three Centuries », *Population and Development Review*, 7, n.4, décembre 1981, pp. 595-622.

TILLY, Louise A. et SCOTT, Joan W, « Women's Work and European Fertility Patterns », *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 6, 1976, pp. 447-476.